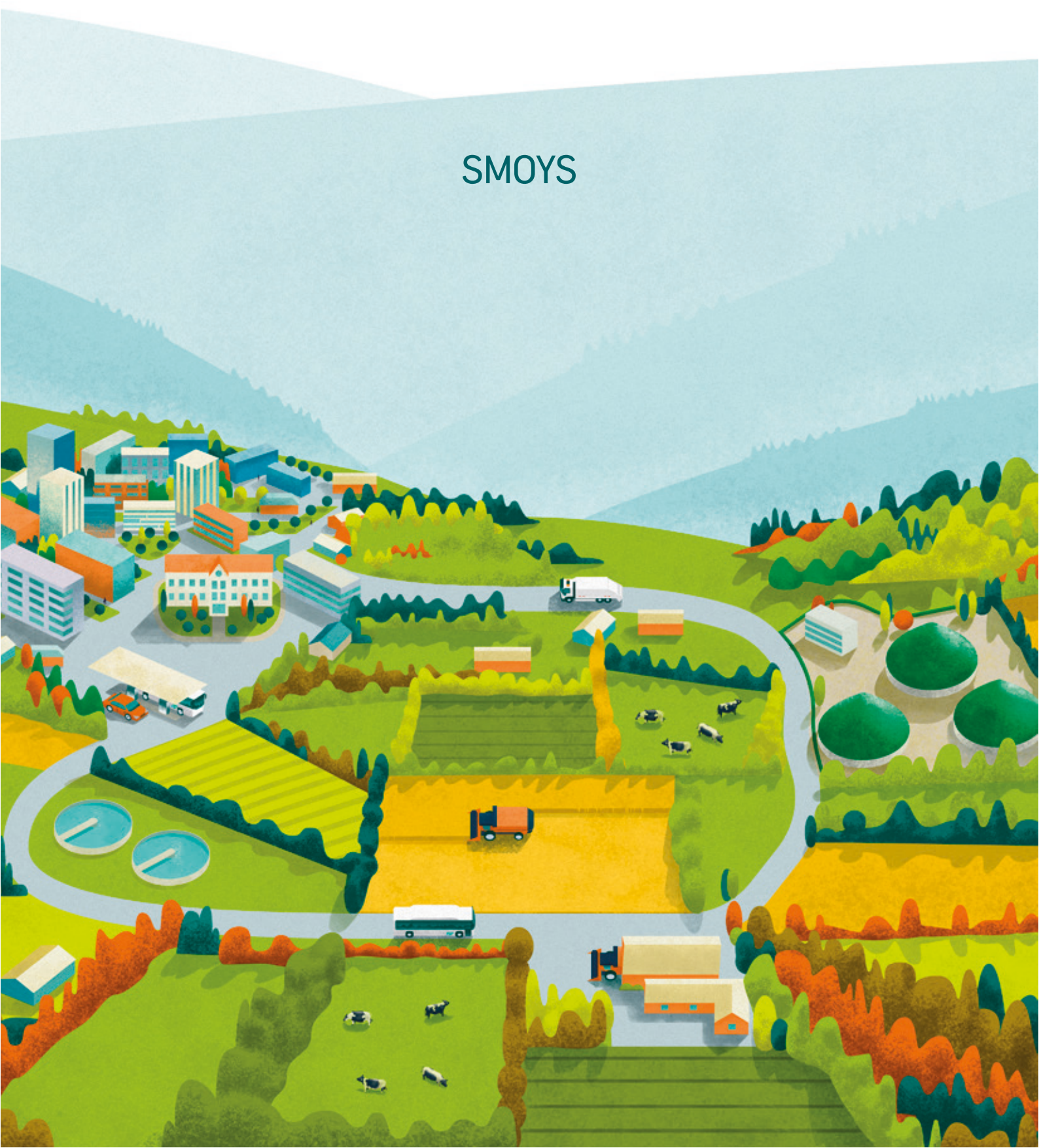




SMOYS



REÇU EN PREFECTURE

le 13/09/2024

Application agréée E-legalite.com

99_DE-091-259102457-20240913-2024_50-DE

01	L'essentiel de votre concession	6
	Les chiffres clefs de votre concession	8
	Vos interlocuteurs territoriaux	10
	Votre contrat de concession	12
02	L'activité au quotidien	14
	Les clients et leurs usages	16
	Les services et les prestations	22
	L'activité de comptage	26
	L'écoute client	30
	La chaîne d'intervention	37
	La sécurité du réseau	42
03	Le patrimoine de votre concession	56
	Vos ouvrages	58
	Les chantiers	65
	Les investissements	69
	La valorisation de votre patrimoine	74
04	Le compte d'exploitation	78
	Le tarif de distribution - ATRD	80
	La synthèse du compte d'exploitation	84
	Les recettes	88
	Les charges	90
	L'équilibre financier	94
05	La transition écologique	96
	Le gaz vert	98
	La mobilité durable	107
	Sobriété énergétique	110
	Responsabilité sociétale de l'entreprise	116
06	GRDF & Vous	118
	La distribution du gaz, une mission de service public	120
	Une organisation à votre service	124
	Les outils digitaux à votre disposition	127

REÇU EN PREFECTURE
le 13/09/2024

Application agréée E-legalite.com

99_DE-091-259102457-20240913-2024_50-DE



L'édito

Mesdames, Messieurs, chères autorités concédantes, vous qui nous confiez l'exploitation de votre réseau, j'ai souhaité profiter du compte-rendu annuel d'activité de votre concession (CRAC) pour m'adresser à vous et vous remercier de votre confiance.

2023 a été une année symbolique pour le gaz et l'essor des gaz verts : nous avons atteint la capacité de 12 TWh/an de biométhane raccordée au réseau, bien au-delà des objectifs initiaux fixés par la programmation pluriannuelle de l'énergie.

Aujourd'hui, plus de 650 méthaniseurs répartis sur les territoires fournissent une énergie équivalente à celle de deux réacteurs nucléaires. Cette réussite collective démontre une fois de plus le rôle clef que vous jouez dans la transition écologique de la France. Nous sommes convaincus que la réponse à apporter au défi climatique viendra des territoires et je tiens à vous assurer que nous serons à vos côtés pour y parvenir. Les éléments que vous retrouvez dans votre CRAC témoignent d'ailleurs de cet engagement continu.

En premier lieu, un engagement pour la sécurité, l'entretien et l'adaptation du réseau de gaz qui reste votre patrimoine industriel.

Ensuite, un engagement pour plus de proximité, d'écoute et de transparence. Le modèle de contrat de concession, construit avec la FNCCR et France urbaine, est d'ailleurs une expression concrète de cette volonté.

Enfin, un engagement pour accompagner la transition écologique de votre territoire.

Le réseau de gaz est un formidable atout stratégique : d'une part, la molécule de gaz stockable apporte la résilience dont le système énergétique a besoin, et d'autre part, avec le verdissement du gaz, le réseau collecte et distribue une énergie locale et renouvelable, créatrice d'activités et d'emplois non délocalisables.

Année après année, votre confiance nous honore et nous oblige. Notre mobilisation à vos côtés se veut à la hauteur des enjeux que nous partageons. La décarbonation est d'ailleurs maintenant au cœur du projet de GRDF.

Vous pouvez donc compter sur nos équipes pour une gestion de votre réseau de distribution en toute sécurité, performante, et facilitant la décarbonation de votre territoire pour soutenir la transition écologique.

Je vous renouvelle mes remerciements et vous souhaite une bonne lecture.

Laurence Poirier-Dietz
Directrice générale



01

L'essentiel de votre concession

1.1	Les chiffres clefs de votre concession	8
1.2	Vos interlocuteurs territoriaux	10
1.3	Votre contrat de concession	12

1.1 Les chiffres clefs de votre concession

Clientèle



136 065

Nombre de clients



714

Nombre de premières mises en service clients



2 501 GWh

Quantités de gaz acheminées



94,1%

Taux de satisfaction accueil dépannage gaz / exploitation maintenance (région)



767

Nombre de réclamations



93,5%

Taux de demandes fournisseurs traitées dans les délais

Contrat



2025

Année d'échéance du contrat



30

Durée du contrat



24/01/1995

Date d'entrée en vigueur du contrat

Économie



447 k€

Redevance R1



11 722 k€

Investissements réalisés
sur la concession



38 063 k€

Recettes
acheminement et hors
acheminement

Maintenance et sécurité



105%

Taux d'atteinte
de l'objectif de
surveillance du réseau



100%

Taux de visites
réalisées sur les postes
de détente réseau



106%

Taux de visites réalisées
sur les robinets



110%

Taux de visites réalisées
sur les branchements
collectifs



2 147

Nombre
d'interventions de
sécurité gaz



1 836

Nombre d'incidents

Patrimoine



1 877 km

Longueur totale des
conduites



129 488

Nombre de compteurs
domestiques actifs



3 009 m

Longueur de réseau
développé

1.2 Vos interlocuteurs territoriaux

**JEAN CLAUDE DE AZEVEDO**

Responsable Collectivités Territoriales

06 67 48 32 55

jean-claude.de-azevedo@grdf.fr**KARIM OUILEM**

Chargé de Portefeuille

06 65 07 76 16

karim.ouilem@grdf.fr**Le mot de Santa Orsini****Directrice Clients Territoires Ile-de-France**

2023 fut une année charnière pour la méthanisation en France et en Ile-de-France. Avec 140 nouveaux sites mis en service au niveau national et quatre en Ile-de-France, cette filière en plein essor confirme son rôle clé dans la décarbonation du pays. Cette production représente l'équivalent de la consommation de 2,25 millions de logements neufs ou de 36 000 bus roulant au bioGNV. Ce dynamisme est le fruit d'un engagement fort des acteurs de la filière et de nouvelles mesures incitatives mises en place par le gouvernement en 2023. En Ile-de-France, avec 53 sites de méthanisation en service à fin 2023, la mobilisation est forte. Avec un potentiel de 6 TWh de biogaz à l'horizon 2030, l'Ile-de-France confirmera son rôle majeur de la production de gaz verts en France.

La méthanisation, en accord avec les objectifs de la loi Anti-Gaspillage pour une Economie Circulaire s'impose comme un élément clé de la transition écologique et de la décarbonation, notamment dans les grandes agglomérations. Sa capacité à valoriser les déchets agricoles, mais aussi les biodéchets, dont le tri est obligatoire depuis le début de l'année, en fait un atout précieux pour atteindre nos objectifs de neutralité carbone. Aujourd'hui, les déchets des stations de traitement des eaux usées et les boues d'épuration deviennent aussi des ressources pour alimenter la filière, permettant ainsi de diminuer leur volume et produire du biométhane, injecté dans le réseau. Enfin, l'émergence de nouvelles technologies comme la pyrogazéification permettront de valoriser encore davantage de type de déchets, comme les bois déchets et les combustibles solides de récupération, pour contribuer à la diminution des déchets, mais aussi à l'atteinte de la neutralité carbone.

La mobilité au GNV/bioGNV progresse également. En Seine-et-Marne, un tracteur agricole roulant 100% au BioGNV fonctionne dorénavant sur le site de méthanisation Sénart Bio Énergie à Réau. Cette première marque une étape importante dans la transition écologique du secteur agricole en Ile-de-France. A fin 2023, l'Ile de France compte 41 stations publiques de distribution de GNV/bioGNV. C'est le carburant le plus plébiscité pour la motorisation des bus et pour plus de 15% des autocars. GRDF accompagne chaque projet de raccordement de station d'avitaillement, de la PME jusqu'aux centres bus d'Ile-de-France Mobilités, qui continue progressivement de convertir sa flotte au BioGNV pour atteindre 70% de roulage aux gaz verts en 2029. En effet, le BioGNV est une alternative prometteuse aux carburants fossiles. Par rapport au diesel, il permet de

réduire les émissions de gaz à effet de serre, mais aussi de particules fines et d'autres polluants. C'est désormais une affaire de santé publique!

La sécurité des personnes et des biens constitue la première mission de GRDF. Porté depuis 2018, le dispositif de prévention contre les endommagements des réseaux appelé « Balises de Sécurité 2024 » touche à sa fin, c'est le temps du bilan et il est positif ! Aux cotés de l'Observatoire national contre l'endommagement et le Pôle Energie Ile-de-France, GRDF a animé et fédéré la filière travaux et les maitres d'ouvrage, pour une réduction significative des endommagements, dans un contexte de grands chantiers franciliens (Métropole du Grand Paris, les Jeux Olympiques et Paralympiques etc.). En Ile-de-France, ce sont 150 dommages aux ouvrages gaz évités chaque année, et nous constatons une baisse pérenne de 25% des dommages (-39% pour les maitrisés d'ouvrage collectivités). Par leur engagement, les collectivités contribuent à la sécurité des chantiers franciliens. Merci pour cet investissement!

Début avril, GRDF était le premier distributeur de gaz au monde à présenter sa trajectoire de décarbonation avec trois leviers majeurs :

- Accompagner tous les consommateurs de gaz pour réduire leur empreinte carbone. Nos missions nous permettent d'accompagner et de conseiller nos clients et tous les territoires pour réduire leur consommation d'énergie, en promouvant la sobriété énergétique, grâce à des solutions innovantes, comme la PAC hybride. Plus précisément et à titre d'exemple, GRDF a aussi mis en place un programme lié à la Maitrise de l'Energie (MDE), notamment grâce aux données de consommation issues des compteurs communicants gaz. Ainsi en 2023, 180 000 clients présentant une consommation anormalement élevée, ont été contactés par GRDF pour une aide à l'analyse de leurs consommations.
- Atteindre l'objectif de 20% de gaz verts dans les réseaux en 2030. Nous soutenons le développement des gaz verts, en accompagnant les porteurs de projets, grâce à des études de faisabilité ou de potentiel sur des zones géographiques. 20% en IDF en 2030, cela fait un objectif X5 réaliste et nous accompagnons toutes les parties prenantes pour accueillir toujours plus de gaz renouvelable dans votre réseau, dont le maillage permettra de plus en plus la gestion dynamique des volumes de ces nouveaux gaz.
- Accélérer notre propre décarbonation en divisant par deux nos émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030. Nous mettons en œuvre des actions concrètes pour réduire nos émissions directes et indirectes, notamment en optimisant la gestion de notre réseau, en adoptant une politique d'achats responsables et en mobilisant nos salariés.

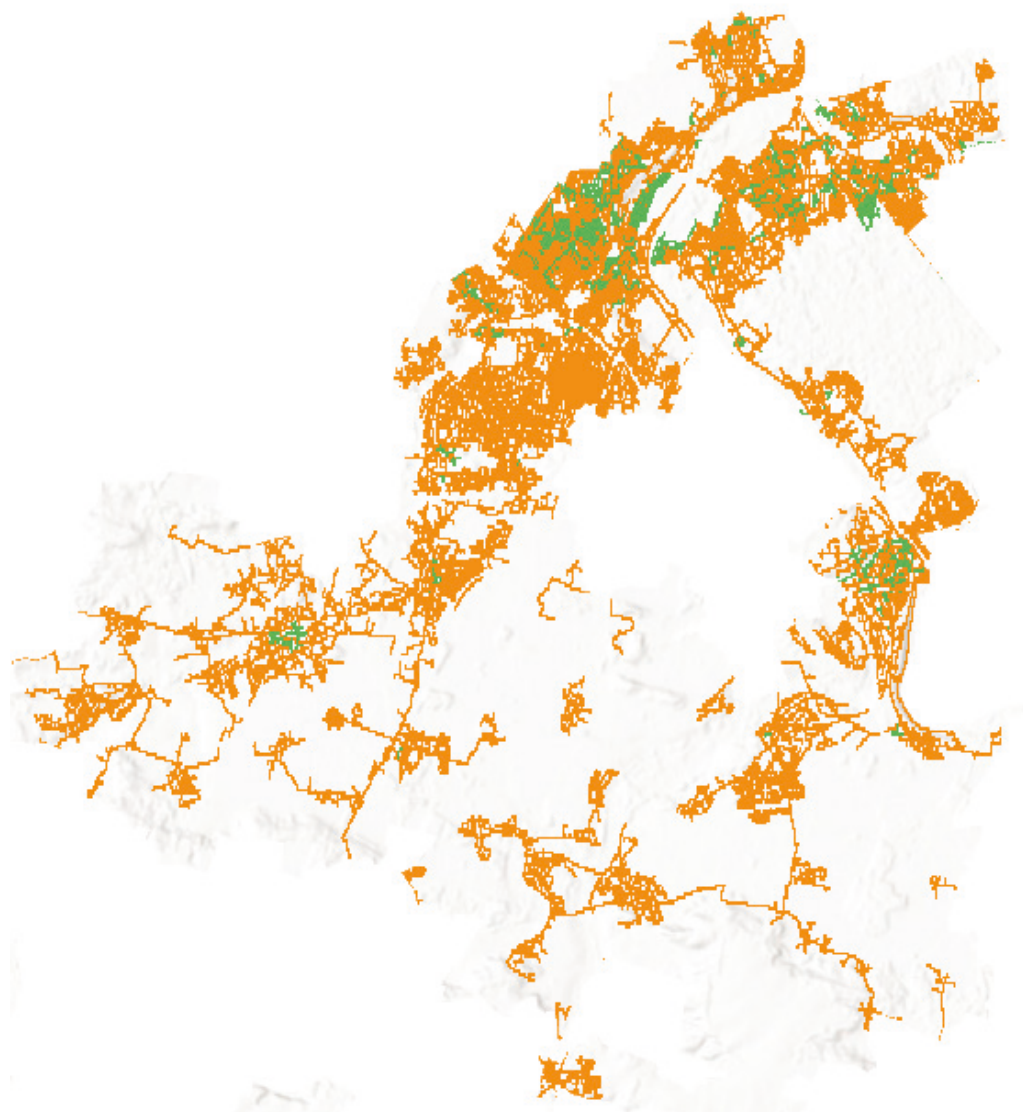
C'est avec enthousiasme et détermination que nous nous engageons dans cette nouvelle aventure. Nous sommes convaincus, grâce à la mobilisation de tous, que nous réussirons à relever le défi de la décarbonation et à construire un avenir énergétique plus durable pour notre territoire francilien. Je serais heureuse de vous rencontrer lors du salon de l'association des maires d'Ile-de-France en mai prochain.

1.3 Votre contrat de concession

GRDF est lié aux autorités concédantes par un contrat de concession qui précise les conditions d'exploitation du service public de la distribution de gaz et les engagements contractuels des deux parties pendant la durée du contrat.

Date d'entrée en vigueur du contrat : 24/01/1995

Durée d'application : 30 ans



À fin 2023, votre contrat de concession porte sur les 54 communes suivantes :

91021 - ARPAJON	91105 - BREUILLET
91027 - ATHIS-MONS	91115 - BRUYERES-LE-CHATEL
91037 - AUVERNAUX	91135 - CHAMPCUEIL
91041 - AVRAINVILLE	91156 - CHEPTAINVILLE
91045 - BALLANCOURT-SUR-ESSONNE	91159 - CHEVANNES
91085 - BOISSY-SOUS-SAINT-YON	91174 - CORBEIL-ESSONNES
91103 - BRETIGNY-SUR-ORGE	91179 - LE COUDRAY-MONTCEAUX

91191 - CROSNE	91494 - LE PLESSIS-PATE
91201 - DRAVEIL	91549 - SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS
91204 - ECHARCON	91552 - SAINT-GERMAIN-LES-
91207 - EGLY	ARPAJON
91216 - EPINAY-SUR-ORGE	91553 - SAINT-GERMAIN-LES-CORBEIL
91225 - ETIOLLES	91570 - SAINT-MICHEL-SUR-ORGE
91232 - LA FERTE-ALAI	91579 - SAINT-VRAIN
91244 - FONTENAY-LE-VICOMTE	91581 - SAINT-YON
91286 - GRIGNY	91589 - SAVIGNY-SUR-ORGE
91292 - GUIBEVILLE	91600 - SOISY-SUR-SEINE
91315 - ITTEVILLE	91648 - VERT-LE-GRAND
91326 - JUVISY-SUR-ORGE	91649 - VERT-LE-PETIT
91332 - LEUDEVILLE	91657 - VIGNEUX-SUR-SEINE
91376 - MAROLLES-EN-HUREPOIX	91659 - VILLABE
91386 - MENNECY	91667 - VILLEMOISSON-SUR-ORGE
91421 - MONTGERON	91685 - VILLIERS-SUR-ORGE
91434 - MORSANG-SUR-ORGE	91687 - VIRY-CHATILLON
91441 - NAINVILLE-LES-ROCHES	91691 - YERRES
91457 - LA NORVILLE	94001 - ABLON-SUR-SEINE
91461 - OLLAINVILLE	94077 - VILLENEUVE-LE-ROI
91468 - ORMOY	

Pour accéder aux informations détaillées du CRAC

Vous pouvez compléter votre lecture et votre analyse du CRAC en utilisant :

- Le « Guide de lecture », lorsque vous voyez « Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC ». Ce document est disponible sur le site GRDF.fr, à la rubrique Collectivités, ou à l'adresse suivante : https://docgaz.grdf.fr/docs/crac_guide_de_lecture.pdf.
- La « Plateforme de Données Concession (PDC) », qui vous donne accès directement à toutes les données détaillées présentées dans le CRAC. Elle est accessible sur le site GRDF.fr via le « Portail Collectivités ».



02

L'activité au quotidien

2.1	Les clients et leurs usages	16
2.2	Les services et les prestations	22
2.3	L'activité de comptage	26
2.4	L'écoute client	30
2.5	La chaîne d'intervention	37
2.6	La sécurité du réseau	42

2.1 Les clients et leurs usages

Les clients et les consommations sur votre concession

GRDF achemine le gaz pour le compte de tous les fournisseurs agréés jusqu'aux points de livraison des clients consommateurs. Cette prestation d'acheminement est distincte et complémentaire de la vente de gaz réalisée par le fournisseur d'énergie.

À la suite d'une année 2020 marquée par une baisse sensible des consommations des professionnels due à la crise sanitaire, le niveau des consommations en 2021 était revenu à un niveau similaire aux années précédant la crise COVID. La consommation de gaz en France s'oriente de nouveau à la baisse depuis 2022. Ainsi, en 2023, les consommations corrigées de l'impact climatique sont inférieures d'environ 14% à celles de 2019.

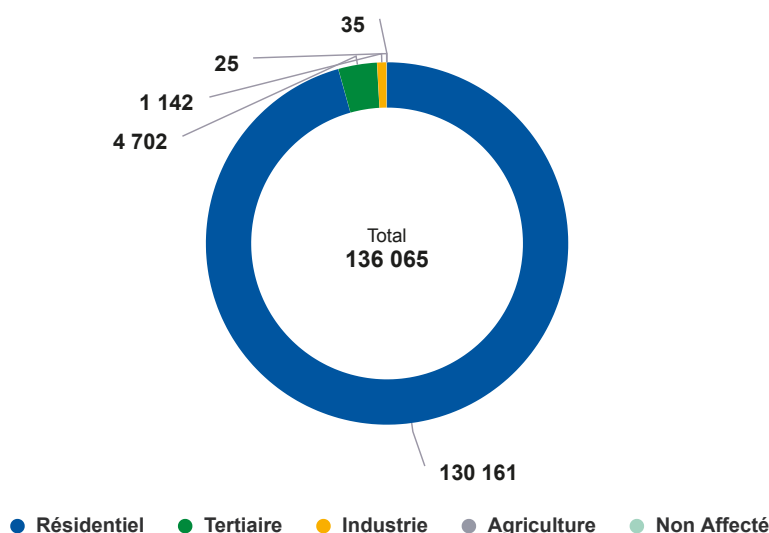


Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

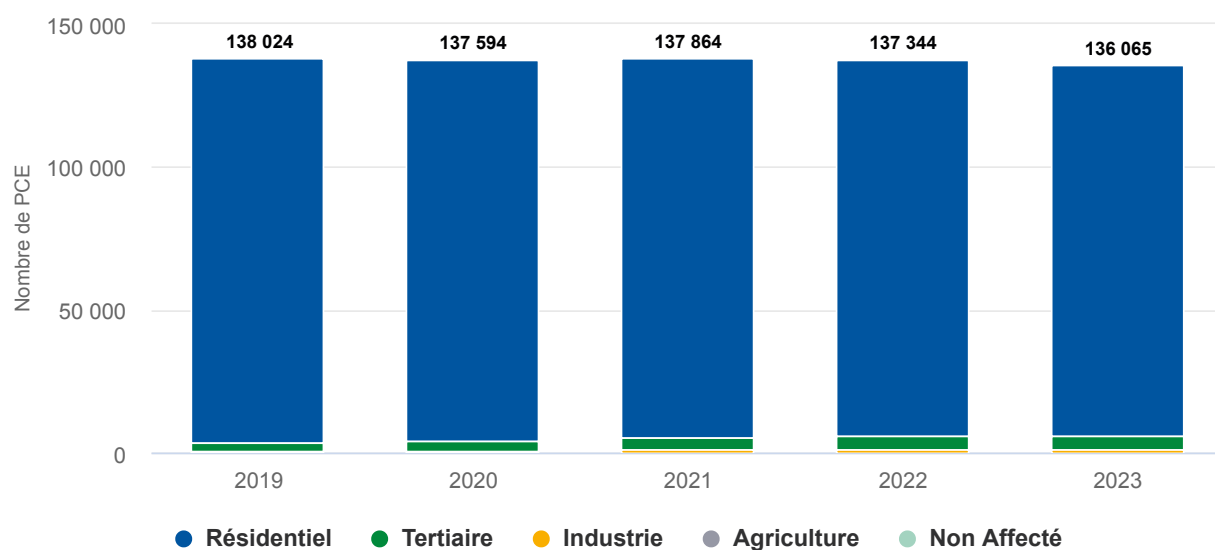
Les clients et la consommation par secteur d'activité

Le nombre de clients de votre concession et les quantités de gaz acheminées vous sont présentés ici par secteur d'activité.

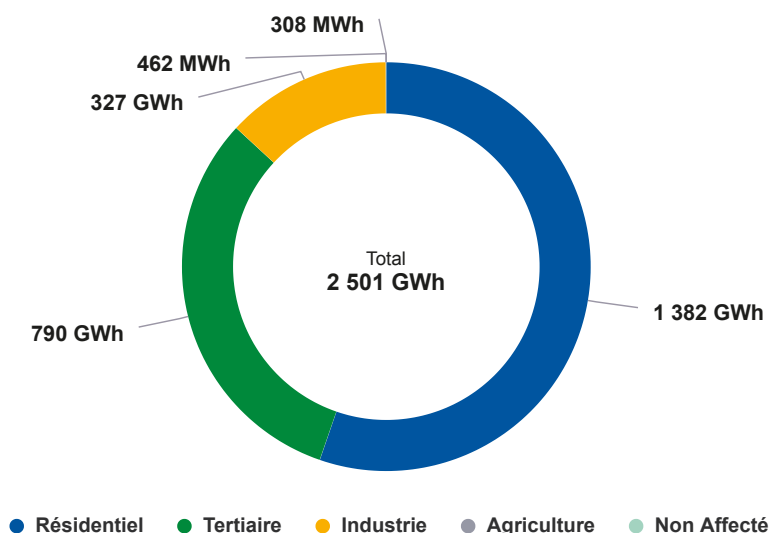
Répartition du nombre de clients par secteur d'activité en 2023



Évolution du nombre de clients par secteur d'activité

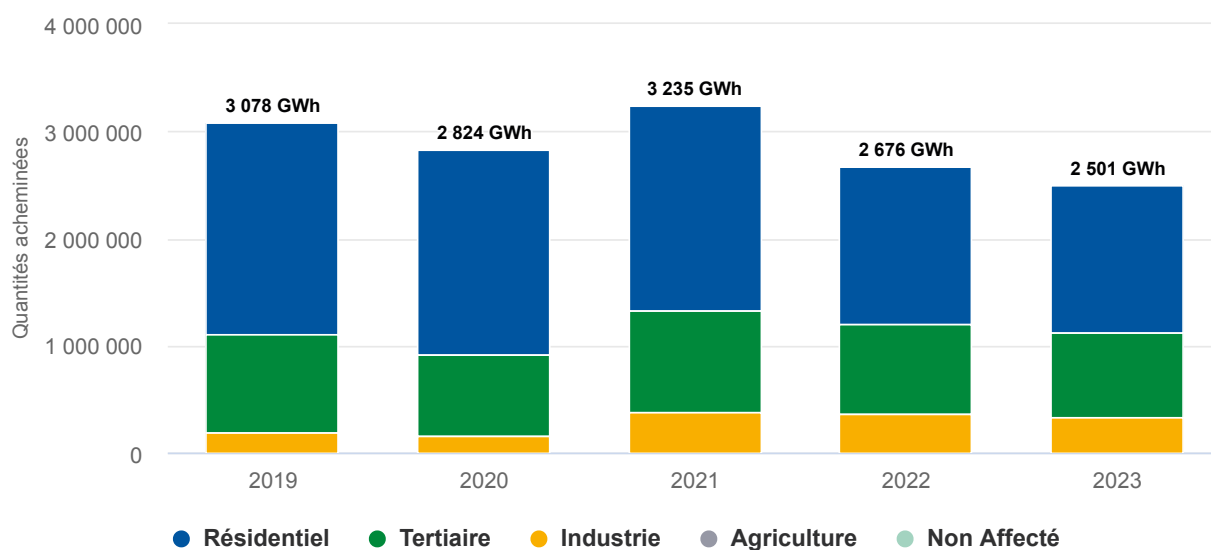


Répartition des quantités acheminées par secteur d'activité en 2023



L'activité au quotidien

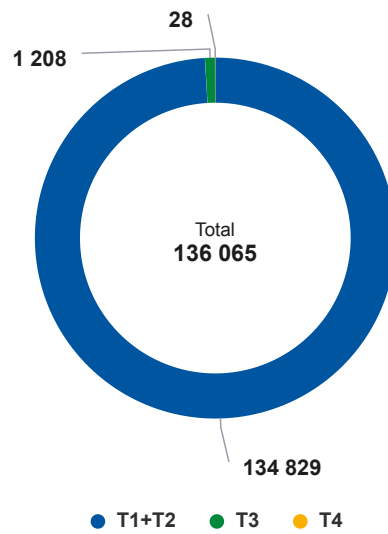
Évolution des quantités acheminées par secteur d'activité



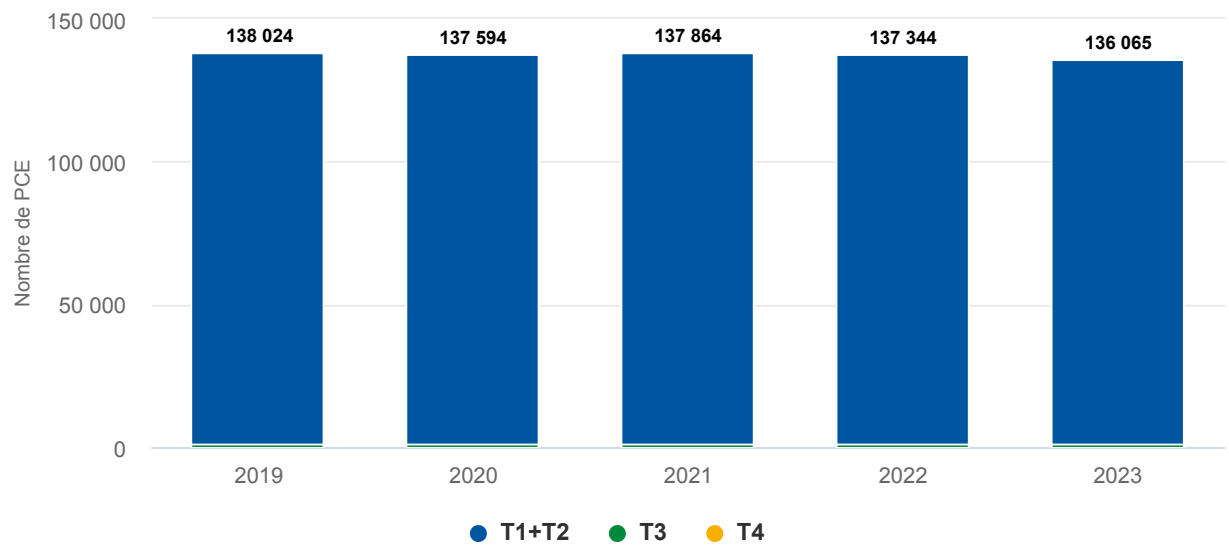
Les clients et les consommations par tarif d'acheminement

Le nombre de clients de votre concession et les quantités de gaz acheminées vous sont présentés ici par tarif.

Répartition du nombre de clients par tarif en 2023

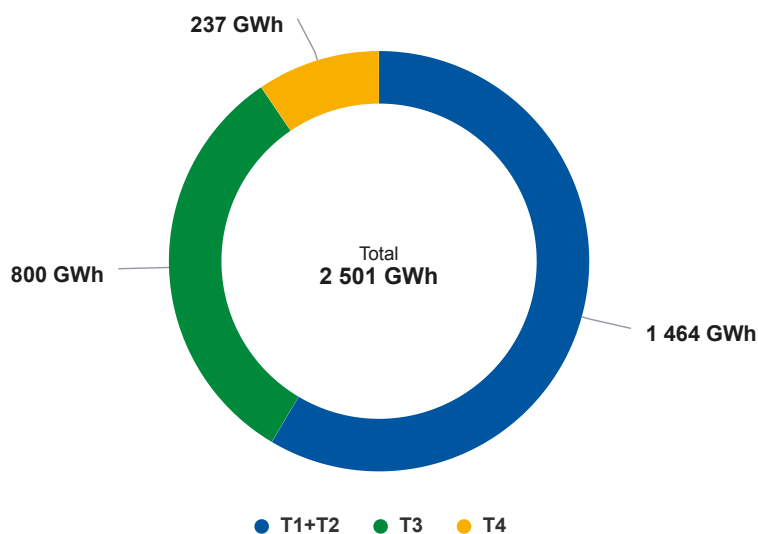


Évolution du nombre de clients par tarif

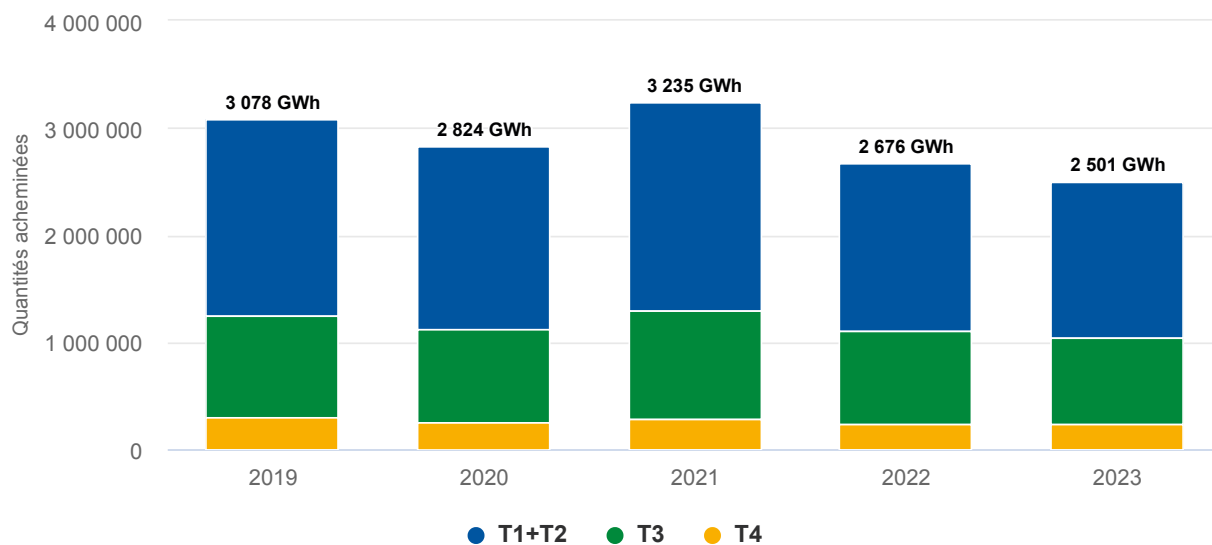


L'activité au quotidien

Répartition des quantités acheminées par tarif en 2023



Évolution des quantités acheminées par tarif



Les données de consommation sont désormais organisées en secteurs d'activités conformément aux dispositions du décret n°2020-196 et de l'arrêté du 6 mars 2020 :

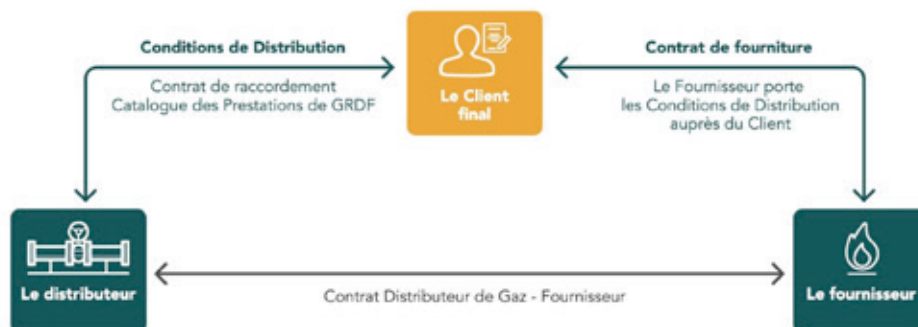
- les secteurs d'activités « tertiaire », « industrie » et « agricole » des clients professionnels (quel que soit le tarif d'acheminement) sont déterminés et répartis selon leur code NAF (sauf 68.32A). Pour les tarifs d'acheminement T3, T4 et TP cette attribution est plus détaillée car réalisée selon le deuxième niveau de la nomenclature NAF (88 secteurs).
- le secteur d'activité « résidentiel » correspond aux points de livraison (PDL) ayant des tarifs T1 ou T2, dont le code NAF est soit 68.32A, soit non renseigné.
- enfin, un traitement spécifique est fait sur les PDL T3, T4 et TP sans code NAF pour permettre une affectation à un secteur d'activité, sinon ils sont rattachés à « non affecté ».



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

2.2 Les services et les prestations

Les prestations et services réalisés par GRDF sont définis dans le catalogue des prestations, liant le distributeur au client, qui permet de décrire la nature des prestations réalisables à la demande des clients. Ce catalogue des prestations est validé par la Commission de Régulation de l'Énergie (CRE) et mis à jour tous les ans. Il est disponible sur le site de GRDF : www.grdf.fr/institutionnel/actualite/publications/catalogue-prestations.



Les principales prestations réalisées

À la demande des clients ou des fournisseurs de gaz, GRDF réalise ainsi :

- Des prestations intégrées dans le tarif d'acheminement (changement de fournisseur sans déplacement, intervention de sécurité et de dépannage, relevé cyclique, mise hors service à la suite d'une résiliation du contrat de fourniture...).
- Des prestations payantes, facturées à l'acte ou périodiquement suivant leur nature (mise en service d'installations, modifications contractuelles, interventions pour impayés ou pour travaux, relevés spéciaux...), identifiées dans le catalogue de prestations.

Les principales évolutions du catalogue 2023 publié le 1^{er} juillet 2023 ont notamment porté sur :

- la mise en conformité de certaines prestations, afin d'harmoniser la terminologie à la suite de la délibération de la CRE du 7 juillet 2022 :
 - remplacement du terme « biométhane » par « gaz renouvelable » dans tout le catalogue afin d'y inclure d'autres sources de production de gaz pouvant être injecté dans le réseau de distribution de gaz que celle issue de la méthanisation.
- la création, modification et suppression de certaines prestations :
 - la prestation n°303 « Fréquence de relevé supérieure à la fréquence standard » est supprimée compte tenu de l'état d'avancement du déploiement des compteurs Gazpar et des solutions proposées aux consommateurs rencontrant des difficultés à avoir accès au dispositif de communication permis par Gazpar,
 - la prestation n°32 « Communication à un Client de données de consommation gaz au point de livraison, de données techniques du PCE et de données contractuelles » en précisant les justificatifs attendus d'un consommateur pour une demande de transmission par mail ou courrier,
 - les prestations n°531/532 « Vérification de données de comptage sans

- déplacement », n°541/542 « Vérification de données de comptage avec déplacement » en clarifiant les canaux de contestation des index,
- les prestations n°841/942 « Enquête » en précisant les actes réalisés lors d'une enquête,
 - la prestation n°125 « Mise à jour des capacités d'injection sur demande (prestation expérimentale) » est créée afin de répondre à un besoin exprimé par les acteurs étudiant la faisabilité d'un raccordement au gaz renouvelable,
 - la prestation n°214 « Réalisation de raccordement d'un producteur de biométhane » en apportant une précision réglementaire.
 - l'évolution de l'ensemble des tarifs au 1^{er} juillet 2023 est basée sur un indice de prix des matières premières, qui a augmenté de +5,3%.
 - pour l'évolution des tarifs des prestations annexes des GRD de gaz au 1^{er} juillet 2023 et en raison de la crise menant à des pénuries de matières premières, la CRE considère qu'il n'est pas pertinent, pour cet exercice, d'appliquer la formule d'indexation en vigueur. Par conséquent, la CRE la remplace, à titre exceptionnel pour l'année 2023 et pour l'ensemble des prestations annexes réalisées à titre exclusif par les GRD de gaz, par une formule d'indexation basée sur la variation moyenne de l'indice mensuel des prix à la consommation.

Principales demandes de prestations réalisées sur la concession

	2021	2022	2023
Mise en service (avec ou sans déplacement, avec ou sans pose compteur)	13 785	13 576	11 711
Mise hors service (initiative client ou fournisseur)	8 501	9 675	8 666
Intervention pour impayés (coupure, prise de règlement, rétablissement)	934	1 005	908
Changement de fournisseur (avec ou sans déplacement)	10 425	7 399	7 997
Demande d'intervention urgente ou express par rapport au délai standard	686	694	486
Déplacement vain ou annulation tardive facturés	298	329	338
1 ^{ère} mise en service	1 271	1 036	714

Fin des Tarifs réglementés de vente (TRV)

Conformément à la Loi énergie-climat du 8 novembre 2019, les Tarifs réglementés de vente (TRV) qui concernaient environ 2,4 millions de clients particuliers (environ 22% des clients grand public) et de propriétaires uniques d'un immeuble à usage principal d'habitation consommant moins de 150 000 kWh ont pris fin le 30 juin 2023.

La suppression de ces tarifs vise à mettre le droit français en conformité avec le droit européen, à la suite d'une décision du Conseil d'Etat de 2017. Cette réforme s'est inscrite dans le prolongement de l'ouverture du marché du gaz à de nouveaux fournisseurs.

Fin des TRV, quelles conséquences ?

Les clients concernés ont reçu entre janvier et juin 2023 un courrier réglementaire les informant de la fin du TRVgaz, ainsi que de la nécessité de souscrire un contrat en offre de marché avec le fournisseur de leur choix.

Il n'y a pas eu de coupure de gaz. Les clients n'ayant pas changé d'offre à la date d'échéance du 1^{er} juillet 2023 ont été orientés automatiquement sur l'offre de bascule de leur fournisseur historique.

Le bouclier tarifaire après la fin des TRV de gaz naturel

La loi de Finances 2023 a prolongé le bouclier tarifaire sur le second semestre 2023, conformément à l'engagement pris par les pouvoirs publics et ce malgré la suppression des TRVgaz en juin 2023. Pour 2024, l'aide ne concerne que les contrats signés avant le 30 juin 2023 à un prix supérieur à 72,8€/MWh. Le bouclier gaz collectif a quant à lui été reconduit en 2024 uniquement pour les contrats signés à un prix élevé avant le 30 juin 2023.

Le prix repère de la CRE

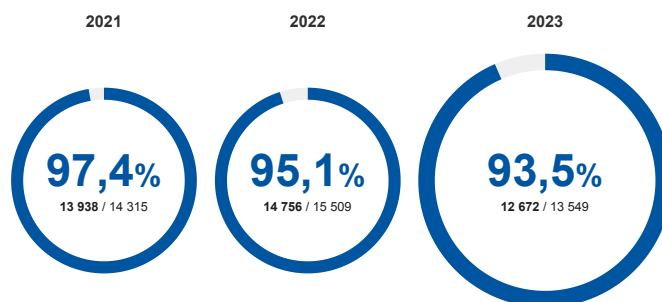
Depuis juillet 2023, le maintien du bouclier tarifaire est adossé à la création d'une référence de prix du gaz représentative des coûts d'approvisionnement des fournisseurs. Ce prix repère, à destination des fournisseurs est publié par la CRE à titre indicatif et mensuellement. Il comporte un prix d'abonnement et un prix du kWh de gaz. Ce prix repère est un prix variable et intègre à la fois les coûts d'approvisionnement et les coûts « hors approvisionnement » tels que les coûts commerciaux, les coûts d'acheminement ou de stockage ainsi que la rémunération du fournisseur. Ce prix repère indicatif a également pour objet de servir de boussole aux consommateurs qui souhaitent comparer les offres de fourniture à partir de juin.

En 2023, les hausses de prix moyennes ont été limitées à +15% par rapport au prix des TRV gaz bloqués en 31 octobre 2021.

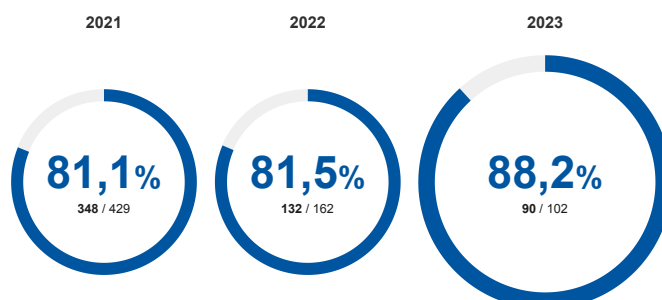
La CRE appelle les consommateurs résidentiels à être attentifs aux différentes options des offres proposées par les fournisseurs. Le médiateur national de l'énergie apporte conseil aux clients pour leur contrat de gaz. Pour en savoir plus : <https://comparateur-offres.energie-info.fr/>.



Taux de respect du délai catalogue des demandes reçues des fournisseurs



Taux de raccordement dans les délais catalogue



2.3 L'activité de comptage

Le relevé des compteurs

Le relevé des compteurs par GRDF est organisé de manière différente entre les plus gros consommateurs (environ 105 000 relevés à distance sur un rythme mensuel ou journalier), et le reste des clients (11 millions environ).

Sur ce second périmètre, pour les derniers cas où le compteur n'est pas encore communicant (moins de 5% des clients au niveau national à fin 2023), le relevé est organisé sur un rythme semestriel via des auto-relevés.

La qualité du relevé des comptages

Le « taux de relevés sur index réels télérelevés » est de 99,3% sur votre concession. Il correspond à la consolidation du télérelevé des nouveaux compteurs communicants.

Le « taux de relevés corrigés » est de 2,6% sur votre concession. Il correspond au nombre d'index corrigés rapporté au nombre de compteurs non communicants relevés. Les corrections de relevés interviennent à la suite des contrôles des consommations relevées à pied, à des corrections sur des index estimés ou à des contestations d'index issues des réclamations clients ou des demandes fournisseurs.

Le « taux de compteurs avec index lu au moins une fois dans l'année » est de 99,5% sur votre concession. Il correspond au ratio du nombre de compteurs dont l'index a pu être lu les 12 derniers mois sur le nombre total de compteurs. Il concerne tous les compteurs actifs, qu'ils soient communicants ou non communicants.

L'accessibilité des compteurs non communicants lors du relevé

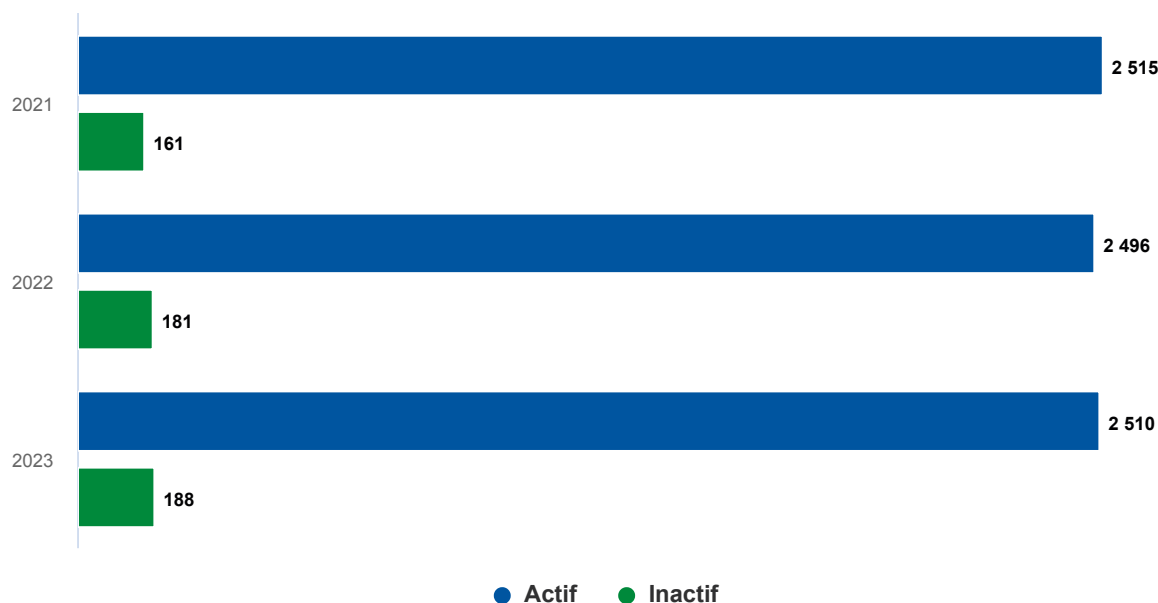
Depuis 2020, afin d'accompagner le client tout au long de son parcours du relevé, GRDF a mis en place un service consistant en l'envoi de SMS aux clients qui n'auraient pu être présents, leur permettant d'envoyer leur index en autorelevé.

Évolution des compteurs domestiques actifs et inactifs



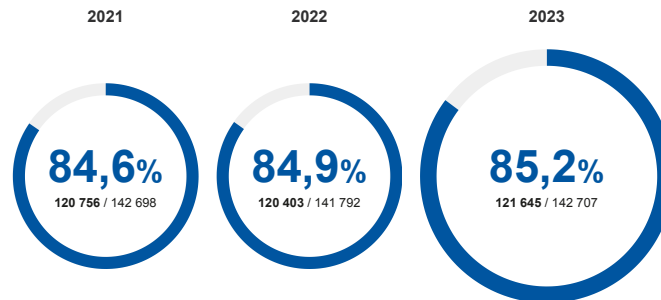
En 2023, sur votre concession le nombre de compteurs domestiques est de 140 009. En 2022, ce nombre était de 139 115 et de 140 022 en 2021.

Évolution des compteurs industriels actifs et inactifs



L'activité au quotidien

Taux d'accessibilité des compteurs domestiques et industriels



Le compteur communicant gaz au service de la transition écologique des territoires

Le déploiement des compteurs communicants gaz a pour objectif majeur de permettre aux clients de bénéficier d'une meilleure connaissance de leurs consommations de gaz. Grâce au compteur communicant, les clients peuvent visualiser sur un espace personnalisé et sécurisé leur consommation quotidienne, la comprendre et ainsi entreprendre des actions de maîtrise de l'énergie.

Découvrez sur grdf.fr les bonnes raisons de créer votre Espace Client.



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.



Depuis le début du déploiement sur votre concession, 137 149 compteurs ou modules communicants ont été installés dont 5 499 en 2023. De plus, 70 concentrateurs ont été installés depuis le début du déploiement dont 4 en 2023.

Maîtriser la consommation d'énergie est l'un des grands enjeux pour réussir la transition énergétique dans les territoires. Les compteurs communicants gaz, dont le déploiement massif a débuté en 2017 et a été finalisé en 2023, y contribuent grandement. Ils permettent aux clients (particuliers, tertiaires, industries et collectivités) de devenir acteur de la gestion de leur consommation, par une meilleure connaissance des quantités d'énergie utilisées par leurs équipements au gaz.

En 2023, 125 000 compteurs ont été installés en Ile-de-France. Sur le territoire francilien, près de 2,4 millions de compteurs sont désormais télé-relevés. GRDF est entrée dans une phase de saturation, qui consiste à repasser sur les zones où les compteurs n'étaient pas accessibles lors de la première phase. L'approche est différente et individuelle: il s'agit de garantir l'accès au compteur lors de l'intervention du technicien.

En parallèle, le déploiement des concentrateurs, relais entre les compteurs et le système d'information de GRDF, se poursuit pour maximiser et sécuriser la couverture radio. 97% des clients de la région sont couverts par un concentrateur.

Le site internet monespace.grdf.fr est un espace privé et sécurisé qui permet à chaque client de suivre gratuitement sa consommation journalière de gaz naturel quel que soit son fournisseur d'énergie. Les collectivités bénéficient d'un accès au portail collectivités pour suivre leurs consommations. Les clients peuvent paramétrer des seuils de consommations et recevoir des alertes en cas de rapprochement ou de dépassement de celui-ci.

« Mon Espace GRDF » et le « portail collectivités » en Ile-de-France



2.4 L'écoute client

Le Service Client GRDF

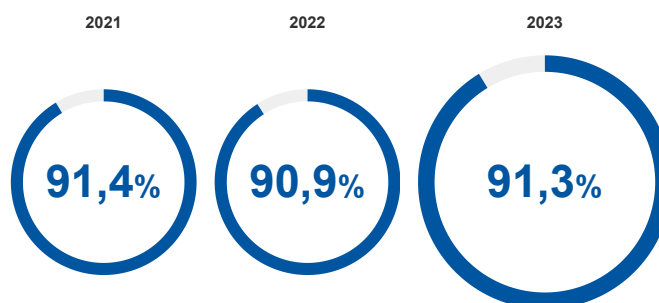
Le Service Client GRDF traite l'ensemble des demandes (hors Urgence Sécurité Gaz) concernant le raccordement, le conseil en matière de solutions gaz et l'ensemble des prestations réalisées par GRDF. Il est dédié à tous les clients, promoteurs, partenaires et fournisseurs d'énergie. Vous pouvez contacter nos conseillers sur notre site internet grdf.fr (rubrique Aide & contacts) ou par téléphone au 09 69 36 35 34 du lundi au vendredi de 8h à 17h (appel non surtaxé) avec un service dédié pour l'accueil des clients professionnels et des collectivités locales (en choisissant 3 lors de l'appel).



112 029

APPELS TOUS MOTIFS CONFONDUS SUR VOTRE RÉGION GRDF

Taux d'accessibilité du Service Client GRDF sur votre région GRDF



Satisfaction des collectivités locales

Comme chaque année, GRDF sollicite les collectivités locales et autorités concédantes pour mesurer leur niveau de satisfaction. Cette année 1 488 élus et fonctionnaires territoriaux, dans toutes les régions métropolitaines, ont répondu à cette enquête entre décembre 2023 et fin janvier 2024. En 2023, 99% des collectivités (97% en 2022) se déclarent satisfaites du respect par GRDF des obligations du contrat de concession et de la qualité de la relation.

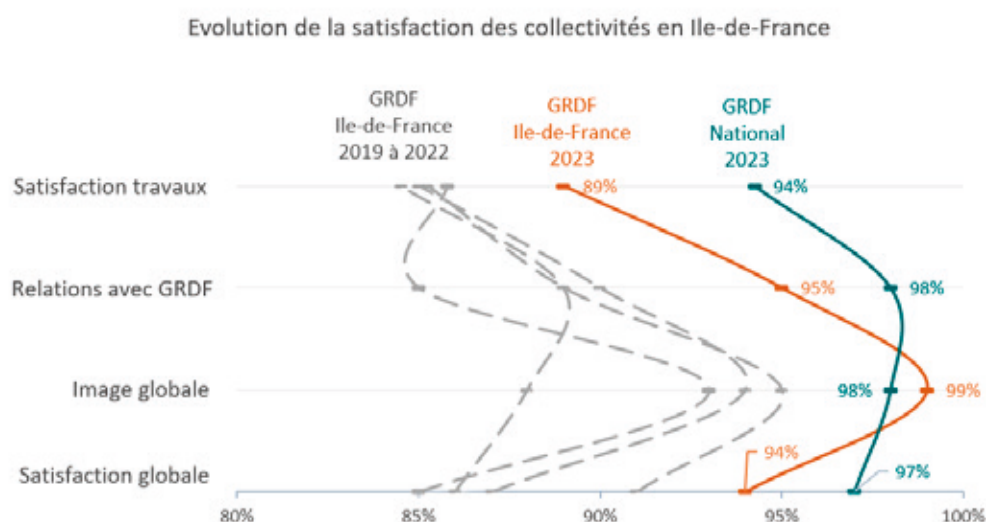
Dans le détail, on observe notamment que 98% (97% en 2022) des autorités concédantes se déclarent confiantes dans la capacité de GRDF à fournir les données nécessaires, et 97% (96% en 2022) considèrent que le CRAC permet d'avoir une vision précise de l'activité de GRDF sur leur concession. Les attentes des élus et des fonctionnaires territoriaux restent fortes sur la coordination des programmes travaux ainsi que la présence de GRDF à leurs côtés et sur le terrain. GRDF s'engage à maintenir un haut

niveau de service, au plus près des besoins des collectivités locales, afin d'apporter au cœur des territoires une énergie sûre, abordable et de plus en plus renouvelable.

La satisfaction des collectivités en Ile-de-France

En Ile-de-France, les résultats de l'enquête sont en constante progression ces 5 dernières années :

- Un constat visible sur la qualité de la distribution du gaz, la sécurité du réseau mais également sur les relations entretenues avec les Collectivités et les Autorités concédantes.
- Les concédants ont un niveau de confiance élevé vis-à-vis de GRDF pour la fourniture de données pertinentes et sont très satisfaites du compte rendu annuel de concession.
- Les Collectivités réaffirment leur intérêt et leur confiance en l'énergie gaz : elles sont convaincues à plus de 90% que cette énergie est adaptée à leurs besoins et que les gaz verts sont à la fois un axe majeur pour l'indépendance énergétique du pays et un élément clé de la stratégie de décarbonation.



En Ile-de-France, les résultats plus en détail :

- La satisfaction globale est portée à plus de 94% (+3 points entre 2022 et 2023). Ce score intègre l'ensemble des sujets liés à la Concession, la sécurité, les travaux et la qualité relationnelle.
- L'image globale atteint 99% de satisfaction (+4 points entre 2022 et 2023). L'image globale reflète le professionnalisme et l'efficacité de GRDF en tant qu'opérateur du réseau de distribution gaz.
- La qualité des relations avec GRDF progresse à 95%, traduisant un bon relationnel entre les collectivités et leurs interlocuteurs GRDF ainsi que la facilité de traitement des demandes.
- La satisfaction travaux progresse de 4 points et dépasse les 89% :
 - Les points appréciés par les collectivités sont la coordination des programmes travaux, la gestion de la sécurité et la prise en compte des contraintes des collectivités.
 - Les attentes exprimées par les collectivités concernent l'amélioration de l'identification des interlocuteurs en charge des travaux ainsi qu'une meilleure gestion des prestataires intervenants sur le domaine public.

L'activité au quotidien

Satisfaction des clients particuliers et professionnels

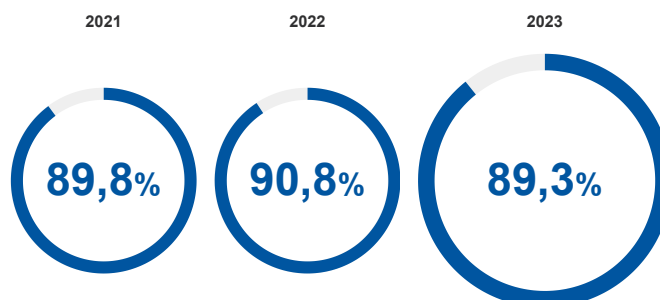
Un dispositif dématérialisé d'enquêtes de satisfaction est actif depuis 2015. Il permet, via des questionnaires en ligne, la mesure « à chaud » de la satisfaction des clients sur les différentes prestations de GRDF.

90% de satisfaction,
objectif du projet
d'entreprise GRDF

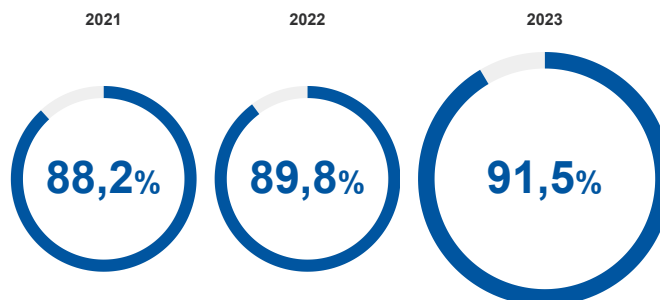


Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

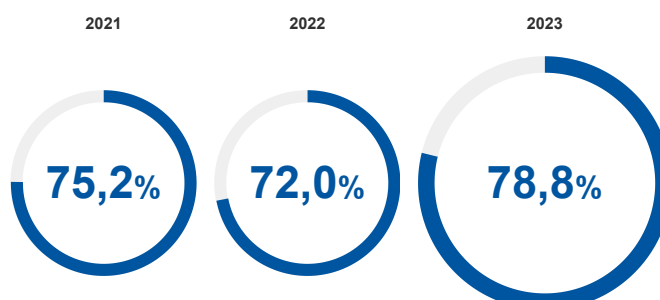
Taux de satisfaction des particuliers lors d'un raccordement (avec ou sans extension) - hors collectif sur votre région GRDF



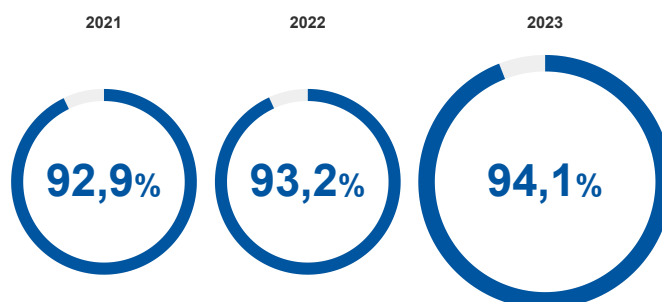
Taux de satisfaction des particuliers lors d'une mise en service avec intervention sur votre région GRDF



Taux de satisfaction des particuliers pour l'accueil distributeur sur votre région GRDF



Taux de satisfaction des particuliers et professionnels pour l'accueil dépannage gaz / exploitation maintenance sur votre région GRDF



La gestion des réclamations émises par les fournisseurs pour le compte des clients

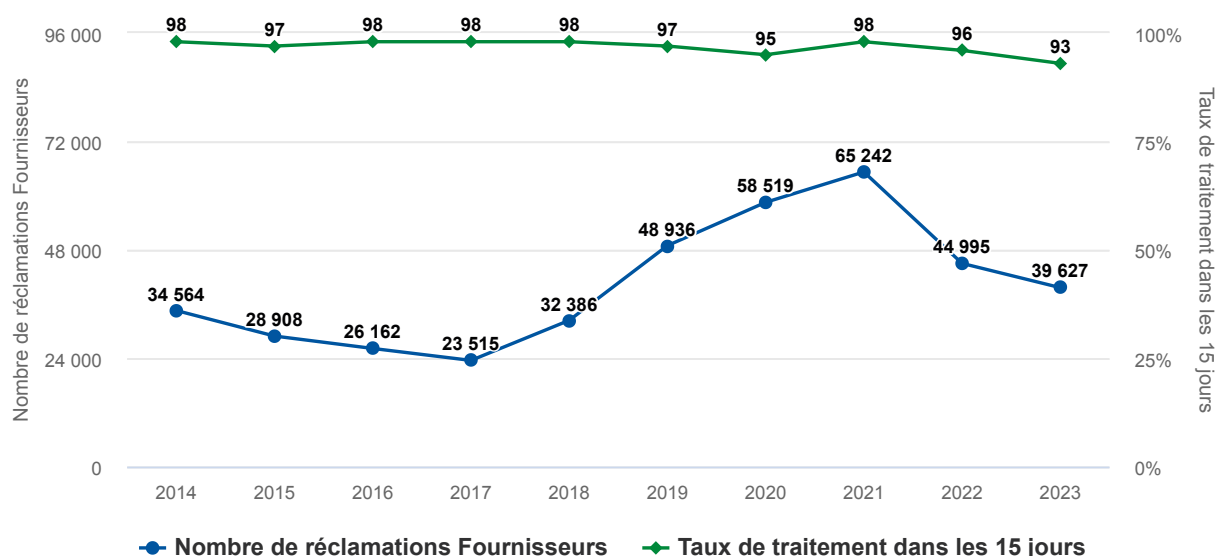
Après la baisse continue du nombre de réclamations émises par les fournisseurs d'énergie pour le compte des clients depuis l'ouverture des marchés, les années 2018-2021 ont été marquées par une augmentation des réclamations principalement liée à des anomalies de publication de données de consommation, ceci en lien avec le déploiement généralisé des compteurs communicants gaz et, de façon plus globale, avec les évolutions des systèmes d'information associés à la mise à disposition des données de consommation aux fournisseurs.



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

L'activité au quotidien

Évolution des réclamations Fournisseurs courantes au niveau national



En 2023 sur votre région GRDF, le taux de réponse aux réclamations fournisseurs courantes dans les 15 jours atteint 91,7%.

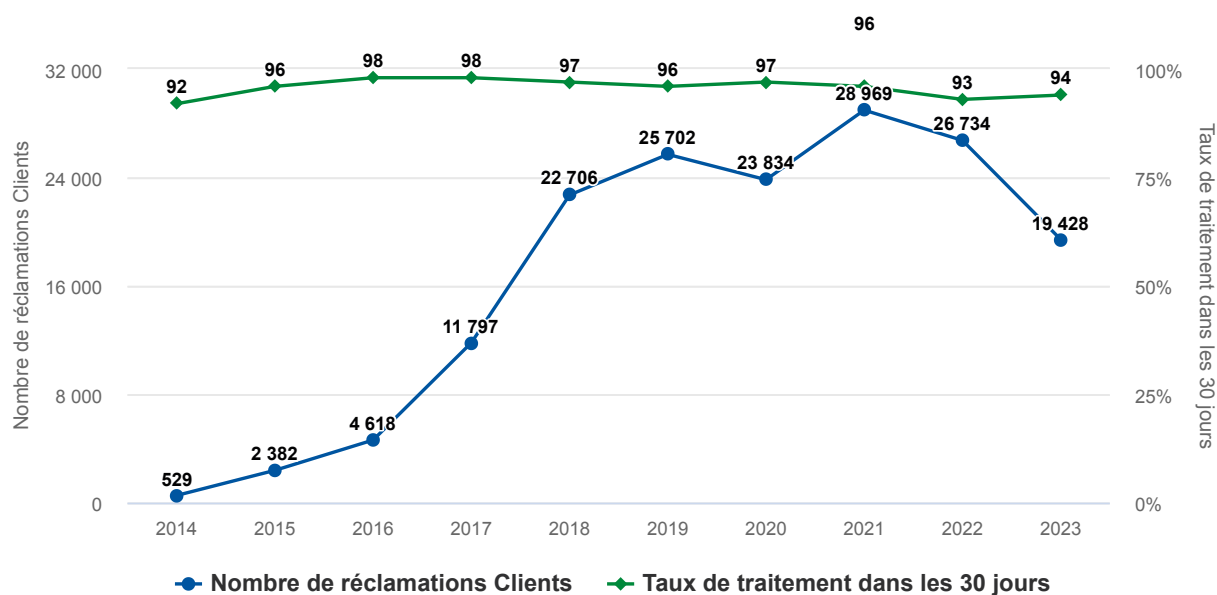
La gestion des réclamations directement émises par les clients

Le volume des réclamations émises directement par les clients a diminué depuis 2022 (18 750 en 2023 contre 26 750 en 2022), grâce aux actions suivantes :

- GRDF a fait évoluer son Service Client en simplifiant et structurant son dispositif téléphonique et en modernisant son site grdf.fr, où les contacts pour des demandes ou des réclamations y sont facilités. Le client est également mieux informé et mieux guidé dans son parcours réclamation.
- GRDF a mieux qualifié les réclamations dans les outils de collecte, permettant d'en fiabiliser le dénombrement (des actions de sensibilisation de l'ensemble des acteurs sont d'ailleurs réalisées en continu depuis 2020).

On constate que le taux de traitement des réclamations dans les délais a tendance à remonter en 2023 passant de 95,7% en 2021 à 92,5% en 2022 et à 94,6% de réponses apportées dans les 30 jours en 2023.

Évolution des réclamations Clients courantes au niveau national

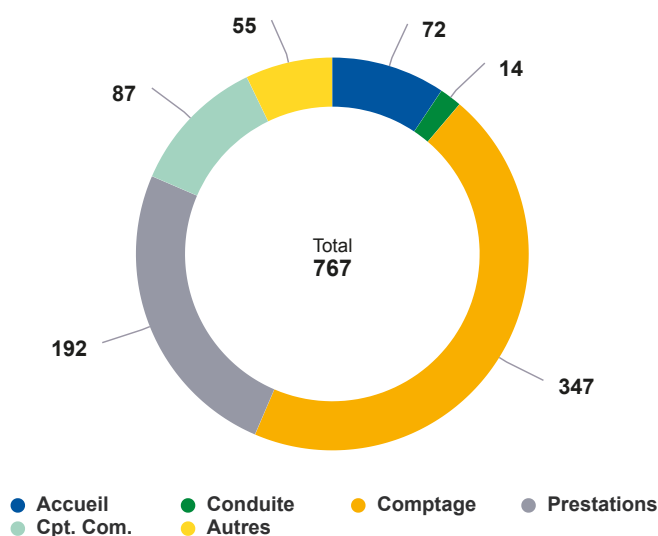


Les réclamations sur votre concession

Les réclamations émises par les clients se répartissent en plusieurs catégories :

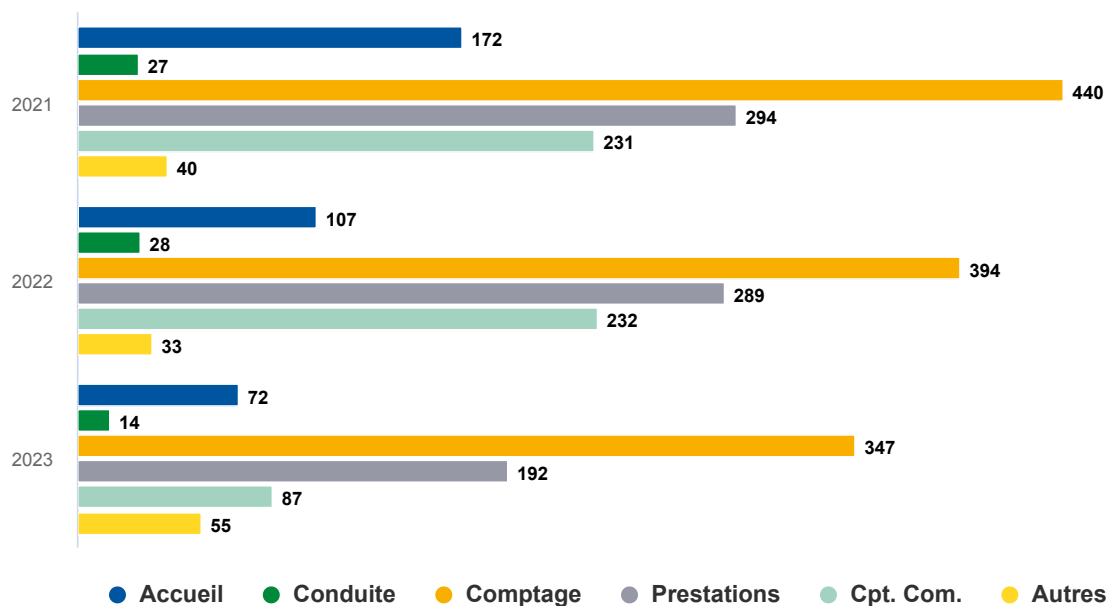
- « Accueil » : accueil acheminement, livraison / gestion des demandes,
- « Conduite » : conduite et surveillance du réseau,
- « Comptage » : données de comptage (hors pose de compteur communicant),
- « Prestations » : gestion et réalisation des prestations,
- « Cpt. Com. » : opérations de pose des compteurs communicants,
- « Autres ».

Répartition des motifs de réclamations en 2023



L'activité au quotidien

Évolution du nombre de réclamations par motif



En 2023 sur votre concession, le nombre total de réclamations est de 767. Ce nombre total était de 1 083 en 2022, et de 1 204 en 2021.

En 2023 sur votre concession, le taux de réponse sous 30 jours aux réclamations (tous émetteurs confondus) s'élève à 90,4%.

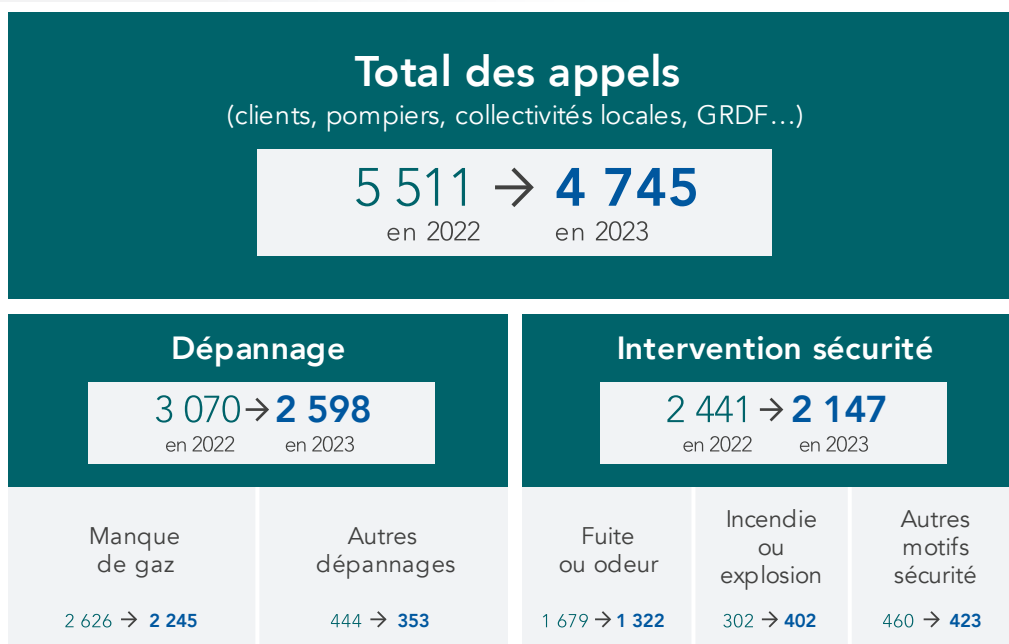
2.5 La chaîne d'intervention

Les appels sur votre concession

Les appels reçus sont répartis en « interventions de sécurité gaz » (fuites ou odeurs de gaz, incendies, explosions ou autres motifs de sécurité) et en « dépannages gaz » (manque de gaz et autres dépannages).



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.



Les interventions de sécurité

Le délai d'intervention de sécurité suite à appel de tiers pour odeur de gaz fait l'objet d'un engagement dans le Contrat de Service Public signé avec l'État. Une attention particulière est apportée au suivi des interventions de sécurité.

Sur votre département, le taux d'intervention avec une arrivée sur les lieux de l'incident en moins de 60 minutes est de 99,7%.

Les incidents sur votre concession

Les tableaux ci-après rassemblent l'ensemble des incidents ou anomalies survenus sur le territoire de votre concession, ainsi que leur répartition par nature, par siège, par cause et par type d'ouvrage.

Nombre total d'incidents

2 215 → 1 836
en 2022 en 2023

Incidents, par nature

Manque de gaz
ou défaut
pression sans fuite

497 → 468

Fuite de gaz
sans incendie ni
explosion

1 241 → 877

Incendie
et/ou
explosion

178 → 235

Autres
natures

299 → 256

Incidents, par siège du défaut

Installations inté-
rieures desservies
par GRDF

511 → 499

Ouvrages
exploités
par GRDF

1 549 → 1 148

Autres
sièges

155 → 189

Incidents sur ouvrages exploités
par GRDF, par type d'ouvrage

Réseau

32 → 34

Branchement
individuel
ou collectif

1 200 → 833

CI, CM et
branchement
particulier

147 → 153

Poste de détente
et protection
cathodique

6 → 5

Autres ouvrages
exploités par GRDF

164 → 123

Incidents sur ouvrages exploités
par GRDF, par cause de l'incident

Dommages

113 → 109

Défaut de
mise en œuvre

128 → 109

Défaillance
d'installations
à proximité

2 → 1

Incendie

9 → 10

Environnement

32 → 23

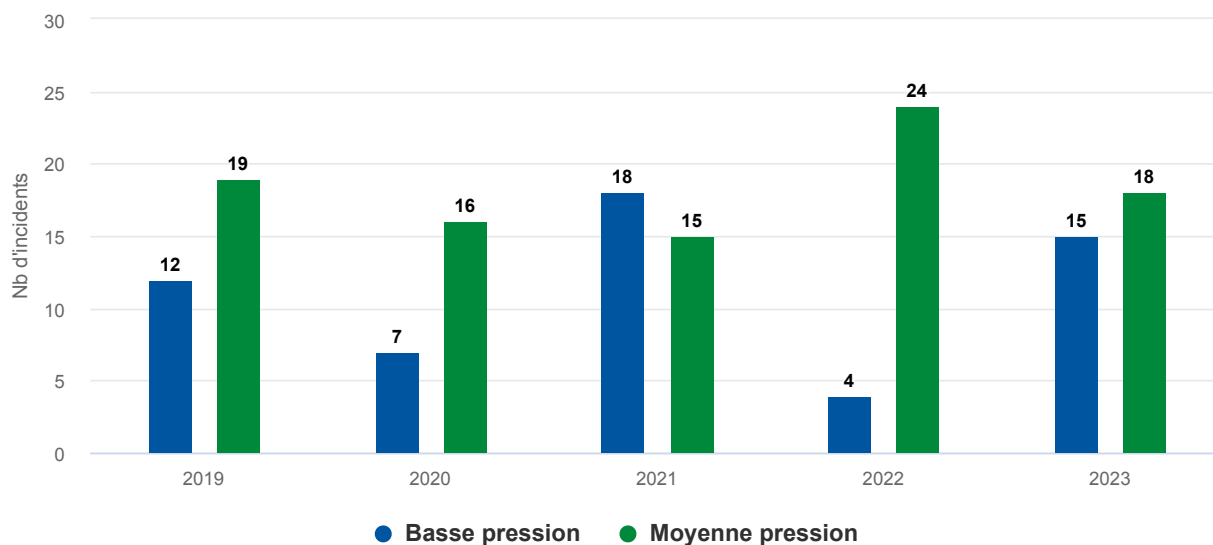
Matériel

1 267 → 902

Clients concernés par une interruption
de livraison suite à un incident

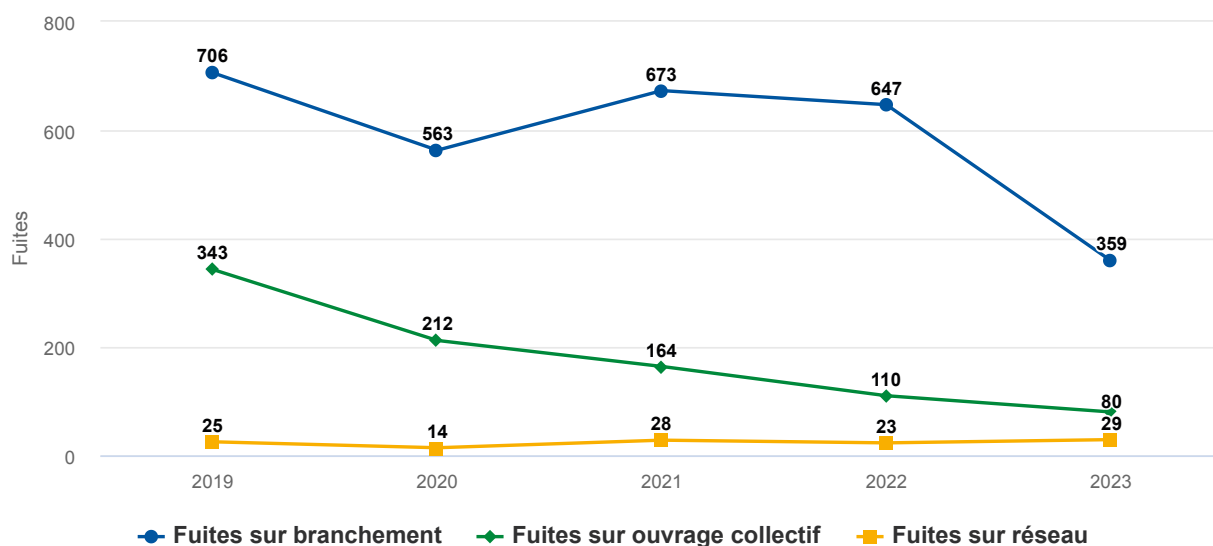
3 745 → 3 481

Répartition des incidents sur le réseau par pression



Certains incidents répertoriés sont liés à des fuites de gaz. En 2023, les incidents ayant pour origine une fuite se répartissent comme suit:

Évolution des fuites par type d'ouvrage



Les incidents significatifs sur les ouvrages exploités par GRDF

Un incident est dit « significatif » ou « majeur » lorsqu'il entraîne :

- une coupure de la distribution de gaz pour au moins 500 clients,
- et/ou au moins une victime.

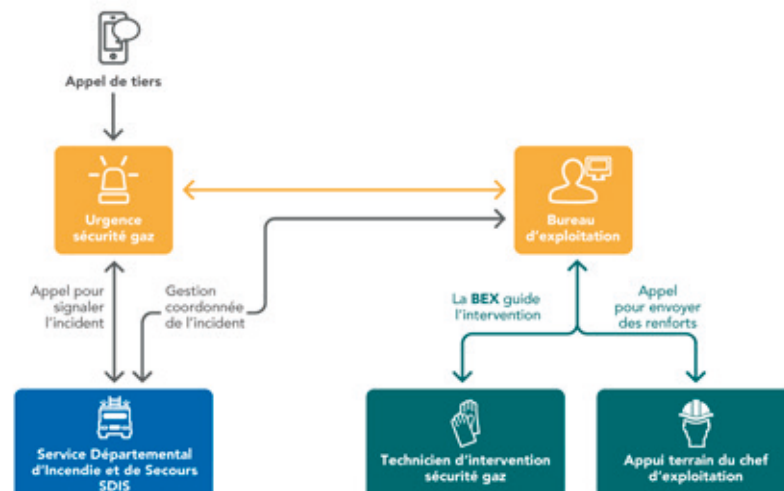
L'activité au quotidien

Sur le SMOYS, il y a eu un incident significatif en 2023 :

Le 28 juillet 2023 après-midi, Urgence Sécurité Gaz GRDF a reçu des appels pour une présence d'eau dans le réseau de gaz rue du 14 juillet à Vigneux sur Seine. Après investigation, l'eau provient d'une fuite du réseau distribution exploité par Suez. La présence d'eau a été circonscrite dans plusieurs rues provoquant ainsi la coupure de 548 clients raccordés au réseau de gaz. Compte tenu de l'impact, deux zones de travaux ont été planifiées pour opérer un renouvellement du réseau de gaz. Les travaux ont duré plusieurs jours jusqu'à fin août. L'entreprise DEKRA a également été mobilisée pour le contrôle des installations intérieures des clients. Durant toute la durée de l'incident, les équipes de GRDF, en étroite collaboration avec la mairie, ont organisé une permanence pour informer les clients et pour assurer la distribution de plaques de cuisson. La mairie a été informée quotidiennement de l'avancée des travaux et du rétablissement des clients.

La Procédure Gaz Renforcée (PGR)

Déclenchée lors d'incidents spécifiques, la Procédure Gaz Renforcée se distingue des procédures d'intervention gaz classiques. L'objectif de la PGR est d'améliorer l'efficacité des interventions liées au gaz, notamment grâce à une coordination renforcée entre Sapeurs-Pompiers du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) et exploitants du réseau gaz. La PGR représente moins de 2% des interventions de sécurité.



En 2023 sur votre concession, 36 Procédures Gaz Renforcées ont été réalisées sur un total de 2 147 interventions de sécurité gaz.

Le délai d'interruption du flux gazeux

Le suivi du « délai d'interruption du flux gazeux » en cas de fuite traitée en Procédure Gaz Renforcée sur la voie publique permet de mesurer à la fois l'efficacité de l'organisation, des moyens engagés et des décisions prises, et la qualité de la maintenance des robinets de sectionnement. Il comptabilise le temps écoulé entre l'appel du client et l'arrêt effectif du flux gazeux sur les lieux de l'incident.

Sur votre département, le « délai d'interruption du flux gazeux » est de 62 minutes.

Plan Origaz : le plan d'organisation et d'intervention gaz

GRDF a adopté un plan d'organisation et d'intervention, appelé « Plan Origaz », permettant de prendre rapidement les mesures nécessaires pour limiter les répercussions, pour les personnes ou les biens, d'un événement important concernant la distribution du gaz.

Le chef d'exploitation du bureau d'exploitation (BEX) assure la conduite du réseau sur un territoire donné, dirige toutes les opérations et actions lors des incidents. Il organise ainsi les moyens pour assurer la sécurité des personnes et des biens en coopération avec les opérateurs présents sur le terrain et en coordination avec les services de secours.

InfoCoupure

GRDF met à disposition de ses clients « InfoCoupure », un service gratuit disponible 7j/7 et 24h/24 sur le site infocoupure.grdf.fr.



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

2.6 La sécurité du réseau

Le schéma de vannage

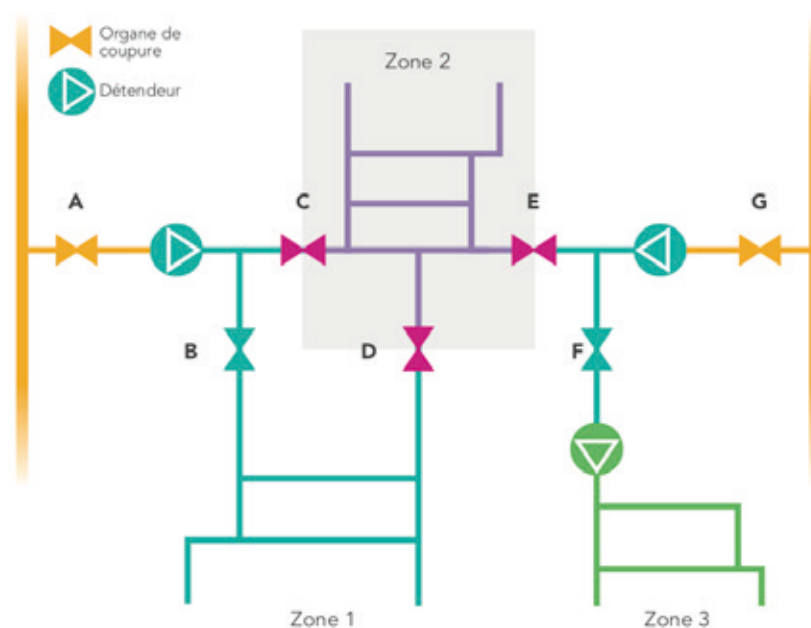
Le schéma de vannage définit le nombre et le positionnement des organes de coupure (vannes ou robinets) sur le réseau. Il permet d'interrompre rapidement et efficacement l'alimentation en gaz lors d'incidents ou de travaux, et de limiter le nombre de clients coupés. Environ 110 000 organes de coupure sont exploités et entretenus sur les réseaux enterrés.

Les postes de détente réseau les plus importants et les postes d'injection de biométhane sont équipés de dispositifs de télésurveillance permettant d'identifier les éventuels dysfonctionnements en temps réel.

L'organisation du réseau est progressivement réalisée selon les principes représentés dans le schéma ci-dessous :

- Des artères principales (ou réseaux « primaires »), en acier ou en polyéthylène, relient les postes de desserte transport/distribution (entre les points A et G). Ces artères sont maillées et séparables par des robinets (C et E) qui permettent d'isoler un tronçon, en cas de besoin, en limitant l'impact d'une coupure pour les clients, ainsi que le temps de décompression : c'est le schéma de vannage. Depuis quelques années, des postes d'injection biométhane sont raccordés sur ces artères principales afin d'alimenter le réseau en gaz vert.
- Des réseaux secondaires en MPB desservent des réseaux tertiaires (antenne B, D et F) en BP ou MPB alimentant l'ensemble des clients des zones 1 et 3. Chaque antenne tertiaire est isolable en cas de besoin par la fermeture d'un robinet.

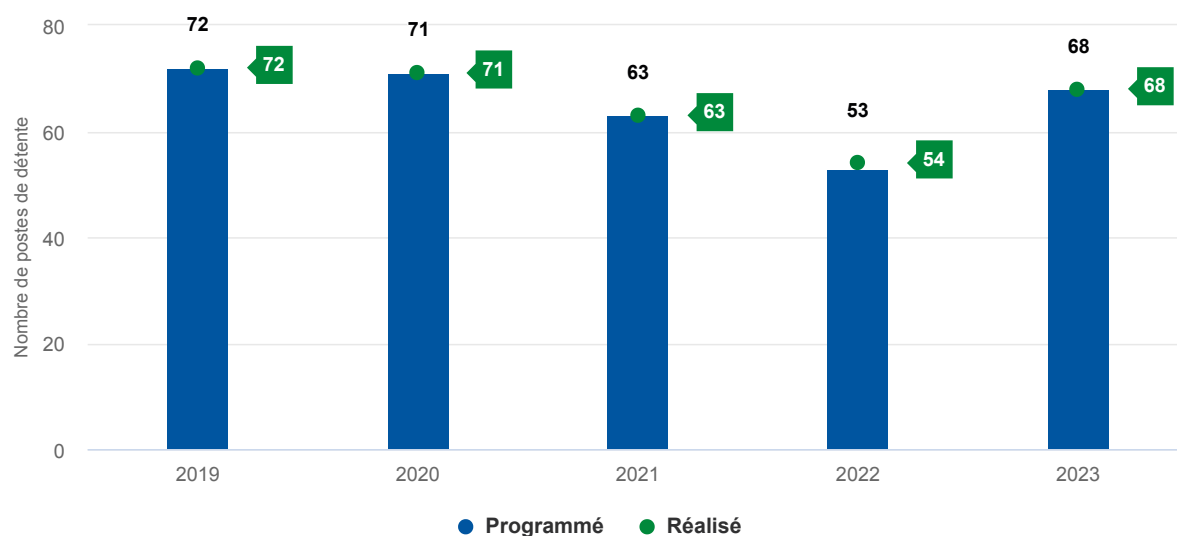
Au fur et à mesure des extensions, renouvellements et/ou modifications de réseau, la structuration du réseau se poursuit selon ces principes, intégrant également l'impact du développement des gaz verts et de l'implantation de stations GNV.



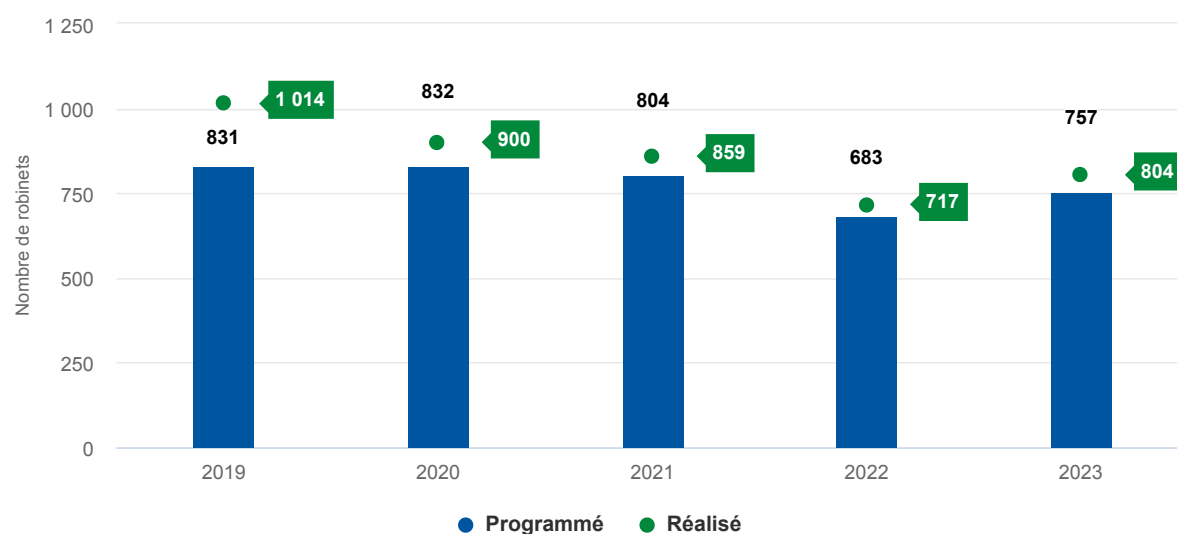
La politique de maintenance et de surveillance

La maintenance, qu'elle soit préventive ou corrective, vise à s'assurer du bon fonctionnement des ouvrages dans la durée, prévenir les incidents par une intervention ciblée et corriger d'éventuelles anomalies ou défaillances constatées. GRDF définit une politique de maintenance pluriannuelle à l'échelle nationale, spécifique par type d'ouvrage et revue régulièrement en fonction des constats réalisés.

Visites de maintenance des postes de détente réseau

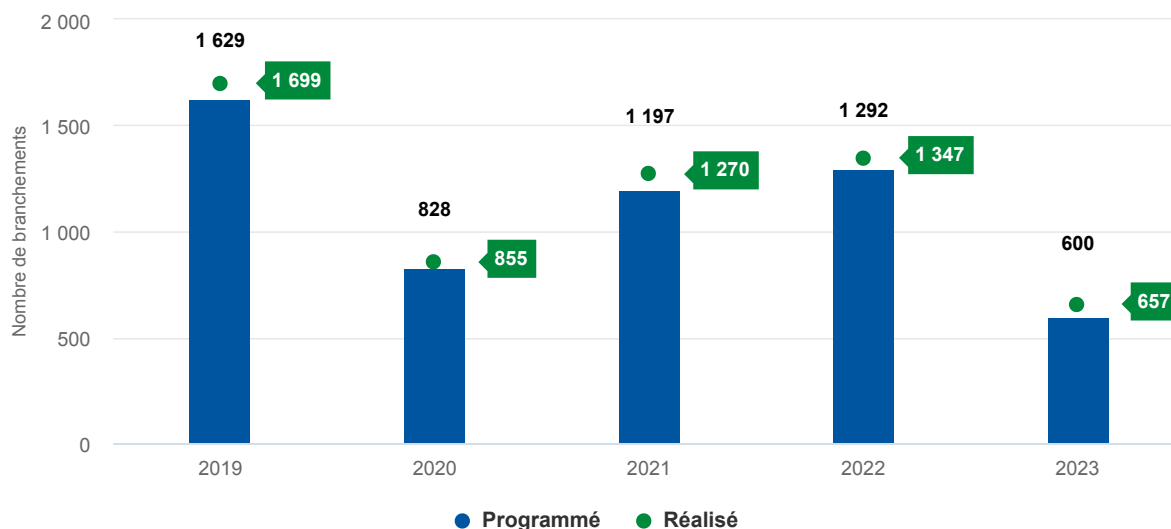


Visites de maintenance des robinets de réseau



L'activité au quotidien

Visites de maintenance des branchements collectifs

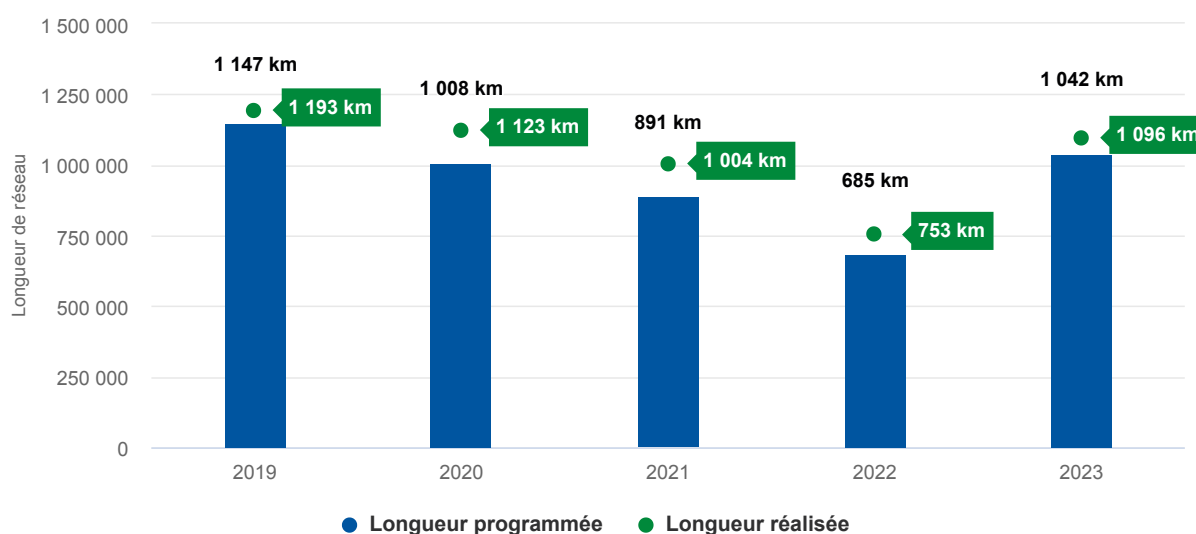


La surveillance systématique du réseau

La Recherche Systématique de Fuite (RSF) s'effectue soit à l'aide de Véhicules de Surveillance Réseau (VSR) équipés de capteurs de méthane, soit à pied pour les canalisations situées dans des passages non accessibles aux véhicules. En cas de présence suspecte de méthane, le technicien procède à des analyses et peut faire appel à une équipe d'intervention via l'Urgence Sécurité Gaz.

La périodicité de surveillance dépend des caractéristiques du réseau (nature, pression).

Longueur de réseau surveillé programmé et réalisé



La sécurité des installations intérieures

Les installations de distribution de gaz situées à l'intérieur des habitations sont placées sous la responsabilité de l'occupant du logement. Elles ne font pas partie du domaine concédé. Environ 97% des incidents en France liés au gaz trouvent leur origine sur cette partie des installations.

En complément de la réglementation existante, GRDF mène une politique de prévention fondée sur :

- la réalisation d'actions de communication sur la sécurité des installations, à destination des utilisateurs,
- la proposition aux particuliers d'un « Diagnostic Clients Sédentaires », pour les clients qui occupent leur logement depuis plus de 12 ans et dont la chaudière a également plus de 12 ans,
- la proposition aux particuliers d'un « Diagnostic Sécurité Gaz » sur les installations intérieures remises en service après une interruption de plus de 6 mois, dont le coût est pris en charge par GRDF.

En 2023, sur votre concession :

- 712 diagnostics ont été réalisés à la suite de l'accord du client,
- 6 situations de danger - grave et immédiat - ont été mises en évidence nécessitant une interruption de la fourniture de gaz, afin d'assurer la sécurité des personnes et des biens.



Les opérations spécifiques pour nos clients les plus fragiles : CIVIGAZ

La précarité énergétique et la sécurité dégradée des installations gaz sont souvent liées. Ainsi, CIVIGAZ est une opération spécifique visant à promouvoir la sécurité des installations intérieures gaz de même que les écogestes permettant de réduire les consommations d'énergie et d'eau.



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

La vérification des dispositifs de comptage

L'activité au quotidien

Conformément à la réglementation et indépendamment des éventuelles demandes des clients, GRDF procède à la vérification des dispositifs de comptage. La périodicité de vérification dépend de la technologie des compteurs.

Dépose et pose des compteurs

Type de compteur	Périodicité	2021	2022	2023
Compteurs domestiques à soufflets	20 ans	9 911	8 368	2 705
Compteurs industriels à soufflets	15 ans	93	50	6
Compteurs industriels à pistons rotatifs ou de vitesse	5 ans	175	197	94

Le réglementation anti-endommagement et son évolution

Le cadre réglementaire dit anti-endommagement est applicable depuis plus de 10 ans. Il concerne tous les intervenants des chantiers, de la conception à la réalisation. Il permet à chaque acteur, responsable de projets et entreprise de travaux, avec la contribution des exploitants de réseaux, de renforcer la sécurité des travaux à proximité des ouvrages enterrés ou aériens.



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

Le suivi des travaux de tiers sur votre concession

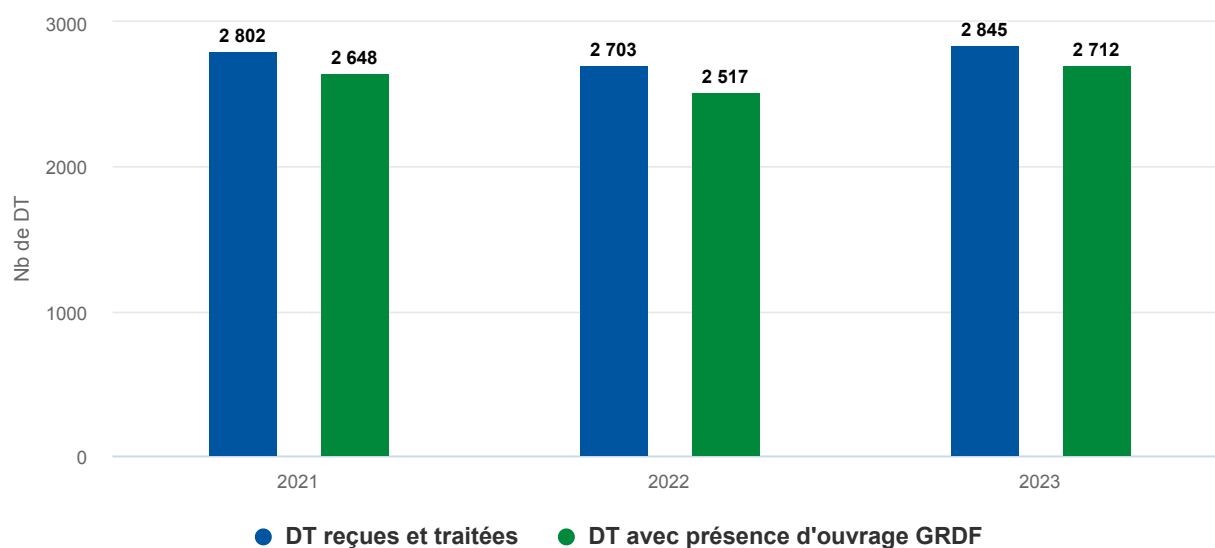
GRDF traite dans les délais réglementaires l'ensemble des déclarations de travaux reçues pour permettre des travaux en toute sécurité.

Ces déclarations peuvent être des DT (Déclarations de projet de Travaux) réalisées par les responsables de projet, des DICT (Déclarations d'Intention de Commencement de Travaux) ou des Déclarations conjointes DT-DICT adressées par les exécutants de travaux en associant le responsable de projet pour des opérations élémentaires (les données annuelles qui vous sont transmises par GRDF précisent le nombre de déclarations par commune).

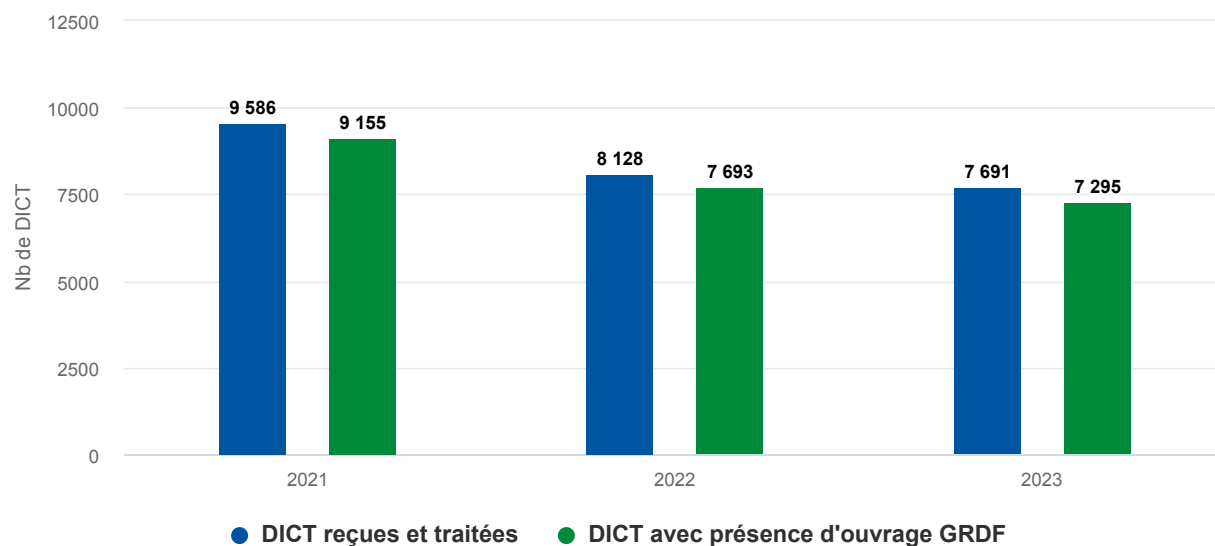


Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

Évolution des Déclarations de Travaux



Évolution des Déclarations d'Intention de Commencement de Travaux



Les dommages aux ouvrages

Quand un ouvrage de distribution de gaz est endommagé, les impacts sont multiples : sécurité des intervenants et potentiellement des tiers, aléas, retards et surcoûts pour le chantier, coupures d'alimentation en gaz des clients et nuisances environnementales.

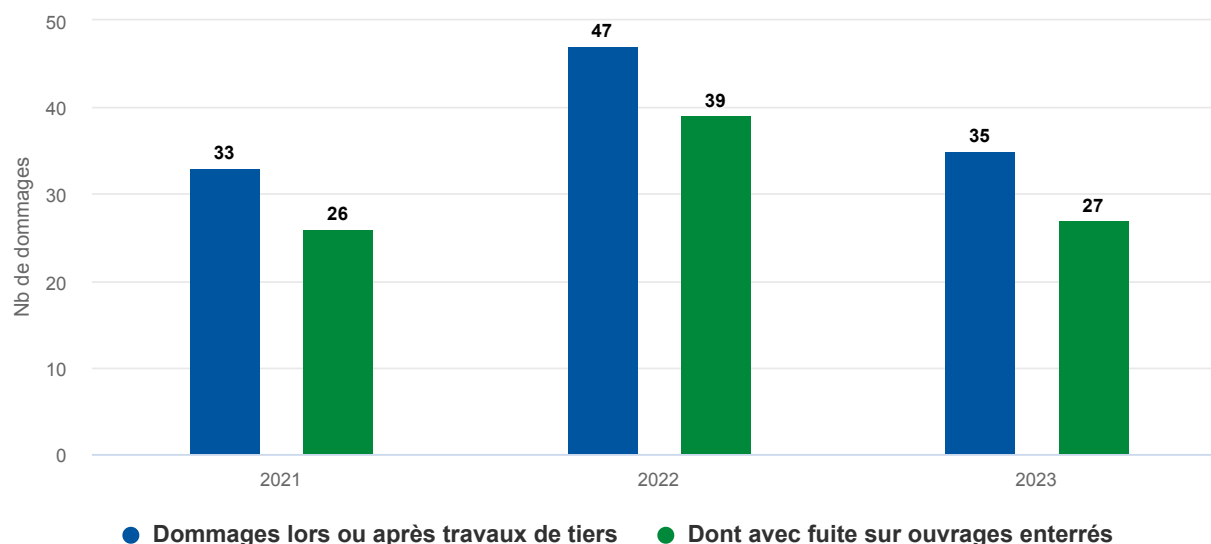
Poursuivre la réduction des endommagements est une ambition qui doit être partagée par chaque intervenant.

L'activité au quotidien



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

Évolution du nombre de dommages aux ouvrages



Dommages

	2021	2022	2023
Nb de DO avec fuite sur ouvrages enterrés	26	39	27
Nb de DICT sur ouvrages GRDF	9 155	7 693	7 295
Taux	0,28%	0,51%	0,37%

Balise Sécurité 2018 2024

L'endommagement des ouvrages gaz est mesuré par le nombre de dommages (DO) rapporté au nombre de chantiers travaux. C'est ainsi que GRDF a proposé un indicateur mesurant ce taux, le Taux DO/100 DICT (Déclaration d'Intention de Commencer des Travaux déclarée au Guichet Unique). Plus le taux est faible, moins il y a de dommage lors des chantiers et meilleure est la prévention. Depuis 2010, les DO avaient été réduits de moitié sur les réseaux de gaz. Grâce, d'une part, aux effets du décret anti-endommagement (2012) et d'autre part, grâce aux actions locales menées par GRDF et des collectivités partenaires. En 2018, on dénombrait près de 700 DO par an sur les ouvrages gaz en Ile-de-France.

Dans un contexte où le nombre de travaux urbains était historiquement élevé en Île-de-France et pour pérenniser la dynamique de réduction des DO, les collectivités franciliennes ont amplifié la prévention sur les risques d'endommagements des réseaux. Les opérateurs de réseaux sensibles, sous l'égide de l'observatoire Ile-de-France des risques travaux sur réseaux, soutenus par le Pôle Energie Ile-de-France (Sigeif, Sipperec, SDESM, SEY, SDEVO et SMOYS) ont mis en place un dispositif de prévention et de sensibilisation des acteurs, nommé Balises de Sécurité 2018-2024 (BS24). Cette action, portée sur le territoire francilien, a permis de sensibiliser et mobiliser les collectivités

locales dans la lutte contre les DO pour réduire encore le taux d'endommagement en agissant directement auprès des collectivités. Le soutien de la collectivité et de ses élus dans le déploiement de la démarche BS24 fut essentiel et a permis une très grande mobilisation. Dès 2018, près de 1000 communes franciliennes ont été informées du dispositif BS24, dont l'ensemble des communes desservies en gaz. Les premières collectivités concernées par BS24 sont les communes qui ont une forte activité travaux ou/et un taux de DO/100 DICT trop élevé. Initialement, 140 communes étaient pressenties, puis des demandes ont fait évoluer ce nombre à 200. Le dispositif BS24 a aussi été déployé à toutes les collectivités qui en faisaient la demande (AODE, EPT et autres intercommunalités).

Le dispositif

Basé sur le partage de bonnes pratiques, le dispositif vise à sensibiliser et mobiliser sur la réglementation anti-endommagement aussi bien les gestionnaires de l'espace public que les maîtres d'ouvrage. Lorsque la collectivité les sollicite, les exploitants de réseaux et leurs entreprises de travaux sont également formés. Au cours des différentes réunions, toutes les «*balises*» sont évoquées :

- informations sur les endommagements du réseau,
- sensibilisations des personnels des collectivités,
- visites sur chantiers,
- signalements lorsque des travaux sont perçus comme dangereux, arrêts de travaux,
- retours d'expérience en mairie,
- travaux sur les clauses techniques et financières,
- réponses aux attentes des collectivités, etc.

Les *balises* ont été initialement mises au point par la commune de Vitry-sur-Seine. La ville de Drancy a ensuite testé et approuvé le dispositif avant son déploiement en Ile-de-France. GRDF met également à disposition un accès internet permettant aux élus et aux services techniques de prendre connaissance du suivi et des résultats de BS24.

L'équipe en charge du déploiement du dispositif est au contact direct des collectivités. Les directeurs des services techniques et responsables de la voirie ont été les premiers interlocuteurs de ce dispositif. Toutes les communes ont témoigné de la pertinence des actions.

Chaque année, l'Observatoire Ile-de-France a publié aux communes et en 2022 aux préfetures des courriers de sensibilisation dans lesquels les résultats de la démarche ainsi que les perspectives étaient présentés.

D'autres outils ont été créés et mis à disposition des collectivités et des acteurs du TP :

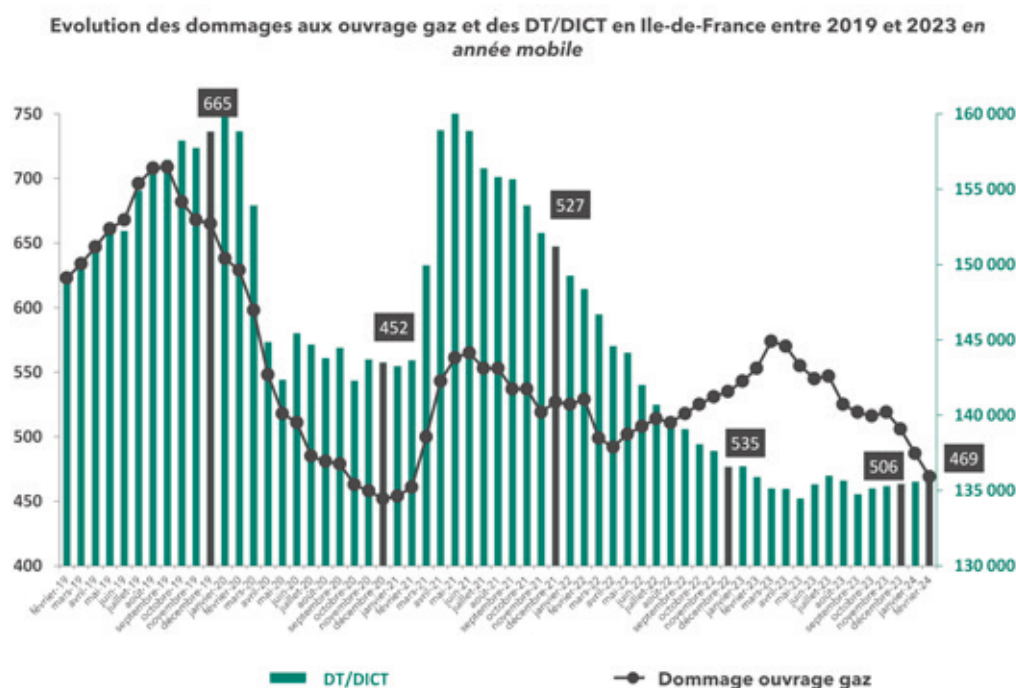
- PREVYS : outil de saisie des comptes rendus de visites pédagogiques sur les chantiers, mis à disposition des Maîtres d'ouvrage, gestionnaires de voirie, entreprises de travaux et exploitants de réseau, BS24 Commune : outil de suivi temps réel de la performance du dispositif BS24 à la maille de la commune,
- LOCAVYS : un outil prédictif de l'endommagement, mis à disposition des entreprises, utilisant les données chantiers ainsi que l'analyse prédictive (IA) pour mieux prévenir les travaux susceptibles d'endommager un réseau,
- VIG4E : Une méthode d'organisation du terrassement à proximité des réseaux sensibles ainsi que sur les chantiers les plus à risque, en 4 étapes, proposée à 100 acteurs du TP en Ile-de-France,
- Accompagnement des collectivités dans la rédaction des clauses contractuelles

L'activité au quotidien

dans leur marchés travaux, permettant l'application de la réglementation anti-endommagement dans les clauses techniques et financières.

Les résultats

Quelques éléments, année par année, témoignent de la réussite du dispositif. Fin 2019, les 100 premières communes où BS24 est déployé ont connu une baisse de près de 20% de DO, pour une activité travaux publics égale.



Fin 2020, 452 DO : bien que le déploiement de la démarche ait été ralenti par la crise sanitaire et par les élections municipales, le dispositif BS24 est déployé dans 161 communes franciliennes (directement ou par un portage en préfecture). On constate une baisse des endommagements des réseaux gaz. Près de 150 endommagements sont évités chaque année, bien au-delà de la baisse des travaux. Enfin, BS24 démontre que la prise de conscience et l'engagement collectif permettent de réduire les risques humains et matériels lors des chantiers.

En 2021, la baisse des DO était de l'ordre de 25%. Le dispositif BS24 est considéré comme déployé dans sa première phase, soit 200 communes formées. Il rentre dans une seconde phase de consolidation :

- Informer toutes les collectivités de l'existence et de l'évolution de ce dispositif par les Préfets de département sous l'autorité de la DRIEAT.
- Consolider les pratiques dans 25 communes déployées depuis 2018, avec une augmentation des visites, des sensibilisations et retours d'expérience.
- Intégrer de nouvelles balises dans le dispositif BS24, axées sur la compétence gestion de la voirie (avec la participation au Semaines Régionales de la Prévention, l'utilisation de l'aspiratrice) ainsi que sur la compétence maîtrise d'ouvrage (avec des consignes données aux bailleurs).

En 2022, les réseaux gaz d'Ile-de-France ont subi 535 dommages aux ouvrages. Si le taux d'endommagement francilien est de 0,39 DO/100 DICT, celui des principales communes BS24 est proche de 0,30. Les résultats sont là ! Cependant, pour certaines communes, l'année 2022 a été une année où la qualité des travaux sur les chantiers a baissé.

Le 1^{er} juillet 2022, l'Observatoire Ile-de-France des risques travaux sur réseaux a célébré les 10 ans du décret anti-endommagement. GRDF a proposé de conduire le projet avec l'ensemble des parties prenantes pour que ce jour-là des matinées d'information et de témoignages soient organisées en simultané avec toutes les préfectures franciliennes. 350 personnes ont partagé leur expérience sur la démarche. Les préfets ou leurs représentants et la DRIEAT ont acté des progrès réalisés et de la nécessité de travailler ensemble.

En 2023, les 50 communes qui ont vu leur taux se dégrader l'année précédente et certaines ont eu une phase de consolidation du dispositif, qui visait à :

- Piloter le dispositif de prévention BS24 par GRDF pour consolider les pratiques : augmentation des visites, retours d'expérience et sensibilisations.
- Intégrer de nouvelles balises dans le dispositif BS24, axées sur la compétence gestion de la voirie (avec la participation au Semaines Régionales de la Prévention, le recours à l'aspiratrice) ainsi que sur la compétence maîtrise d'ouvrage (avec des consignes données aux bailleurs).

Fin 2023, les réseaux gaz en Ile-de-France ont eu 506 dommages, soit une baisse de près de 24% par rapport à 2018. Les résultats de l'endommagement sous maîtrise d'ouvrage des collectivités locales sont bien meilleurs. Les collectivités ont vu baisser les dommages sous leur maîtrise d'ouvrage de près de 39%.

Les perspectives

Les acteurs et sponsors de BS24 ont décidé la mise en œuvre d'une seconde phase. A partir de 2024, GRDF et l'observatoire francilien vont donc démarrer une nouvelle campagne de sensibilisation pour amplifier cette la démarche jusqu'en 2030. Les perspectives et les balises sont encore en construction, mais elles devraient notamment intégrer :

- L'Intelligence Artificielle et la data au service de la prévention des endommagements,
- Un accompagnement spécifique des gestionnaires des espaces publics : maintenir la formation/information sur l'endommagement, pour accompagner les collectivités prenant en compte notamment le turnover des services. Animer les surveillants de voirie pour une meilleure prise en compte du DAE dans leur missions quotidiennes, participer activement aux Semaines Régionales de la Prévention des endommagements et intégrer dans les arrêtés les prescriptions pour le terrassement pour prévenir l'endommagement.
- Et des collectivités maîtres d'ouvrage : accompagner les appels d'offres des consultations pour les marchés de terrassement, accompagner la rédaction contractuelle des marchés TP, responsabiliser les prestataires sur les techniques de terrassement. En mairie, établir des Retours d'Expérience en cas de dommage.

Le nouveau dispositif sera lancé en fin d'année 2024.

La résilience du réseau de gaz face aux aléas climatiques : GRDF met en œuvre son Plan de Protection Contre les Inondations

Dans un objectif de réduction de la vulnérabilité et de préparation en cas de crise, le plan de prévention des risques inondation (PPRI) de Paris fixe des dispositions complémentaires prévoyant que tous les gestionnaires de réseaux situés en zones inondables élaborent et mettent en œuvre un Plan de Protection Contre les Inondations (PPCI).

Le PPCI de GRDF est élaboré à partir des données fournies par la DRIEAT. Lors des crues des stations hydrométriques de référence donnent des indications sur la montée des eaux. GRDF réseaux Ile-de-France a retenu 5 scénarios exprimés en % de la crue de 1910, à savoir 60% (R0.6), 80% (R0.8), 90% (R09), 100% (R1), 115% (R1.15). Les hauteurs d'eau mesurées aux stations correspondent à des scénarios cités ci avant.

En cas de crue, il convient de bien comprendre que lorsqu'un client est concerné par un événement de ce type, le client est dit concerné : soit inondé, soit impacté. Dans les deux cas, il peut être privé de gaz, mais ce n'est pas systématique.

En cas de crue centennale (R1), près de 250 000 clients sont impactés ou inondés, soit environ 10% des installations clients de GRDF en Ile-de-France.

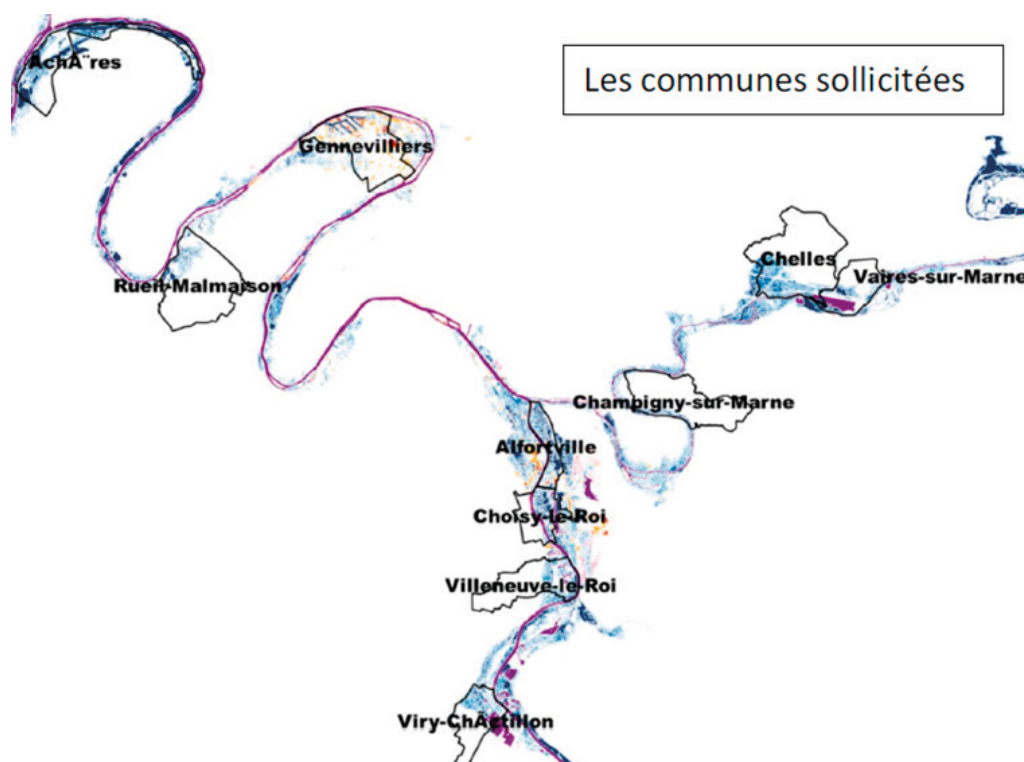
En Ile-de-France, les principales mesures de ce plan sont :

- Déclencher le PPCI et gérer l'organisation de la crise
- Garantir la chaîne de sécurité
- Organiser les coupures préventives si nécessaire
- Evaluer les ressources nécessaires et les mobiliser
- Remettre en gaz les réseaux et en service les clients
- Collaborer avec l'ensemble des parties prenantes (exploitants de réseaux, pouvoirs publics...)
- Informer les clients, les collectivités, les pouvoirs publics.

Septembre 2023 – L'exercice type «Crue de Seine» est réalisé «grandeur nature»

En septembre 2023, GRDF a conduit avec GRTgaz un exercice type *Crue de Seine* pour tester son PPCI.

Le scénario retenu était similaire à la crue de 1955, impactant plus de 100 communes et 100 000 clients raccordés au réseau de gaz :



L'exercice a mobilisé 130 personnes : GRDF, GRTgaz, DRIEAT– SPC (Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports - service protection des crues) ainsi que la Préfecture du Val-de-Marne, 3 communes et le Sigeif. Pendant 4 matinées l'exercice a permis de challenger notre capacité à gérer ce type de crise, les mesures d'anticipation, la continuité de l'activité, la mesure des impacts ainsi que sur un plan pédagogique, l'organisation de l'exercice.

Deux conditions ont été nécessaires à la réussite de l'exercice : un travail de préparation avec la data DRIEAT très fournies et une forte appropriation du scénario par les salariés.

Le test du PPCI a permis :

- Une appropriation par les équipes de GRDF, y compris la chaîne d'approvisionnement,
- D'obtenir les premiers enseignements et retour d'expérience d'une mise en situation «grandeur nature».

L'exercice, la pleine réussite des objectifs de ce test et le plan d'actions futures ont permis de valider notre PPCI.

GRDF s'engage pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre

Engagé dans la protection de l'environnement et la lutte contre le changement climatique, GRDF fait régulièrement évaluer son bilan d'émissions de gaz à effet de serre et le publie. Une action qui s'inscrit dans nos engagements RSE et qui vise à réduire de 30% les émissions de gaz à effet de serre de nos activités d'ici 2030.

Un Bilan qui met en évidence la performance du réseau gaz. Le premier Bilan Carbone, réalisé en 2020 sur la base des données d'activité 2019, s'élève à 939 000 tonnes CO_{2eq}.

Les activités de GRDF représentent ainsi seulement 0,2% des émissions de gaz à effet de serre de la France, notamment grâce à la performance élevée du réseau gaz qui permet de limiter les émissions de méthane.

Ce bilan ne prend pas en compte les émissions de gaz à effet de serre de la consommation de gaz des clients finaux.

Les principaux postes d'émissions de GES de GRDF sont liés aux émissions de méthane du réseau (les dommages à ouvrage, les chantiers, les pertes..., soit 72% du bilan) et aux immobilisations associées au réseau gaz (11% du bilan). Viennent ensuite les émissions associées aux sites de travail et activités des collaborateurs (7%) : mobilité, consommations d'énergie des bâtiments, usages du numérique, les déchets...

GRDF met le cap vers une réduction de 30% de ses émissions de CO₂ d'ici à 2030 (versus 2009).

Afin d'atteindre cet objectif, GRDF mène différentes actions telles que :

- La réduction des émissions de méthane par la prévention des dommages aux ouvrages, la surveillance du réseau, le renouvellement des réseaux
- La mise en place de plans de mobilité durable sur nos principaux sites afin de réduire et optimiser nos déplacements, promouvoir les modes de transport alternatifs et développer l'usage du GNV et du bioGNV. Ces actions contribueront à la fois à la réduction de notre bilan CO₂ et à la réduction de la pollution atmosphérique
- Des actions de maîtrise des consommations d'énergie sur les sites occupés par GRDF, à travers le choix de bâtiments moins énergivores, une meilleure gestion de l'énergie, et le recours à 100% d'énergies renouvelables dans nos contrats d'achats de gaz et d'électricité en Ile-de-France
- Une politique d'Achats responsables, des actions sur le Numérique responsable, visant à réduire les émissions associées.

En complément, GRDF contribue activement à la réduction des émissions de gaz à effet de serre de ses clients, au-delà du périmètre de son bilan d'émissions de GES, par :

- L'accompagnement des clients dans l'efficacité énergétique,
- Le déploiement de compteurs communicants offrant la possibilité de mieux maîtriser les consommations,
- Le soutien au développement du biométhane et du BioGNV...

Ces actions offrent un potentiel de réduction des émissions de gaz à effet de serre de l'ordre de plusieurs dizaines de millions de tonnes de CO_{2eq} dans les décennies à venir.

Bilan 2020



Bilan GRDF Île-de-France 2023

127 kt CO₂eq

(soit 19% des émissions globales de GRDF France)



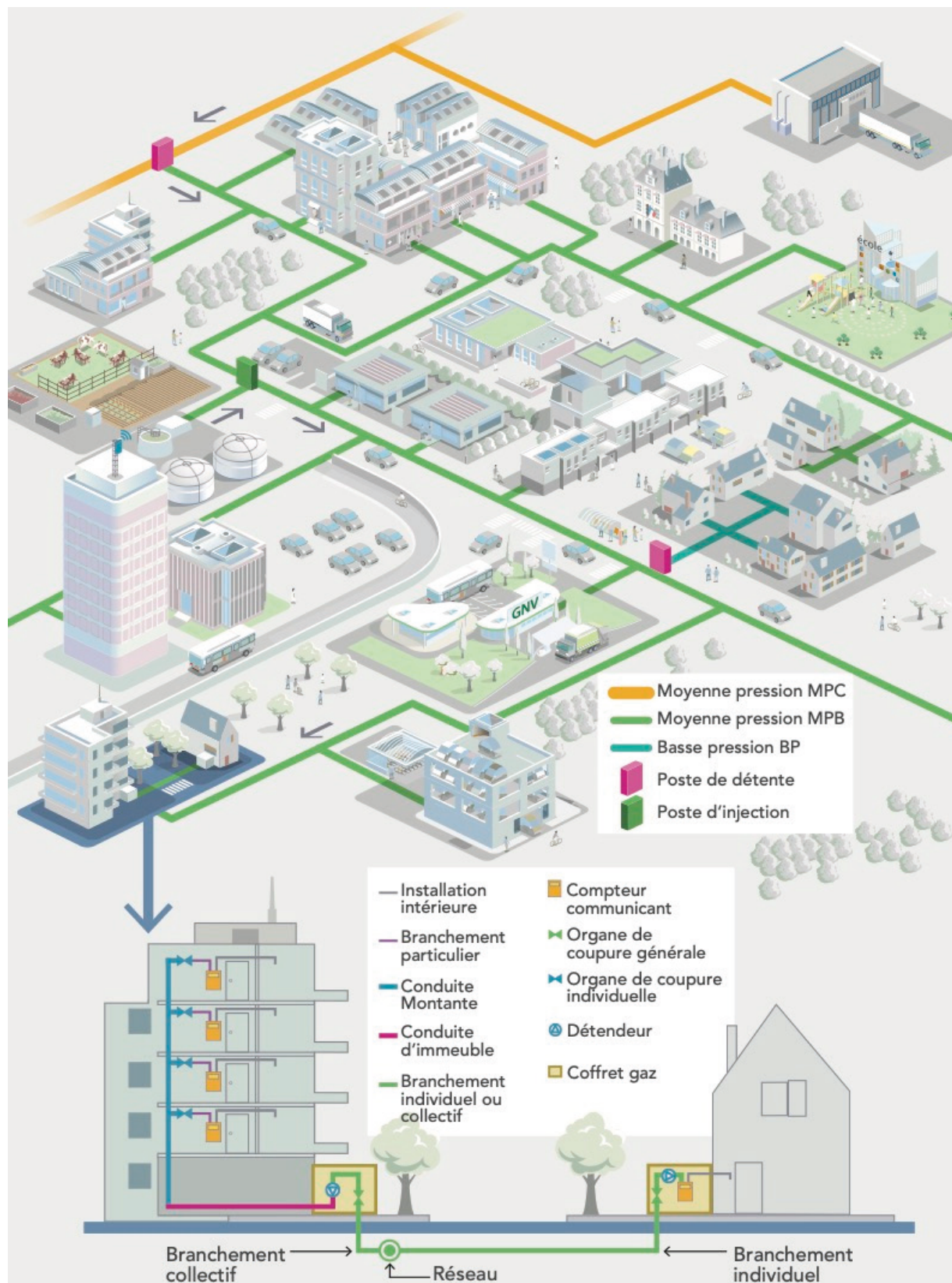


03

Le patrimoine de votre concession

3.1 Vos ouvrages	58
3.2 Les chantiers	65
3.3 Les investissements	69
3.4 La valorisation de votre patrimoine	74

3.1 Vos ouvrages



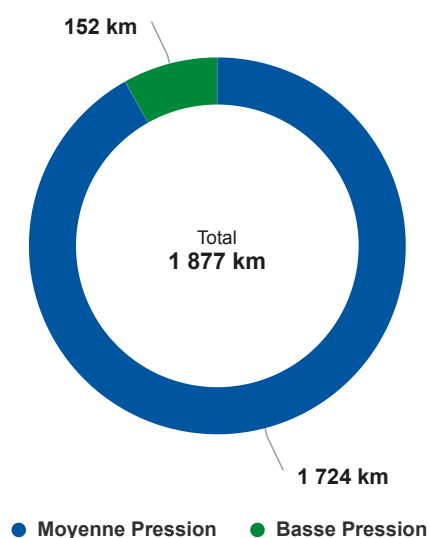
L'inventaire des canalisations

L'inventaire des canalisations par type de pression

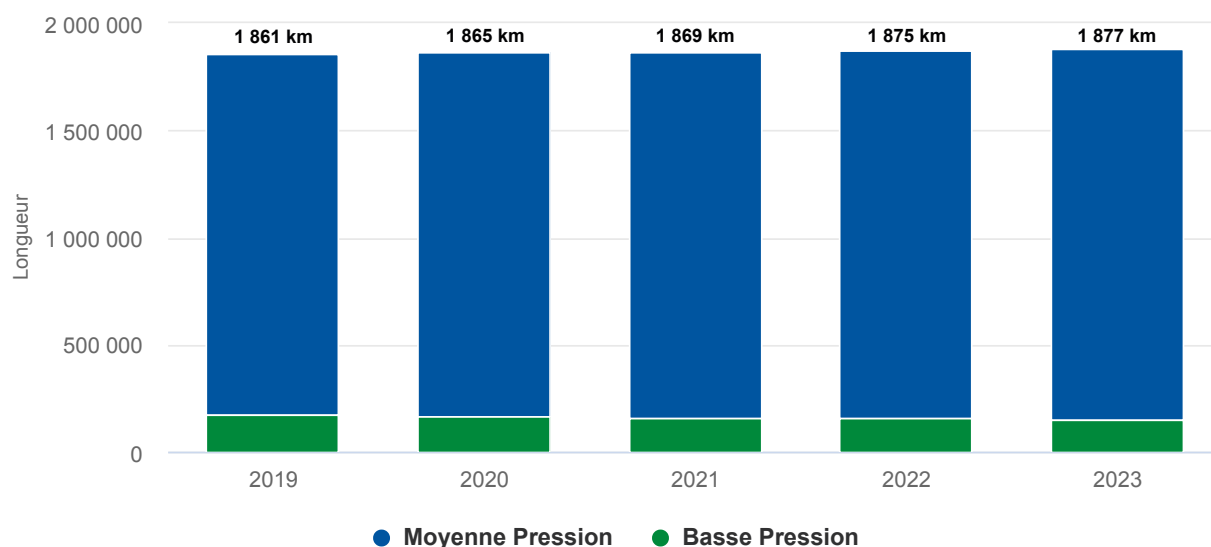
Le patrimoine de votre collectivité est composé de canalisations en basse et moyenne pression. Retrouvez ici, à l'échelle de votre concession :

- la répartition de ces ouvrages par pression, pour l'année 2023,
- l'historique de la répartition par pression, sur les 5 dernières années.

Répartition des canalisations par pression en 2023



Évolution des canalisations par pression



Le patrimoine de votre concession

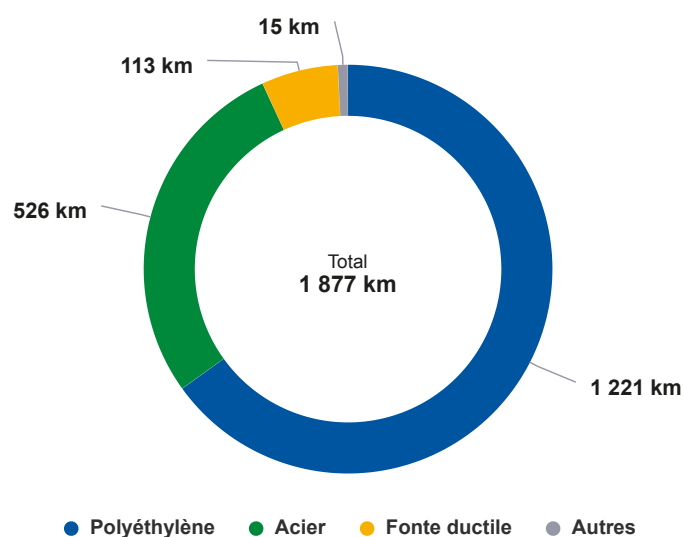
L'inventaire des canalisations par type de matière

Le patrimoine de votre collectivité est composé de canalisations de différentes matières.

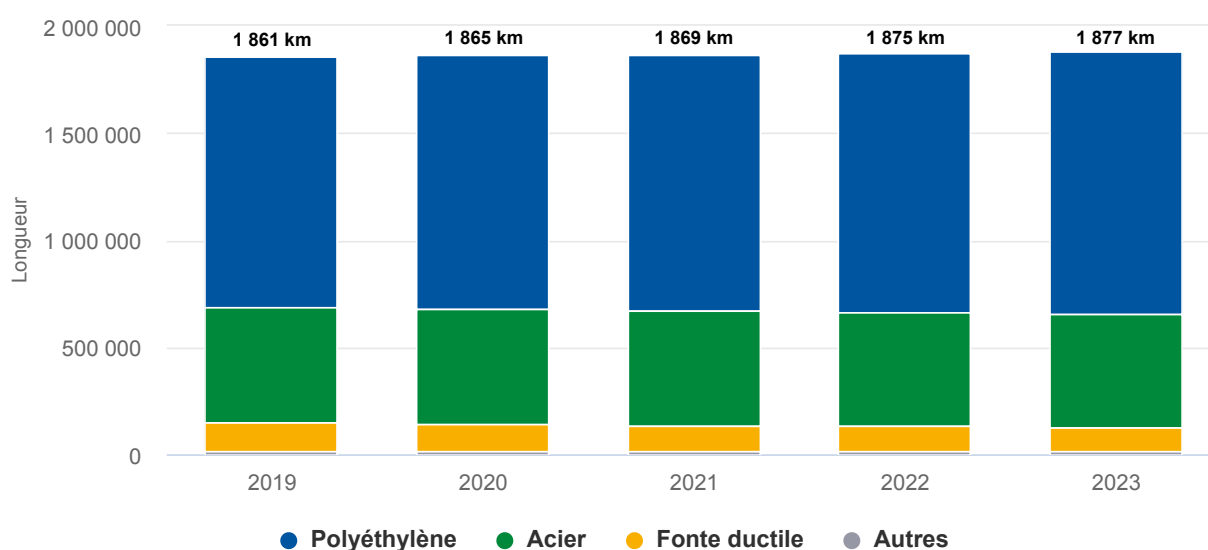
Retrouvez ici, à l'échelle de votre concession :

- la répartition de ces ouvrages par matière sur l'année 2023,
- l'historique de la répartition par matière sur les 5 dernières années.

Répartition des canalisations par matière en 2023



Évolution des canalisations par matière



L'inventaire des ouvrages

Retrouvez ci-dessous l'inventaire du patrimoine de votre concession par type d'ouvrage. Les données sont affichées en nombre d'ouvrages.

Inventaire des ouvrages

	2021	2022	2023
Postes de détente réseau	144	139	137
Robinets de réseau utiles à l'exploitation	1 580	1 208	1 211
Branchements collectifs	8 261	8 248	8 175



L'amélioration des bases de données techniques des ouvrages gaz

La démarche d'inventaire complémentaire des ouvrages

GRDF a réalisé de 2004 à 2009 un inventaire de ses branchements collectifs en utilisant un référentiel unique et commun à toutes ses entités : ce référentiel a été appelé « Référentiel d'Inventaire d'Ouvrages » (RIO).

Entre 2015 et fin 2017, ce programme a consisté à visiter plus de 460 000 adresses et a ainsi permis d'identifier 150 000 branchements collectifs supplémentaires dans l'inventaire technique. Cette action a contribué à renforcer la sécurité industrielle en intégrant ces ouvrages supplémentaires dans le programme de maintenance.

Par ailleurs, à l'issue de la phase de recensement complémentaire du projet RIO2, GRDF a conduit fin 2018 une opération de recalage de l'inventaire comptable, dont les impacts financiers sur la valorisation de chaque concession sont très limités.

Le patrimoine de votre concession

Depuis le 1^{er} janvier 2018, tout ouvrage créé, renouvelé ou déposé fait l'objet d'une mise à jour coordonnée dans l'inventaire technique et l'inventaire comptable.

L'écart cumulé en nombre et en valeur absolue pour les branchements collectifs mesuré sur chaque commune sur le stock à fin 2023 est de 1,49% entre les deux bases patrimoniales.

La mise à jour de la cartographie

GRDF met à jour sa cartographie en continu, notamment après des travaux de pose et de renouvellement d'ouvrages gaz ou à l'occasion d'actions correctives.

En 2023, sur votre concession 369 actes de mise à jour de la cartographie ont été réalisés.

GRDF améliore sa cartographie en poursuivant une démarche de géoréférencement des fonds de plans « Grande Échelle ».

Sur votre concession, le taux de réseau en précision cartographique classe A sur les réseaux neufs et renouvelés est proche de 100%.

L'indice de connaissance du patrimoine

Le patrimoine de la distribution de gaz est en constante évolution. La connaissance de ce patrimoine est assurée par l'inventaire technique et l'inventaire comptable mis à jour en permanence pour garantir cohérence et exhaustivité.

Pour mesurer et objectiver le niveau de connaissance du patrimoine, GRDF a mis en place l'indice de connaissance du patrimoine à la maille contractuelle depuis 2016. L'indice est constitué de sous-indicateurs répartis en trois catégories (inventaire, cartographie et autres éléments de connaissance et de gestion). Ce système de mesure permet d'évaluer la progression de la connaissance du patrimoine au fil des années.

Les deux indicateurs « Connaissance des branchements individuels (report sur le plan) » (n° 4) et « Connaissance des branchements collectifs (report sur plan) » (n° 6), jusqu'à présent calculés à la maille nationale, sont depuis cette année calculés à la maille de chaque contrat.

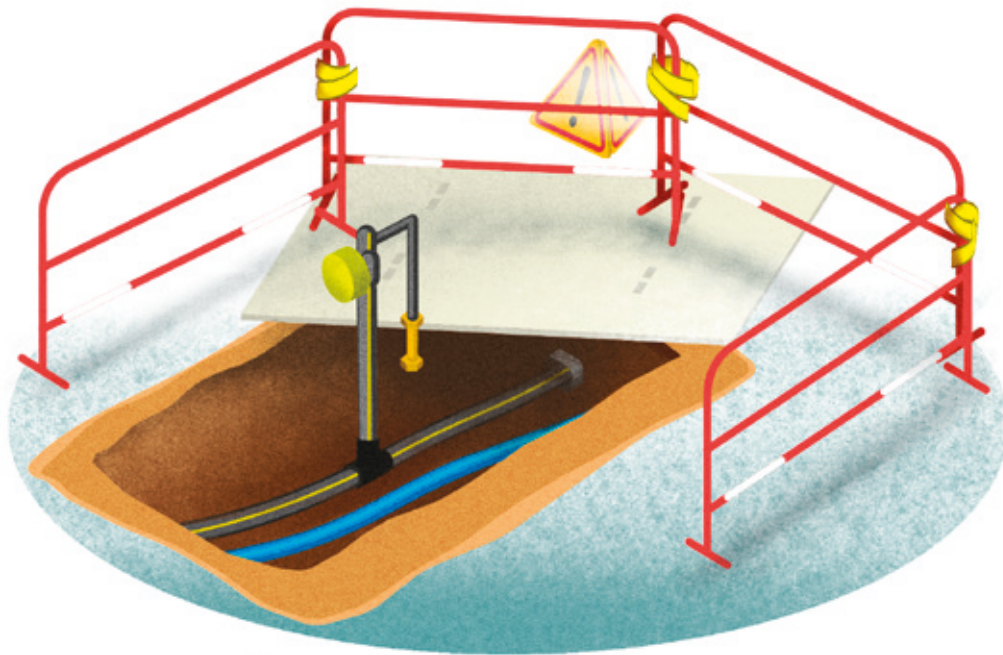
Au national en 2023, l'indice de connaissance du patrimoine est de 90.

Voici le détail de l'indice de connaissance du patrimoine à l'échelle de votre concession.

Indice de connaissance du patrimoine

N°	Sous-indicateur	Pts max	Gradation	Note 2023
1	Existence d'un inventaire des réseaux et procédure de mise à jour	10	Binaire	10
2	Connaissance des matériaux et diamètre dans le système d'information géographique (SIG)	5	0 à 50% : 0 point, >50% : Progressif	5
3	Connaissance de l'année de pose des ouvrages dans le SIG	5	0 à 50% : 0 point, >50% : Progressif	5
4	Connaissance des branchements individuels (report sur le plan)	5	0 à 25% : 0 point, >25% : Progressif	5
5	Taux de cohérence entre GMAO (gestion de la maintenance) et la base des immobilisations pour le nombre de branchements collectifs	4	0 à 50% : 0 point, >50% : Progressif	4
6	Connaissance des branchements collectifs (report sur plan)	5	0 à 50% : 0 point, >50% : Progressif	4
7	Connaissance des ouvrages d'immeuble collectif (nombre de CI/CM, longueur, matériau, nombre de branchements particuliers, année de pose, pression)	10	0 à 50% : 0 point, >50% : Progressif	10
8	Taux de cohérence entre la base des immobilisations et le SIG sur la longueur de réseau (stock)	5	0 à 80% : 0 point, >80% : Progressif	4
9	Taux de cohérence entre la base des immobilisations et le SIG sur la longueur de réseau (flux)	3	0 à 90% : 0 point, >90% : Progressif	3
10	Taux de cohérence entre le SIG et GMAO pour le nombre de vannes	4	0 à 50% : 0 point, >50% : Progressif	4
11	Taux de cohérence entre le SIG et GMAO pour les postes de détente réseau et poste d'injection biométhane	4	0 à 50% : 0 point, >50% : Progressif	4
12	Existence d'une cartographie numérisée et procédure de mise à jour	5	Binaire	5
13	Taux de plans grande échelle géoréférencés	10	Progressif	10
14	Longueur de réseau avec le réseau porté en classe A (stock)	5	Progressif	5
15	Longueur de réseau avec le réseau porté en classe A (flux) (tolérance de 0,5% en cas d'opérations en cours de vérification)	5	Binaire	5
16	Mise à disposition, sur le Portail Collectivités GRDF, de données patrimoniales informatisées sur le périmètre de votre concession	10	Binaire	10
17	Existence d'une modélisation pour l'exploitation et la conception des réseaux	5	Binaire	5
TOTAL		100		98

Le patrimoine de votre concession



3.2 Les chantiers

Les principaux chantiers sur votre territoire

Les chantiers de raccordements et de transition écologique

Ces travaux concernent :

- Les raccordements de nouveaux clients et de stations GNV
 - Les demandes de raccordement varient en fonction de nombreux facteurs externes tels que le dynamisme immobilier local, la conjoncture économique ou les réglementations.
 - Pour les projets d'extension du réseau de gaz, la réglementation prévoit la réalisation d'une étude technico-économique appelée « B sur I » (Bénéfice sur Investissement). Ainsi, conformément à la réglementation et au contrat de concession, le concessionnaire réalise à ses frais les travaux de développement du réseau dès lors que le critère de décision des investissements « B sur I », défini par l'arrêté du 28 juillet 2008, est au moins égal à zéro.
 - Le raccordement des stations GNV peut nécessiter des travaux de renforcement du réseau de distribution, car les débits demandés sont importants.
- Les investissements liés au développement des gaz verts (raccordement des unités de production, renforcements, maillages...)
 - Le raccordement des unités de production de biométhane peut nécessiter des travaux de maillage du réseau. Un maillage permet de réunir plusieurs zones de consommation pour absorber la production de gaz vert. Dans les territoires où sont exploitées plusieurs unités de méthanisation, il peut y avoir besoin de réalisation de chantiers de rebours qui permettent de compresser le biométhane injecté dans le réseau de distribution afin qu'il soit acheminé dans le réseau de transport.

GRDF adapte ses métiers pour permettre l'injection de 100% de gaz vert d'ici 2050. GRDF entreprend ainsi la définition d'un modèle d'exploitation du réseau visant à faciliter l'injection et l'acheminement des gaz verts, en prenant en compte les besoins des parties prenantes et en assurant un haut niveau de performance et de sécurité. En particulier, cela nécessite de gérer les interfaces avec les producteurs pour l'adaptation de l'injection en fonction de la pression sur le réseau et la modulation de la production de gaz vert, mais aussi avec les consommateurs prépondérants pour leurs prévisions de consommation.

Le patrimoine de votre concession

En 2023, ces travaux ont représenté 3 009 m sur votre réseau.

Raccordements et transition écologique	Longueur	Brch. Coll.	Brch. Ind.
RUE DE L'AVENIR - GRIGNY	564 m		14
ROUTE DE VILLOISON - VILLABE	319 m	2	10
RUE JEAN PIESTRE - CORBEIL-ESSONNES	269 m	5	
AVENUE DARBLAY - CORBEIL-ESSONNES	203 m		1
CHEMIN DE BRIE - SAINT-GERMAIN-LES-CORBEIL	203 m		1
BOULEVARD ARISTIDE BRIAND - SAVIGNY-SUR-ORGE	175 m	1	1
ZAC CROIX RONDE - EPINAY-SUR-ORGE	153 m		7
ALLÉE DES PEUPLIERS - VIGNEUX-SUR-SEINE	119 m		16

Les principaux chantiers de modification d'ouvrages à la demande de tiers

Dans la grande majorité des cas, les demandes de modification des ouvrages sont à l'initiative des collectivités. Ainsi GRDF peut être amené à déplacer des ouvrages, par exemple dans le cadre de grands projets urbains, ou à la demande d'autres occupants du sous-sol, d'aménageurs ou de clients finals.

En 2023, ces travaux ont concerné 435 m de votre réseau.

Modification d'ouvrages à la demande de tiers	Longueur	Brch. Coll.	Brch. Ind.
RUE DE LA GARE - YERRES	219 m		6
AVENUE FRANCOIS MITTERRAND - ATHIS-MONS	191 m		4
VOIE DE SEINE - VILLENEUVE-LE-ROI	15 m	2	9
AVENUE DE LA COUR DE FRANCE - JUVISY-SUR-ORGE	10 m		

Les chantiers d'adaptation et de modernisation des ouvrages

Les investissements d'adaptation et de modernisation des ouvrages sont centrés sur l'optimisation des actifs au profit de la sécurité, du respect de la réglementation, de la continuité d'acheminement et du développement durable. Ils regroupent les investissements de structure (optimisation des schémas de vannage, restructurations et renforcements de réseau) et les investissements de modernisation.



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

En 2023, GRDF a modernisé 7 474 m de votre réseau.

Adaptation et modernisation des ouvrages	Longueur	Brch. Coll.	Brch. Ind.
AVENUE DES ALIZÉS - BREUILLET	2 178 m	2	162
RUE DU COTEAU - SAVIGNY-SUR-ORGE	767 m		70
AVENUE DES PERVENCHES - SAVIGNY-SUR-ORGE	716 m		72
RUE DU PORT AUX DAMES - DRAVEIL	661 m	23	1
AVENUE DE JUSSIEU - SAVIGNY-SUR-ORGE	649 m		59
RUE PAUL LAFARGUE - ATHIS-MONS	644 m	6	57
RUE LOUISE MICHEL - VIGNEUX-SUR-SEINE	452 m	12	
AVENUE SAINT JACQUES - SAVIGNY-SUR-ORGE	448 m		47

L'amélioration de la qualité des chantiers

Par une enquête confiance annuelle, GRDF mesure la satisfaction des collectivités pour ses travaux menés tout au long de l'année: en Île-de-France, 94% des collectivités interviewées sont satisfaites de GRDF, qui a mis en place plusieurs actions pour améliorer la qualité de ses chantiers grâce :

- à la mise à disposition des collectivités locales d'un Interlocuteur Chargé de Relations Travaux, joignables pour les demandes relatives à tous les travaux de GRDF, à l'adresse suivante : grdf-travaux-idf@grdf.fr,
- à une information annuelle des collectivités des chantiers de ses programmes travaux à venir dans les 24 mois. Ce sont 300 programmes travaux annuels envoyés chaque année et plus de 150 rencontres avec les collectivités pour partager autour des chantiers à venir,
- aux opportunités de coordination de travaux avec les collectivités. En 2023, plus de 1 600 chantiers indiqués par des collectivités ont fait l'objet d'une étude par les services de GRDF pour profiter de la coordination de travaux.
- au service d'associations auprès desquelles GRDF fait appel afin de contrôler les finitions des enrobés en fin de chantier.
- à des enquêtes de satisfaction réalisées par GRDF auprès des riverains en fin de chantier : en 2023, 93% des collectivités sont satisfaites de la qualité de l'information délivrée lors des travaux.

Enfin, pour mieux maîtriser les délais de réfection définitive de ses fouilles ponctuelles, GRDF a mis en place un plan d'actions pour mettre sous contrôle ses réfections en fin de chantier et mesurer le délai séparant l'ouverture de la chaussée de sa réfection définitive. En 2023, plus de 13 000 fouilles ont été réalisées en Ile-de-France: leur délai moyen de réfection définitive est de 25 jours.

Le contrôle de la conformité des travaux

La conformité des travaux réalisés par les prestataires de GRDF est garantie par la mise en œuvre d'une démarche de contrôle au fil de l'eau sur un échantillon très représentatif des chantiers (plus de 40%).

Le patrimoine de votre concession



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.



3.3 Les investissements

La politique d'investissement nationale déclinée dans votre concession

L'une des missions essentielles du distributeur de gaz est de définir la politique d'investissement et de développement des réseaux de distribution de gaz naturel (articles L. 111-61 et L. 432-8 du Code de l'énergie).



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

Au niveau national, les investissements de GRDF ont atteint 967 M€ en 2023.

Près de la moitié des investissements totaux est consacrée à la modification, l'adaptation et la modernisation des ouvrages. Un tiers environ est dédié aux investissements liés aux raccordements, à la transition écologique et aux compteurs communicants. Les autres investissements concernent les comptages (hors compteurs communicants), les investissements logistiques et le système d'information.

2023 est marquée par la finalisation du programme intensif de pose de compteurs communicants. Les investissements de modernisation du réseau enregistrent un nouvel accroissement. Le développement du biométhane et du GNV se poursuit, malgré un ralentissement conjoncturel lié aux conditions économiques des projets de méthanisation qui n'ont évolué qu'en juin 2023 avec les tarifs d'achat en guichet ouvert et qui seront complétés début 2024 par les tarifs d'achat en guichet fermé (appel d'offres) et la mise en place des Certificats de Production de Biogaz (les fournisseurs d'énergie seront incités financièrement à justifier un volume de Certificat de Production de Biogaz proportionnel à leur volume de gaz acheminé pour leur clients résidentiels et tertiaires). Dans la continuité de l'année 2022, les raccordements de clients affichent un retrait, après une année 2021 portée par les conversions fioul-gaz.

Les investissements prévus dans le tarif ATRD6

Sur la période 2020-2023, la CRE a retenu l'intégralité des prévisions d'investissements demandées par GRDF. A l'instar de la période tarifaire précédente, les montants d'investissements prévisionnels augmentent significativement, portés par la poursuite du déploiement des compteurs communicants, le raccordement de sites d'injection de biométhane, ainsi que l'adaptation et la modernisation des ouvrages. Les mécanismes de régulation incitative, mis en place dans le cadre de l'ATRD5, sont maintenus. Ils ont pour objectif d'encourager GRDF à la maîtrise de ses investissements sans compromettre la réalisation des ouvrages nécessaires à l'accompagnement de la transition écologique (développement des gaz verts notamment), à l'exploitation et à la sécurité. Ainsi, sur la période ATRD6, en moyenne 290 millions d'euros sont consacrés aux investissements de raccordements et transition écologique et plus de 350 millions d'euros par an aux travaux de modification, d'adaptation et de modernisation des ouvrages.

Le patrimoine de votre concession



Les clefs de lecture pour comprendre les tableaux d'investissements

GRDF prévoit ses investissements en fonction de la finalité de ceux-ci (raccordements et transition écologique, modification d'ouvrages, adaptation et modernisation des ouvrages...) et non par famille de biens (conduites, branchements, postes de détente...). En revanche, les investissements réalisés peuvent être suivis selon ces deux approches.

Les investissements mis en service dans l'année correspondent à la valeur totale des biens mis en service en 2023.

Ils sont présentés en trois grandes familles :

- Les « Ouvrages réseau et branchements », qui comprennent les conduites de réseau, les branchements et ouvrages en immeuble ainsi que les ouvrages qui leur sont directement associés (postes de détente réseau, protection cathodique, dispositifs de protection de branchements, protections mécaniques de canalisation, etc...)
- Les « Ouvrages interface utilisateurs », qui comprennent les dispositifs de comptage, postes de livraison clients et installations de télérelevé, ainsi que les postes d'injection de biométhane
- Les « Biens mutualisés », qui comprennent tous les biens utiles à plusieurs concessions (véhicules, immobilier, outillage, projets informatiques...).

Cette présentation, permet de distinguer les investissements de GRDF au périmètre de votre concession, selon la fonction remplie par les biens concernés au sein de l'activité de distribution. Les tableaux présentent les investissements mis en service, la valorisation du patrimoine, l'origine de financement des biens, ainsi que les charges d'investissements.

Les investissements en flux de dépenses de l'année correspondent au montant effectivement dépensé (décaissé) sur une année.

Les deux approches sont complémentaires et sont équivalentes en moyenne sur une période longue.



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

Les deux tableaux ci-après présentent des synthèses de restitution des investissements :

- le premier tableau des mises en service dans l'année par famille de biens,
- le second tableau du flux de dépenses de l'année par finalité.

Vous retrouverez le détail de ces informations pour chaque catégorie de biens sur la « Plateforme de Données Concessions » accessible depuis le « Portail Collectivités », l'espace sécurisé et dédié aux collectivités desservies en gaz, sur le site grdf.fr.

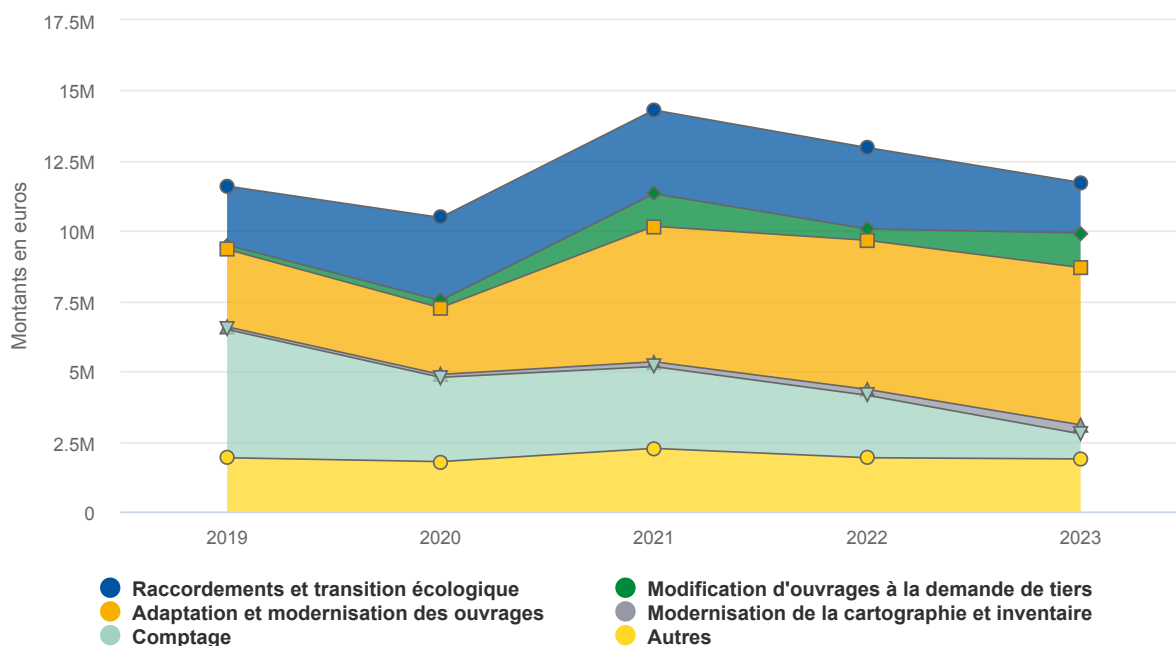
Invest. réalisés par famille d'ouvrages (en euros)

	2021	2022	2023
TOTAL	13 827 271	13 193 214	10 114 147
OUVRAGES RÉSEAU ET BRANCHEMENTS	8 484 718	8 081 934	6 350 528
Premier établissement	3 135 846	2 591 991	1 531 829
Canalisations et distributions	1 229 614	1 172 267	705 438
Branchements	1 893 145	1 375 468	826 390
Branchements - Individuels	1 631 984	1 043 550	613 287
Ouvrages collectifs	261 162	331 916	213 102
Installations techniques	13 084	44 250	0
Postes de détente réseau	13 084	8 336	0
Protection cathodique	0	35 914	0
Renouvellement	5 348 875	5 489 942	4 818 701
Canalisations et distributions	3 338 696	3 317 147	3 038 388
Branchements	2 006 772	2 099 534	1 655 643
Branchements - Individuels	1 735 825	1 663 379	1 312 547
Ouvrages collectifs	270 948	436 154	343 095
Installations techniques	3 405	73 262	124 673
Postes de détente réseau	3 405	32 535	12 831
Protection cathodique	0	40 727	111 842
OUVRAGES INTERFACES UTILISATEURS	2 672 183	2 370 071	1 533 038
Compteurs et postes clients	2 672 183	2 370 071	1 533 038
Compteurs	2 282 067	1 704 509	812 026
Postes clients et équipements de télérelevé	390 116	665 558	721 013
BIENS MUTUALISÉS	2 670 365	2 741 210	2 230 584
Mobilier et immobilier	731 810	516 231	454 750
Outillages, Mobilier et Matériels Divers	313 926	286 126	275 870
Aménagements	232 706	83 698	122 196
Autres équipements	185 177	146 407	56 684
Véhicules et engins d'exploitation	137 492	57 787	157 047
Immobilisations incorporelles	1 801 065	2 167 194	1 618 786
Projets informatiques	1 579 000	1 945 871	1 303 010
Autres immobilisations incorporelles	222 069	221 325	315 782

Le patrimoine de votre concession

Investissements par finalité - flux (en euros)

	2021	2022	2023	2024	2025	2026
TOTAL	14 304 492	12 966 024	11 722 838	9 089 066	9 522 478	10 667 518
RACCORDEMENT ET TRANSITION ÉCOLOGIQUE						
Raccordements individuels et de pavillons et petits pros	1 611 271	822 315	522 327	800 002	800 002	800 002
Lotissements, zones d'aménagement	300 527	358 045	93 327	199 996	199 996	199 996
Raccordements de clients importants	999 575	1 726 874	655 319	499 995	499 995	499 995
Transition écologique (biométhane, GNV, Smart Gas Grids)	69 927	-9 153	527 781	299 998	119 996	819 999
MODIFICATION D'OUVRAGES À LA DEMANDE DE TIERS	1 160 356	403 562	1 233 738	400 002	400 002	400 002
ADAPTATION ET MODERNISATION DES OUVRAGES	4 828 357	5 312 868	5 602 252	3 850 000	5 120 000	5 659 997
Investissements de structure des ouvrages	22 970	94 621	204 585	499 995	49 999	49 999
Dont schéma de vannage	22 970	94 621	204 585	499 995	49 999	49 999
Modernisation des ouvrages	4 805 388	5 218 248	5 397 667	3 349 998	5 070 003	5 610 000
Dont réseaux (fonte ductile, cuivre, autres matériaux, ...)	2 551 612	1 281 915	3 502 237	3 000 002	4 370 001	4 909 995
Dont branchements et ouvrages collectifs	1 850 671	3 209 249	1 583 362	199 996	240 004	240 004
Autres investissements de modernisation	403 106	727 088	312 066	150 002	459 999	459 999
MODERNISATION DE LA CARTOGRAPHIE ET INVENTAIRE	169 524	211 227	321 572	532 652	137 841	60 378
COMPTAGE	2 915 656	2 224 070	893 508	203 907	199 032	201 845
Projet Compteurs Communicants Gaz	2 655 746	1 907 212	612 999	0	0	0
Postes de livraison clients	85 268	69 615	97 877	49 999	49 999	49 999
Compteurs et télérelevé	174 641	247 239	182 633	153 907	149 031	151 843
AUTRES	2 249 298	1 916 211	1 873 007	2 302 509	2 045 601	2 025 286
Logistique	691 752	470 132	730 976	917 224	640 492	717 069
Véhicules	137 492	57 787	157 047	73 247	149 031	151 843
Immobilier	145 033	180 506	235 837	631 290	306 214	408 278
Autres (outillage, télécom, matériel informatique, ...)	409 223	231 841	338 088	212 692	185 243	156 943
Système d'information	1 557 548	1 446 081	1 142 029	1 385 283	1 405 112	1 308 221



Les prévisions d'investissements

GRDF produit des prévisions d'investissements, non engageantes, pour l'année en cours au moment de la publication du CRAC et les deux années suivantes pour les contrats dont les investissements d'adaptation et modernisation des ouvrages sont supérieurs à 100 k€/an en moyenne sur les trois dernières années (soit 300 k€ sur 3 ans).

Ces prévisions correspondent à la meilleure estimation de GRDF à la date de leur élaboration. Elles restent cependant soumises à divers aléas, qu'il s'agisse d'initiatives externes (par exemple, raccordements de nouveaux clients et/ou producteurs de biométhane, modifications d'ouvrages à la demande de tiers) ou de l'évolution de la programmation des travaux, notamment dans le cadre de la coordination avec les programmes des collectivités et autres occupants de la voirie.



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

3.4 La valorisation de votre patrimoine

Les origines de financement

Il s'agit de montrer qui, de GRDF, de l'autorité concédante ou des tiers, a financé les ouvrages. Le tableau ci-dessous restitue l'origine de financement de tous les biens en service à fin 2023.

Origine de financement (en euros)

	Financée par GRDF	Financée par Autorité Concédante	Financée par des tiers
TOTAL	284 348 078	0	15 575 139
OUVRAGES RÉSEAU ET BRANCHEMENTS	229 773 376	0	15 575 109
Canalisation de distribution	130 757 391	0	6 890 019
Branchements	95 276 683	0	8 682 645
Branchements individuels	65 930 641	0	4 627 334
Ouvrages collectifs	29 346 041	0	4 055 310
Installations techniques	3 739 297	0	2 439
Postes de détente réseau	1 555 033	0	2 439
Protection cathodique	1 896 407	0	0
Autres installations	287 862	0	0
OUVRAGES INTERFACES UTILISATEURS	23 499 020	0	0
Compteurs et postes clients	23 212 394	0	0
Compteurs	17 838 292	0	0
Postes clients et équipements de télérelevé	5 374 100	0	0
Installations techniques	286 627	0	0
Postes biométhane	286 627	0	0
BIENS MUTUALISÉS	31 075 684	0	22
Mobilier et immobilier	7 574 223	0	22
Outillages, Mobilier et Matériels Divers	2 457 422	0	0
Aménagements	3 791 239	0	0
Génie civil	59 332	0	22
Terrains	16 444	0	0
Autres équipements	1 249 778	0	0
Véhicules et engins d'exploitation	1 354 480	0	0
Véhicules GNV	94 559	0	0
Autres véhicules	1 259 916	0	0
Immobilisations incorporelles	22 146 988	0	0
Projets informatiques	19 199 592	0	0
Autres immobilisations incorporelles	2 947 392	0	0



La valeur nette réévaluée de votre concession

Il s'agit de montrer la valeur du patrimoine de la concession qui reste encore à rembourser par les clients via le tarif de distribution (ATRD). En effet, la valeur nette réévaluée de la part des biens financés par le concessionnaire représente les charges liées aux investissements (remboursement économique et coût du financement) que les clients auront encore à payer à travers la part acheminement de leur facture.

Conformément au système de régulation de la distribution du gaz défini par la CRE, le remboursement et la rémunération des investissements financés par GRDF s'effectuent via une annuité constituée de l'amortissement sur la durée de vie économique des biens réévalué et un taux réel avant impôt appliqué à la valeur nette réévaluée des financements du distributeur (BAR : Base d'Actifs Régulés). Il s'agit donc d'une donnée financière utile et porteuse de sens à l'échelle de la concession.

Le patrimoine de votre concession

Valorisation du patrimoine (en euros)

	VNR début d'année	VNR fin d'année	Remb. éco. réeval. de l'année	Coût de financement de l'année	Charges d'invest. de l'année
TOTAL	171 315 910	168 584 016	11 903 777	7 445 350	19 349 127
OUVRAGES RÉSEAU ET BRANCHEMENTS	144 865 351	142 395 995	8 180 101	6 053 688	14 233 791
Canalisation de distribution	80 016 033	79 177 448	4 339 097	3 350 537	7 689 629
Branchements	62 843 247	61 288 316	3 683 161	2 619 273	6 302 431
Branchements individuels	45 654 918	44 771 256	2 588 650	1 906 157	4 494 814
Ouvrages collectifs	17 188 330	16 517 065	1 094 509	713 114	1 807 620
Installations techniques	2 006 071	1 930 230	157 845	83 883	241 726
Postes de détente réseau	751 404	712 307	51 925	31 041	82 969
Protection cathodique	1 176 161	1 148 699	96 632	49 627	146 258
Autres installations	78 509	69 222	9 289	3 210	12 497
OUVRAGES INTERFACES UTILISATEURS	14 929 415	15 041 703	1 320 049	860 952	2 181 002
Compteurs et postes clients	14 750 570	14 895 375	1 287 532	853 619	2 141 152
Compteurs	12 771 380	12 506 528	1 023 929	750 178	1 774 102
Postes clients et équipements de télérelevé	1 979 188	2 388 843	263 603	103 438	367 046
Installations techniques	178 845	146 328	32 517	7 333	39 850
Postes biométhane	178 845	146 328	32 517	7 333	39 850
BIENS MUTUALISÉS	11 521 142	11 146 321	2 403 624	530 713	2 934 338
Mobilier et immobilier	3 561 767	3 362 422	575 049	174 104	749 157
Outils, Mobilier et Matériels Divers	1 049 634	1 035 054	246 600	47 554	294 146
Aménagements	1 193 293	1 043 476	254 356	50 697	305 054
Génie civil	19 531	18 076	1 453	796	2 251
Terrains	176 575	176 575	0	7 238	7 238
Autres équipements	1 122 737	1 089 241	72 647	67 819	140 465
Véhicules et engins d'exploitation	382 061	391 309	146 749	18 611	165 361
Véhicules GNV	6 463	2 911	3 553	259	3 806
Autres véhicules	375 597	388 390	143 199	18 356	161 550
Immobilisations incorporelles	7 577 316	7 392 593	1 681 819	337 994	2 019 817
Projets informatiques	6 730 579	6 390 274	1 522 631	297 013	1 819 646
Autres immobilisations incorporelles	846 740	1 002 317	159 190	40 982	200 173

REÇU EN PREFECTURE

le 13/09/2024

Application agréée E-legalite.com

99_DE-091-259102457-20240913-2024_50-DE

Mis en ligne le 13/09/2024 à 15h22

REÇU EN PREFECTURE

le 13/09/2024

Application agréée E-legalite.com

99_DE-091-259102457-20240913-2024_50-DE

04

Le compte d'exploitation

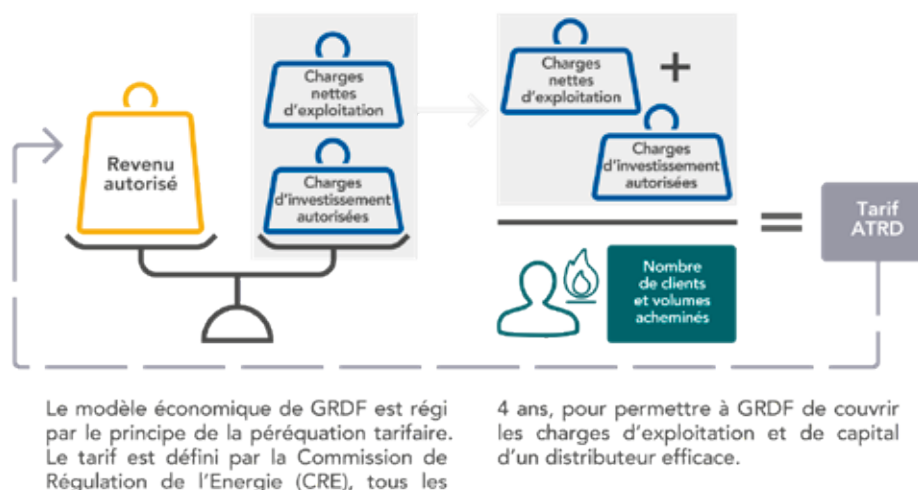
4.1	Le tarif de distribution - ATRD	80
4.2	La synthèse du compte d'exploitation	84
4.3	Les recettes	88
4.4	Les charges	90
4.5	L'équilibre financier	94

4.1 Le tarif de distribution - ATRD

Méthode de détermination du tarif de distribution

Depuis 2003, avec l'ouverture à la concurrence de la fourniture de gaz naturel et la séparation des activités d'infrastructure (distribution et transport) d'une part, et de fourniture de gaz d'autre part, le législateur a confié à la CRE la mission de définir notamment le tarif ATRD. Elle détermine la méthodologie ainsi que la structure et le niveau du tarif pour chacun des distributeurs de gaz naturel dans sa zone de desserte exclusive.

Ce tarif est fixé pour une période de quatre ans. Il est déterminé pour couvrir les coûts d'investissement et de fonctionnement d'un « opérateur efficace » (articles L452-1 à L452-3 du code de l'énergie).



L'élaboration du tarif ATRD6 par la CRE

La Commission de Régulation de l'Énergie a publié le 23 janvier 2020 sa délibération relative au tarif péréqué d'utilisation des réseaux publics de distribution de gaz naturel de GRDF, dit ATRD6. Ce tarif est entré en vigueur au 1^{er} juillet 2020 pour une durée de quatre ans.



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

Modalités d'évolution du tarif en cours de période ATRD6

Chaque année, la grille tarifaire a évolué au 1^{er} juillet de l'année N selon la formule d'indexation « $IPC_N + X + k_N$ » où :

- IPC_N est le taux d'inflation prévisionnel pour l'année N pris en compte dans le projet de loi de finances de l'année N,
- X est le facteur d'évolution annuel sur la grille tarifaire égal à -1,9% pour la période ATRD6,
- k_N est l'évolution de la grille tarifaire, en pourcentage, plafonnée à $\pm 2\%$,

correspondant à l'apurement du solde du compte de régularisation des charges et des produits (CRCP) à la date du 1^{er} janvier de l'année N.

Au 1^{er} juillet 2023, le tarif a augmenté de 4,30%.

La grille applicable du 1^{er} juillet 2023 au 30 juin 2024 est la suivante :

Option tarifaire	Description	Abonnement annuel, y compris terme Rf	Prix proportionnel (par MWh)	Souscription annuelle de capacité journalière (par MWh/j) - part inférieure à 500MWh/j	Souscription annuelle de capacité journalière (par MWh/j) - part supérieure à 500MWh/j
T1	< 4 MWh/an	42,24 €	33,23 €		
T2	de 4 à 300 MWh/an	139,44 €	8,93 €		
T3	de 300 à 5 000 MWh/an	982,92 €	6,42 €		
T4	> 5 000 MWh/an	16 069,56 €	0,87 €	213,00 €	106,44 €

Option tarifaire	Description	Abonnement annuel, y compris terme Rf	Souscription annuelle de capacité journalière (par MWh/j)	Terme annuel à la distance (par m)
TP	Tarif de proximité	38 262,96 €	106,20 €	69,72 €



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

Bilan ATRD6

La période ATRD6 a été marquée par une série d'événements exceptionnels par leur ampleur, qu'il s'agisse de la crise sanitaire, de la flambée des prix de l'énergie et de l'inflation, de la guerre en Ukraine et des conséquences de plus en plus visibles du dérèglement climatique.

Sur la même période, la réglementation sur la place du gaz s'est fortement durcie générant une baisse des nouveaux raccordements accentuée notamment par les effets de la crise ukrainienne, dont les conséquences en termes d'efforts de sobriété et de maîtrise de l'énergie demandés se sont traduites par une baisse significative des volumes acheminés sur le réseau de distribution.

GRDF a ainsi connu une baisse sans précédent de la consommation corrigée du climat de -7% en 2022 par rapport à 2021, puis de -6,5% en 2023 par rapport à 2022.

La période tarifaire ATRD6 s'achève donc avec une réduction des consommations annuelles à climat de référence d'environ 37 TWh et du solde clients de moins

153 000 clients, par rapport au point de sortie ATRD6 initialement prévu.

Dans un tel contexte, GRDF a réussi à contenir en partie les pressions inflationnistes exceptionnelles et à assurer ses missions de sécurité et de continuité de service, tout en finalisant dans les délais et dans l'enveloppe budgétaire allouée le déploiement des compteurs communicants, en respectant les impératifs liés au projet changement de gaz, et en accompagnant le développement des gaz renouvelables, seule EnR à avoir atteint par anticipation les objectifs fixés dans la loi de programmation pluriannuelle de l'énergie en vigueur, avec plus de 12 TWh injectés à fin 2023.

Sur la période 2020-2023, la combinaison de l'attrition du portefeuille clients, de la baisse des consommations (accentuée par la succession des aléas climatiques chauds) et de la hausse des dépenses non manœuvrables liée à la fin de l'apurement du CRCP de fin de période ATRD4, l'inflation, aurait dû conduire à des hausses tarifaires plus importantes que les évolutions annuelles obtenues par GRDF.

En effet, les mécanismes régulatoires décrits au paragraphe précédent ont limité les évolutions tarifaires à moins de 4% sur la période ATRD6, alors que l'inflation cumulée s'établit à plus de 12% sur la même période.

Dans ce contexte exceptionnel, la période ATRD6 s'achève donc avec :

- un solde du CRCP très élevé (estimé à 905 M€ au 31 décembre 2023), qui se reporte sur la période ATRD7,
- des hausses notables de tous les coûts liées à l'inflation,
- une dégradation du solde clients,
- une diminution sensible des volumes acheminés.

L'ensemble de ces facteurs se répercutent donc sur la période ATRD7.

Perspectives ATRD7 pour la période 2024-2027

Le 15 février 2024, la CRE a publié la délibération relative à la prochaine période tarifaire (n° 2024-40), dite ATRD7, qui débutera le 1^{er} juillet 2024 pour une durée de 4 ans. Cette délibération fait suite aux discussions tarifaires qui se sont déroulées tout au long de l'année 2023, et ont donné lieu notamment à une consultation publique lancée par la CRE en octobre 2023.

Le nouveau tarif ATRD7 est en hausse de 27,5%, dont les trois-quarts sont un effet report dû aux aléas de la précédente période tarifaire (cf. ci-dessus), avec un tarif qui est resté stable dans une période marquée par la crise sanitaire, la crise énergétique majeure et l'accélération des aléas climatiques (avec pour conséquence un solde du CRCP de fin d'ATRD6 inédit, estimé à 905 M€).

Ainsi, la hausse moyenne des différents termes tarifaires au 1^{er} juillet 2024 s'explique de la manière suivante :

- Prise en compte des effets hérités de la période tarifaire ATRD6 correspondant (+20%)
- Intégration des évolutions pour la période à venir (+7,5%)
 - 5,9% dus à la baisse estimée des consommations (recalage des trajectoires en entrée d'ATRD7)
 - 1,6% en raison de l'augmentation des charges à couvrir sur la période ATRD7

Pour déterminer les trajectoires de charges à couvrir, la CRE a retenu un taux de rémunération réel avant impôts des investissements de 4,0% pour GRDF (contre 4,1% pour l'ATRD6), et un arbitrage significatif sur les charges nettes d'exploitation de 740 M€ en cumul sur la période, soit environ -10% par rapport à la demande de GRDF.

Les mécanismes de régulation incitative liée à la qualité de service et à la maîtrise des dépenses d'investissements ont également été renforcés, avec notamment l'introduction d'un malus en cas de dépassement de l'enveloppe d'investissements allouée (hors investissements liés aux gaz verts).

Ce nouveau tarif, exigeant, nécessitera des efforts de performance encore accrus par rapport à la période précédente et contribuera ainsi à maintenir la compétitivité des solutions gaz pour ses 11 millions de clients.

Enfin, pour limiter les effets report d'une période tarifaire à l'autre, GRDF et la CRE ont travaillé de concert pour faire évoluer le cadre et la structure du nouveau tarif afin de préparer l'avenir et rendre le modèle réglementaire des infrastructures de distribution gaz plus résilient.

En tant que distributeur responsable et entreprise de service public, GRDF assurera pleinement ses missions essentielles au service des collectivités et de ses clients.

La sécurité et le verdissement du gaz restent les priorités de GRDF qui ne transigera pas sur ces engagements. Le tarif ATRD7 donne les moyens à GRDF de contribuer à la transition écologique, notamment s'agissant des ressources allouées à l'accueil des gaz renouvelables et bas carbone dans les réseaux. L'objectif de GRDF reste inchangé : 20% de gaz vert dans les réseaux en 2030 et 100% en 2050, perspectives confirmées par le rapport récent de la CRE sur l'avenir des infrastructures gazières (« Avenir des infrastructures gazières aux horizons 2030 et 2050, dans un contexte d'atteinte de la neutralité carbone », 2023).

GRDF jouera pleinement son rôle pour accompagner la décarbonation et préserver un mix énergétique équilibré et diversifié. Exigeante sur sa performance opérationnelle et sur le maintien de la qualité de service à ses clients, GRDF continuera de promouvoir des solutions d'efficacité énergétique et de sobriété.

4.2 La synthèse du compte d'exploitation

Les données présentées dans ce compte d'exploitation constituent une vision synthétique de l'économie de votre concession. Ces données sont disponibles sous une forme plus détaillée dans la « Plateforme de Données ».

Note sur les données 2022

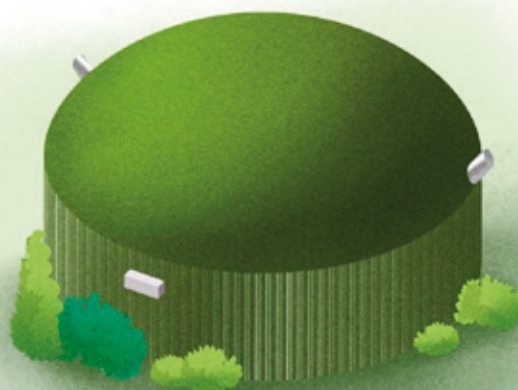
La mission de contrôle sur la méthode d'élaboration des comptes d'exploitation des concessions réalisée par le Commissaire aux Comptes de GRDF sur les données publiées dans le CRAC 2022 a mis en lumière une anomalie significative sur les recettes d'acheminement. Cette anomalie a été causée par un problème informatique de synchronisation des tables utilisées par l'outil de GRDF en charge du calcul des recettes d'acheminement, et ne remet pas en cause la méthodologie retenue. Compte tenu de l'ampleur de l'anomalie (à la maille France, sous-estimation des recettes d'acheminement d'environ 55 M€), GRDF a décidé, afin de vous communiquer des données cohérentes, de corriger également les données de l'année 2022. Ainsi, les montants affichés dans le CRAC 2023 pour l'année 2022 peuvent être différents des montants 2022 publiés dans le CRAC 2022.

Quelques ajustements mineurs ont également été apportés sur d'autres données économiques.

Le principe de péréquation tarifaire

Conformément aux articles L. 452-1-1 à 452-3 du code de l'énergie, le tarif de distribution de GRDF sur sa zone de desserte exclusive (tarif « péréqué ») est déterminé par la CRE à partir de l'ensemble des charges supportées par GRDF selon le principe de la juste couverture des coûts au niveau national d'un gestionnaire de réseau efficace.

Ainsi, le tarif de distribution péréqué est le même pour toutes les concessions concernées quels que soient le nombre de clients, leur consommation de gaz, les dépenses nécessaires à la gestion du service concédé, les investissements passés, la valeur des ouvrages de la concession, les investissements à venir et la durée résiduelle du contrat de concession. La péréquation permet d'éviter des variations brutales de tarif à la maille de la concession, offrant ainsi la possibilité de réaliser d'importants programmes d'investissements.



Le compte d'exploitation

Dans un service public péréqué, l'équilibre économique est réalisé à l'échelle nationale, et non concession par concession. Le compte d'exploitation de la concession est la déclinaison locale des principes tarifaires de la CRE. Disposer d'un compte d'exploitation au périmètre de chaque contrat permet à l'autorité concédante d'apprécier sa situation dans le système de péréquation nationale.

Le compte
d'exploitation
est la déclinaison
locale des
principes tarifaires
de la CRE

Pour la mettre en lumière dans un tel système, il est nécessaire que l'ensemble des recettes et des charges supportées par les clients soit calculé selon les mêmes méthodes que celles adoptées par la CRE, mais en les appliquant au périmètre de la concession. Il faut toutefois rester vigilant sur l'interprétation de la différence entre les recettes et les charges de la concession. En effet, le mécanisme tarifaire de la CRE permet la couverture des charges par les recettes en moyenne sur la période tarifaire, et non systématiquement sur chaque année.

Par ailleurs, certains aléas sont couverts par un mécanisme de régularisation (CRCP : Compte de Régularisation des Charges et des Produits) qui se répercute dans le mouvement tarifaire de l'année suivante, à la hausse ou à la baisse. Il s'agit notamment des variations de recettes liées aux impacts climatiques, les écarts sur les charges d'investissement et la régulation incitative (bonus/malus). En 2023, le recalage de l'inflation et des prix de l'énergie à la hausse, ainsi que l'impact des efforts de sobriété sur la baisse des consommations, représentent également un impact très significatif pris en compte dans le CRCP.

Ainsi, il convient de scinder la différence entre les recettes et les charges en trois items :

- la contribution à la péréquation tarifaire,

Le compte d'exploitation

- l'impact du climat, ainsi que des efforts de sobriété et de maîtrise de l'énergie sur les recettes,
- la ligne « Autres », qui correspond à la différence entre les recettes constatées sur la concession corrigées de l'impact climatique, les charges de la concession et la valeur de la contribution à la péréquation. Cette ligne correspond donc au reliquat du compte d'exploitation économique, et constitue la résultante de nombreux mécanismes du modèle régulé.



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

Compte d'exploitation synthétique (en euros)

	2021	2022	2023
RECETTES D'ACHEMINEMENT	41 545 K€	37 143 K€	36 119 K€
Part Abonnement	14 853 k€	14 485 k€	14 471 k€
Part Consommation	25 002 k€	20 992 k€	19 927 k€
Part Capacité (+ Terme distance TP)	491 k€	445 k€	461 k€
Part commissionnement (reversé aux fournisseurs)	1 197 k€	1 220 k€	1 259 k€
CHARGES NETTES D'EXPLOITATION	18 688 K€	20 568 K€	21 513 K€
Charges d'exploitation brutes	20 929 k€	22 886 k€	23 457 k€
Recettes liées aux prestations complémentaires	-2 240 k€	-2 318 k€	-1 943 k€
CHARGES D'INVESTISSEMENTS	17 208 K€	18 659 K€	19 349 K€
Remboursement économique	10 588 k€	11 482 k€	11 903 k€
Rémunération de la base d'actifs	6 619 k€	7 177 k€	7 445 k€
PRODUITS MOINS CHARGES	5 648 K€	-2 084 K€	-4 743 K€
Impact climatique	1 327 k€	-1 588 k€	-1 397 k€
Contribution à la péréquation	2 224 k€	3 072 k€	2 978 k€
Autres (régularisation du tarif précédent, impayés...)	2 096 k€	-3 568 k€	-6 324 k€

Rappels :

- L'impact climatique représente la différence entre les recettes réelles et les recettes calculées à climat de référence (ou « climat moyen ») selon un modèle statistique. Lorsque l'impact climatique est négatif, cela signifie que les recettes de GRDF liées à l'acheminement ont été inférieures à la prévision en raison d'un climat globalement plus chaud que le climat moyen ; à l'inverse, lorsqu'il est positif, les recettes d'acheminement ont été plus élevées en raison d'une année plus froide que la moyenne. En 2023, à l'échelle nationale, le climat a été plus chaud que le climat moyen (+1°C par rapport à la référence), générant un impact climatique négatif d'environ 115 millions d'euros.
- La contribution de la concession à la péréquation tarifaire est positive si la concession participe au système national de solidarité, elle est négative si la concession en bénéficie.

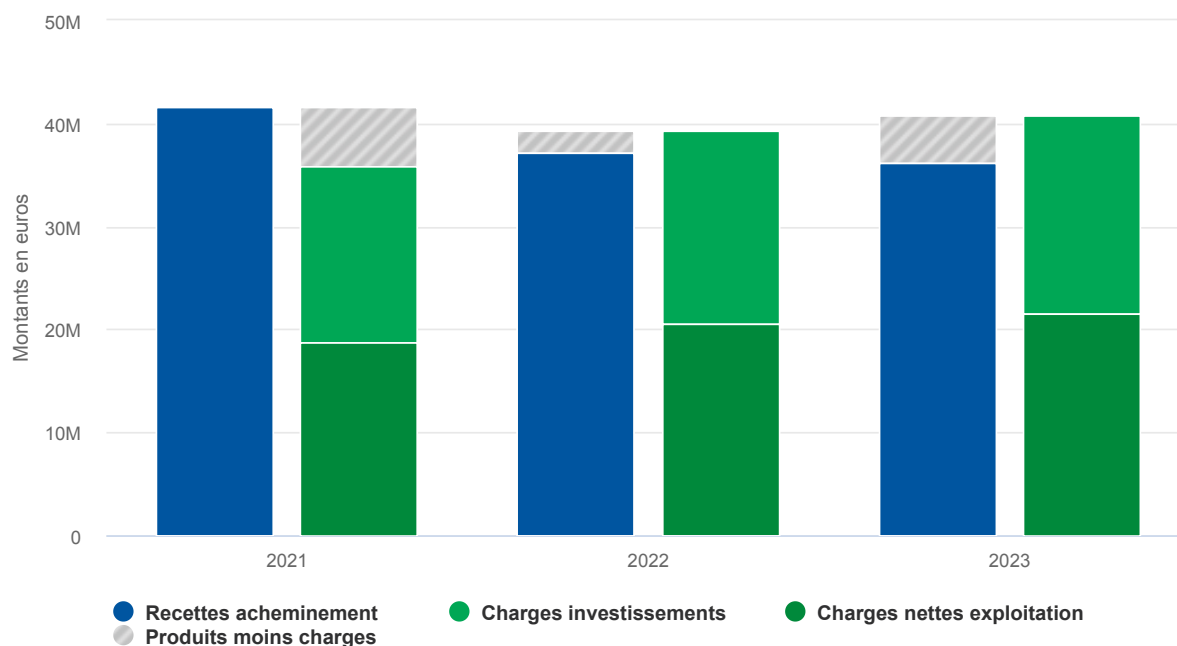
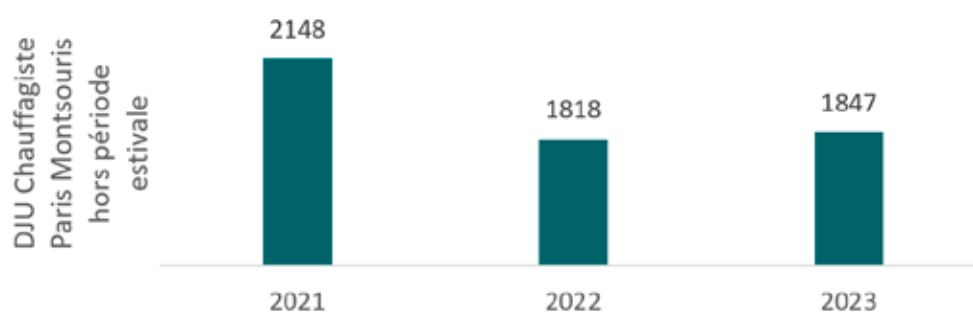


Illustration de l'impact climatique au travers du degré jour unifié

Le degré jour unifié (DJU) est la différence entre la température extérieure et une température de référence définie à 18°C. Le principe de calcul des Degrés-Jours-Unifiés consiste à additionner, jour après jour, les écarts de température existant entre l'intérieur (température de référence) et l'extérieur. Par exemple, s'il fait 18°C à l'intérieur et 5°C degrés à l'extérieur, on parlera de 13 DJU. De même, 3 journées à 0°C à l'extérieur seront comptabilisées comme 54 DJU. $DJU = 18 - (Temp\ Max + Temp\ Min)/2$.

Cette donnée est utilisée par les bureaux d'études et les exploitants des systèmes de production d'énergie des bâtiments afin de réaliser des comparaisons de consommation d'énergie pour maintenir un bâtiment confortable en proportion de la rigueur de l'hiver ou de la chaleur de l'été. Pour plus de précision sur les estimations, d'autres facteurs sont étudiés en fonction des caractéristiques du bâtiment, tel que le taux d'occupation, les usages (chauffage, ECS, etc.), l'ensoleillement etc.



4.3 Les recettes

Les recettes

Recettes Acheminement et Hors Acheminement (en euros)

	2021	2022	2023
PRODUITS	43 785 418	39 461 325	38 063 542
Recettes liées à l'acheminement du gaz	41 545 032	37 143 227	36 119 717
Recettes liées aux prestations complémentaires	2 240 385	2 318 096	1 943 826
Prestations ponctuelles	386 557	382 953	326 140
Prestations récurrentes	1 214 566	1 140 918	1 128 669
Prestations producteurs de biométhane	54 550	42 601	52 930
Raccordements et autres travaux	581 157	748 064	432 600
Autres recettes	3 553	0	0

Les recettes sont constituées des :

- Recettes d'acheminement du gaz,
- Recettes liées aux prestations complémentaires,
- Recettes d'acheminement du gaz vers un réseau aval hors de la zone de desserte exclusive.

Les recettes d'acheminement du gaz

Pour la très grande majorité des clients, dont les compteurs sont relevés de manière mensuelle ou journalière, les recettes liées à l'acheminement sont directement disponibles dans le système de facturation de GRDF. Avec l'achèvement du déploiement intensif des compteurs communicants en 2023, la méthode d'élaboration des recettes d'acheminement repose donc désormais en quasi-totalité sur les consommations réelles.

Les recettes liées aux prestations complémentaires

Les recettes liées aux prestations complémentaires sont majoritairement constituées des recettes liées aux prestations du catalogue.



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.



Recettes d'acheminement du gaz vers un réseau aval hors de la zone de desserte exclusive

Lorsqu'une concession de la zone péréquée (dite concession « amont ») permet l'acheminement du gaz vers une concession hors de cette zone (dite concession « aval »), la concession amont facture à la concession aval une charge correspondant à 50% du tarif ATRD en vigueur appliqué aux volumes transités vers la concession aval.

Cette valeur de 50% est applicable quel que soit l'opérateur amont. Elle correspond à la couverture des charges d'exploitation normatives (en moyenne 47% du tarif ATRD) et d'une quote-part des charges de capital normatives au titre des renforcements futurs (en moyenne 3% du tarif de distribution), conformément à la délibération tarifaire de la CRE du 10 mars 2016 relative à l'ATRD5.

Pour la concession amont il s'agit d'une recette, et pour la concession aval il s'agit d'une charge.

4.4 Les charges

Les charges d'exploitation de la concession

Charges d'exploitation (en euros)

	2021	2022	2023
TOTAL	20 929 100	22 886 872	23 457 496
Main d'œuvre	9 657 928	10 201 559	10 560 992
Achats de matériel, fournitures et énergie	1 517 908	2 637 456	3 192 307
Sous-traitance	3 062 612	3 610 750	3 811 986
Redevances (contractuelle et occupation du domaine public)	448 730	520 067	541 785
Impôts et taxes	435 203	375 880	266 605
Autres charges d'exploitation	5 806 720	5 541 159	5 083 821
Dont immobilier	1 582 617	1 662 135	1 883 837
Dont informatique, poste et telecom	1 322 230	1 004 820	928 600
Dont assurances	1 019 173	703 615	102 984
Dont communication et animation de la filière gaz	468 592	416 757	407 451
Dont commissionnement	1 197 176	1 220 087	1 259 342
Dont autres	216 939	533 750	501 610

Principes généraux

Pour estimer la contribution à la péréquation de la concession, il est nécessaire de connaître précisément l'ensemble des charges de la concession, qui sont de deux types : les charges d'exploitation (coûts d'exploitation nécessaires à l'exécution du service) et les charges liées aux investissements (le remboursement des investissements et leur coût de financement).

S'agissant des charges d'exploitation, le tarif de distribution est construit à partir de l'ensemble des charges de GRDF sur le principe de la juste couverture des coûts d'un opérateur efficient, sans tenir compte des recettes et des charges propres à chaque contrat de concession. GRDF, opérateur national, ne tient pas une comptabilité spécifique à chaque concession. L'entreprise mutualise sur plusieurs concessions les moyens permettant de répondre à ses missions de service public, dans un souci d'optimisation opérationnelle et économique.

L'infrastructure concédée à GRDF étant très diffuse sur le territoire, il se révèle complexe de rattacher directement certaines dépenses à la gestion d'une seule concession. Par exemple, les charges liées au salaire d'un technicien d'intervention sont difficilement rattachables à telle ou telle concession si ce dernier intervient sur les réseaux de plusieurs collectivités. Dans ce cas, il devient nécessaire d'affecter ces charges en utilisant des règles, au plus près de la réalité de l'exploitation. Ces règles sont identiques pour toutes les concessions pour ne pas en pénaliser certaines et ne pas compter plusieurs fois ces charges.



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

Les clefs opérationnelles et patrimoniales retenues

Les charges liées à l'activité de la concession sont constituées des charges imputées directement (redevances dues), des charges affectées par des clefs opérationnelles ou patrimoniales, et enfin, de charges réparties selon une clef financière (elle-même déterminée par les dépenses opérationnelles et patrimoniales préalablement affectées à la concession).

Plus l'activité est réalisée à une maille locale, plus l'utilisation de clefs opérationnelles augmente.

Voici la répartition à la maille nationale des charges d'exploitation par type d'agence et par type de clef pour 2023.

Type d'agence	Affecté directement	Clef Opérationnelle	Clef Patrimoniale	Clef Financière	Total
Locale	0,0%	10,4%	7,2%	4,5%	22,1%
Régionale	2,5%	9,4%	16,7%	6,1%	34,7%
Nationale	5,1%	1,9%	27,9%	1,7%	36,6%
Siège	0,0%	0,8%	3,6%	2,2%	6,6%
Total	7,6%	22,5%	55,4%	14,5%	100,0%



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

Les charges d'investissement de la concession

La présentation des charges d'investissement distingue trois familles de biens, regroupés selon la fonction qu'ils remplissent dans le cadre de l'activité de distribution :

- Les « Ouvrages réseau et branchements », qui comprennent les conduites de distribution, les branchements et ouvrages en immeuble ainsi que les ouvrages qui leur sont directement associés (postes de détente réseau, protection cathodique, dispositifs de protection de branchements, protections mécaniques de canalisation, etc...),
- Les « Ouvrages interface utilisateurs », qui comprennent les dispositifs de comptage, postes de livraison clients et installations de télérelevé, ainsi que les postes d'injection de biométhane,
- Les « Biens mutualisés », qui comprennent tous les biens utiles à plusieurs concessions (véhicules, immobilier, outillage, projets informatiques...).

Dans les données détaillées mises à votre disposition sur la « Plateforme de Données Concession », vous retrouverez le détail de ces informations pour chaque catégorie de biens.

Le compte d'exploitation

Charges d'investissements (en euros)

	2021	2022	2023
TOTAL	17 208 014	18 659 316	19 349 127
OUVRAGES RÉSEAU ET BRANCHEMENTS	12 847 300	13 734 443	14 233 791
Canalisation de distribution	7 022 819	7 463 651	7 689 629
Branchements	5 601 665	6 037 483	6 302 431
Branchements individuels	3 940 239	4 285 480	4 494 814
Ouvrages collectifs	1 661 425	1 752 007	1 807 620
Installations techniques	222 815	233 307	241 726
Postes de détente	79 611	82 054	82 969
Protection cathodique	128 366	137 789	146 258
Autres installations	14 833	13 465	12 497
OUVRAGES INTERFACES UTILISATEURS	1 855 450	2 141 269	2 181 002
Compteurs et postes clients	1 817 033	2 101 742	2 141 152
Compteurs	1 509 119	1 777 805	1 774 102
Postes clients et équipements de télérelevé	307 915	323 931	367 046
Installations techniques	38 417	39 527	39 850
Postes biométhane	38 417	39 527	39 850
BIENS MUTUALISÉS	2 505 268	2 783 608	2 934 338
Mobilier et immobilier	701 343	739 226	749 157
Outillages, Mobilier et Matériels Divers	245 561	274 235	294 146
Aménagements	336 016	328 348	305 054
Génie civil	2 192	2 240	2 251
Terrains	6 539	6 946	7 238
Autres équipements	111 037	127 455	140 465
Véhicules et engins d'exploitation	150 554	161 875	165 361
Véhicules GNV	0	4 762	3 806
Autres véhicules	0	157 117	161 550
Immobilisations incorporelles	1 653 362	1 882 504	2 019 817
Projets informatiques	1 500 770	1 712 844	1 819 646
Autres immobilisations incorporelles	152 600	169 654	200 173

Pour estimer la contribution à la péréquation de la concession, il est nécessaire de connaître l'exhaustivité des charges supportées par les clients et liées aux investissements réalisés par le concessionnaire. Pour cela, en plus des informations sur les investissements et leur amortissement, il faut également faire apparaître les frais financiers liés au coût de financement de ces investissements. Par souci de cohérence globale, les charges d'investissement sont calculées selon les principes définis par la CRE.

Si les dépenses d'exploitation sont mutualisées et donc difficilement rattachables à une concession, à l'inverse, les charges liées aux investissements sont pour l'essentiel (95% en moyenne) directement rattachables à la concession car il s'agit majoritairement d'ouvrages physiquement situés sur le territoire de la collectivité.

Méthode de calcul

Les charges d'investissement sont imputées directement au périmètre du contrat de concession lorsqu'elles concernent des ouvrages localisés sur la concession. Dans le cas des ouvrages mutualisés, elles sont ventilées au prorata des PDL de chaque concession.

Le mode de calcul des charges relatives aux investissements et de la valeur nette réévaluée des ouvrages est cohérent avec celui retenu par la CRE, prenant en compte une durée de remboursement des ouvrages également déterminée par la CRE.

Pour la période ATRD6 2020-2023, la CRE a fixé le taux de rémunération à 4,1%.



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

Évolution de la durée de remboursement de certains ouvrages

Dans le cadre de l'ATRD6, la durée de remboursement des branchements et conduites d'immeubles / conduites montantes a été réduite de 45 à 30 ans, à partir du 1^{er} janvier 2020. Elle concerne les nouveaux investissements et les ouvrages mis en service à compter de 2005, et a été retenue par la CRE afin de limiter les risques de coûts échoués à moyen terme.

La réduction de cette durée réglementaire d'amortissement entraîne une augmentation des charges de capital normatives sur la période tarifaire à venir, toutes choses égales par ailleurs, mais contribue à accélérer la diminution de la base des actifs régulés (BAR).

Cette hausse des charges de capital normatives est compensée par la baisse concomitante du taux de rémunération de la BAR entre l'ATRD5 et l'ATRD6.

Pour les clients, cette évolution est neutre sur le long terme.

Pour les autorités concédantes, cette évolution se traduit, à partir des données 2020, par une diminution de la valeur nette du patrimoine (VNR et VNC) plus rapide par rapport à la situation précédente (impact global de l'ordre de 10 à 15% de la BAR au niveau national à l'échéance 2050).

La durée de remboursement économique des autres actifs reste inchangée.

4.5 L'équilibre financier

L'impact du climat sur les quantités de gaz acheminées sur le réseau de distribution

La mise en évidence de la contribution à la péréquation suppose d'isoler l'impact des variations climatiques sur les recettes de la concession.



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

Lorsque cet impact est négatif, cela signifie que GRDF n'a pas perçu le niveau de recettes que la CRE avait estimé sur la base d'une température moyenne, ce qui constitue un manque à gagner pour GRDF (et inversement).

Le manque à gagner (respectivement, le trop-perçu) constaté sur les consommations de gaz (qu'il résulte des aléas climatiques ou du comportement des clients) est pris en compte par la CRE lors de l'évolution annuelle du tarif ATRD de l'année suivante, via le CRCP, de sorte que GRDF recouvre (ou restitue) auprès des clients ces différents effets.

La contribution de la concession à la péréquation tarifaire

La contribution de chaque concession à la péréquation est calculée par différence entre :

- Les recettes d'acheminement de la concession corrigées du climat,
- La répartition, au prorata des charges de chaque concession, du total du revenu autorisé de la zone de desserte péréquée.

Cette contribution dépend donc de plusieurs facteurs : le nombre de clients, leur consommation, l'activité d'exploitation et la valeur des ouvrages sur la concession.

Lorsque la contribution à la péréquation est positive, cela signifie que la concession participe au système national de solidarité. Inversement, une contribution à la péréquation négative signifie que la concession bénéficie de ce système. La « valeur » de cette contribution permet à chaque autorité concédante de connaître sa situation dans le système de solidarité, mais est sans incidence sur le niveau du tarif, le niveau des investissements ou le niveau de qualité de service. Pour une même concession, la contribution à la péréquation peut évoluer dans le temps. Par exemple, un investissement important peut faire augmenter les charges d'investissement sur une période donnée, alors que les recettes restent stables : mécaniquement, la contribution à la péréquation va diminuer pour cette concession.

Le calcul de la contribution à la péréquation n'a de sens qu'au regard de l'ensemble de celles des autres concessions. Ainsi, même si les caractéristiques d'une concession en particulier ne changent pas (nombre de clients constant, recettes stables, investissements stables), l'évolution de ces mêmes caractéristiques pour d'autres concessions aura un impact sur sa propre contribution à la péréquation.



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

Dernière ligne du compte d'exploitation synthétique intitulée « Autres »

La ligne « Autres » du compte d'exploitation synthétique est calculée par différence entre les recettes, les charges de la concession, l'impact climatique et la contribution à la péréquation.

Ce montant est impacté par de nombreux paramètres, dont les principaux sont :

- L'apurement du CRCP de l'année précédente.
- L'impact des paramètres retenus par la CRE : coefficient de lissage ($X=1,9\%$) et hypothèses d'inflation prévisionnelle.
- Les différences entre les trajectoires prévisionnelles (OPEX et CAPEX) et les montants effectivement réalisés.

Une partie des impacts constatés en année N seront réintégrés via le CRCP dans le cadre des évolutions tarifaires annuelles au 1^{er} juillet N+1, hors exercice de changement de tarif.

Ainsi le solde du CRCP 2023 sera pris en compte dans l'évolution tarifaire ATRD7 qui entrera en vigueur le 1^{er} juillet 2024.



05

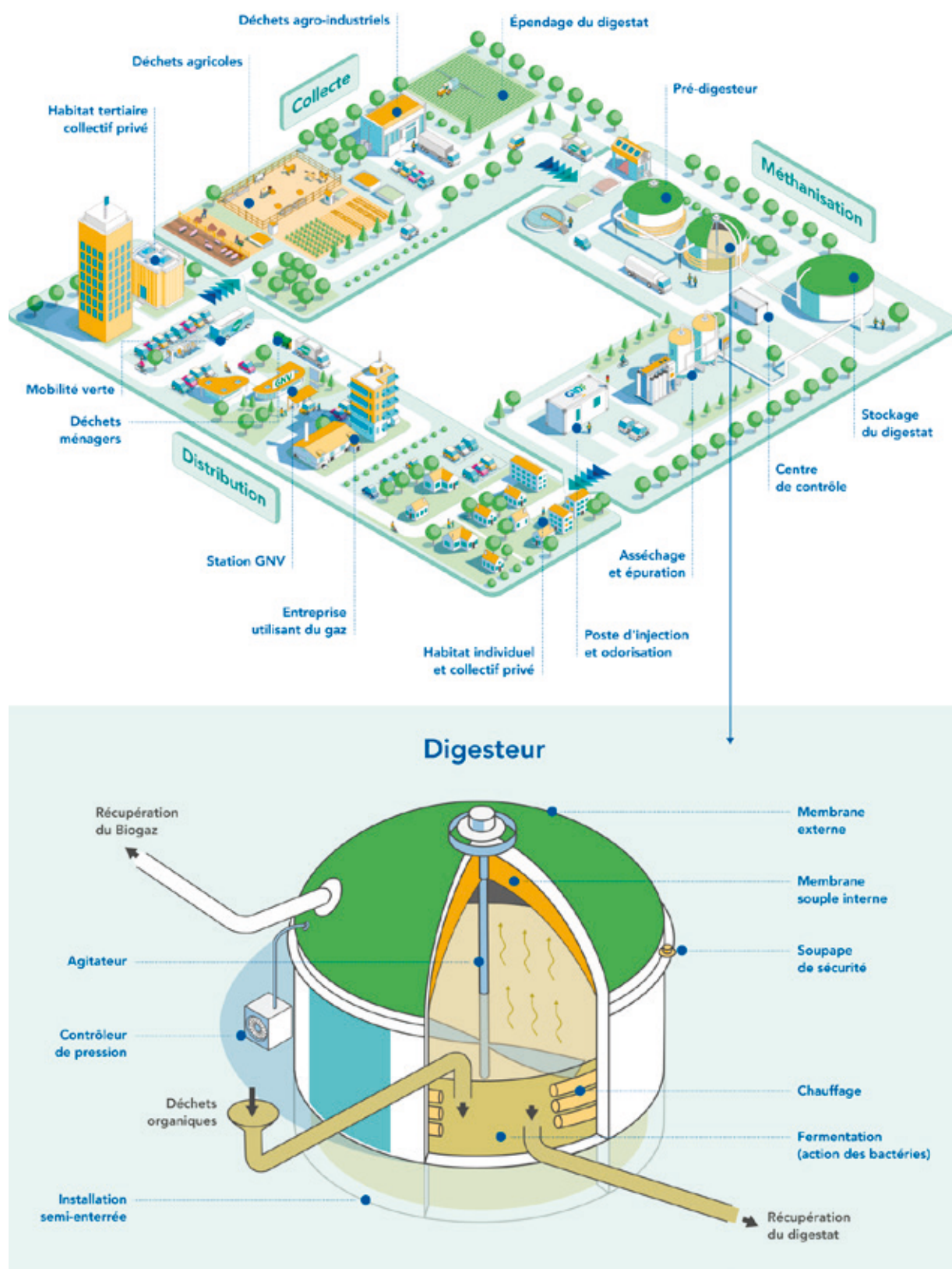
La transition écologique

5.1	Le gaz vert	98
5.2	La mobilité durable	107
5.3	Sobriété énergétique	110
5.4	Responsabilité sociétale de l'entreprise	116

5.1 Le gaz vert

Le gaz vert, vos déchets ont de l'avenir

Le biogaz est un gaz 100% renouvelable produit localement et issu de la fermentation anaérobie (méthanisation) de résidus agricoles, d'effluents d'élevage et de déchets des territoires. Après épuration, il atteint le même niveau de qualité que le gaz naturel et peut donc être injecté dans les réseaux et couvrir les besoins des clients en chauffage, cuisson, eau chaude sanitaire et carburant. On l'appelle alors biométhane. Utilisé comme carburant (BioGNV), il offre une solution économique et écologique pour le transport de marchandises et de personnes.



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

Dynamique Nationale

Avec la mise en service d'environ 140 nouveaux sites en France au cours de l'année 2023, portant à 12 TWh la capacité installée, la méthanisation confirme sa place dans le mix énergétique français. En 2023 près de 9,1 TWh de gaz verts ont été injectés dans les réseaux des opérateurs gaziers, soit la consommation de 2 250 000 millions de logements neufs, ou encore 36 000 bus roulant au bioGNV.

Au 31 décembre 2023 :

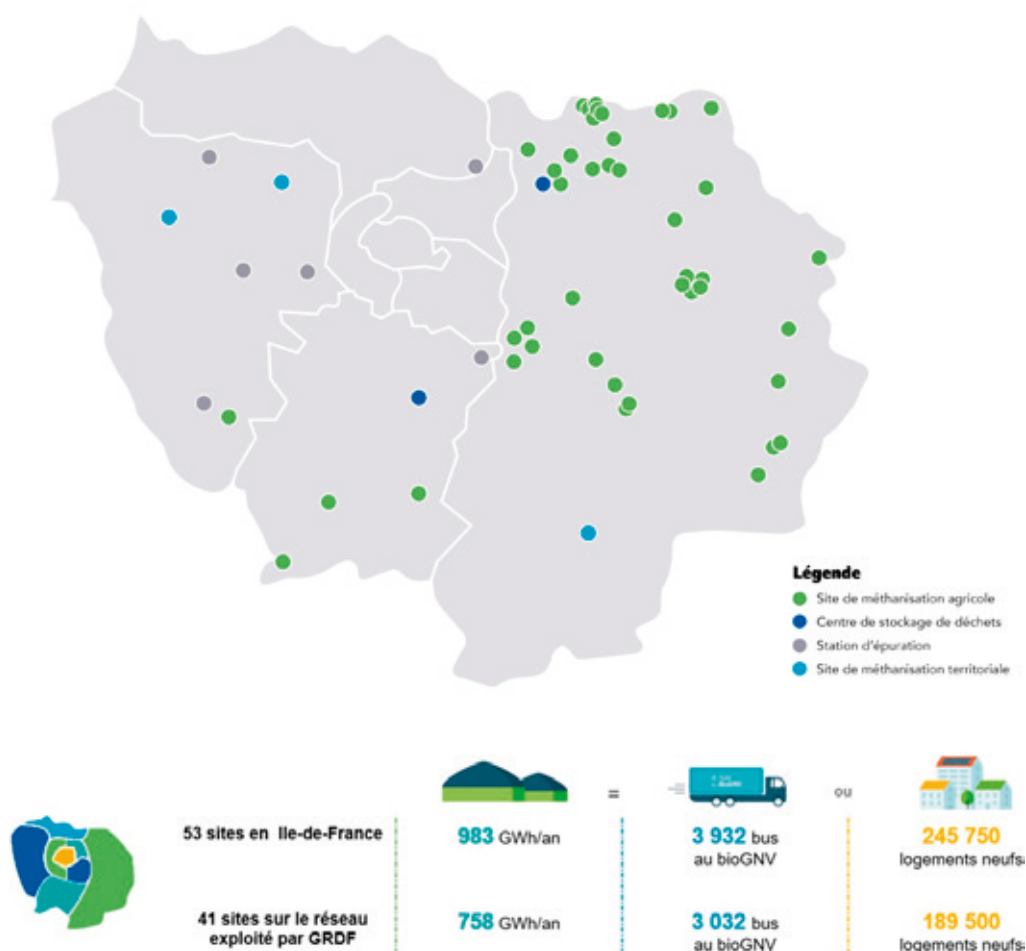
- 140 nouveaux sites de méthanisation avec injection de biométhane ont été raccordés aux différents réseaux, dont 116 sur le réseau de distribution exploité par GRDF ;
- 652 unités de méthanisation sont en service, dont 86% sont agricoles, avec une capacité installée totale de 12 TWh/an ;
- La capacité des 1 232 projets de méthanisation en file d'attente représente 26,6 TWh/an. Les premiers projets de gaz de synthèse apparaissent également dans cette file d'attente, avec huit installations de pyrogazéification et quatre unités de méthanation.

Après un ralentissement du nombre de projets inscrits au registre entre 2020 et 2023, la filière méthanisation a été relancée lors du second semestre 2023. Cette reprise prometteuse témoigne de la réceptivité de la filière aux annonces majeures du gouvernement en juin dernier: revalorisation du tarif de rachat, augmentation des capacités d'injection, allongement des délais de mise en service en faveur des porteurs de projets et enfin le retour d'un tarif de rachat spécifique pour le biométhane produit à partir des boues de station d'épuration. Ces nouveaux projets démontrent que la filière méthanisation est résolument orientée vers l'avenir, prête à jouer un rôle central dans la transition écologique.

Dynamique Francilienne

En Ile-de-France, après 21 unités mises en service en 2022, l'année 2023 a vu 4 nouvelles unités de méthanisation mises en service, dont une sur le réseau GRTgaz. Deux stations d'épuration (Essonne et Yvelines) ainsi que deux méthanisations agricoles (Essonne et Seine et Marne) injectent désormais du gaz vert pour une capacité de 56 GWh/an.

L'Ile-de-France dispose d'une diversité de projets, agricoles et industriels, permettant de mobiliser les différents gisements présents sur le territoire : résidus de cultures, effluents d'élevage, biodéchets, boues de station d'épuration... Certains de ces projets, par leur caractère innovant ou leur dimension, font référence à l'échelle nationale et contribuent à faire rayonner la région Ile-de-France.



Sous l'égide de Valérie Lacroute, vice-présidente du Conseil régional d'Île-de-France chargée de l'Agriculture et de l'Alimentation et du grand témoin de la rencontre Mauritz Quaak, PROMÉTHA a organisé le 20 novembre 2023 la deuxième rencontre francilienne de la méthanisation avec pour objectif un point d'étape sur le développement et l'avenir de la filière francilienne. Cette rencontre a rassemblé près de 140 participants au Conseil régional à Saint-Ouen parmi lesquels exploitants et porteurs de projet de méthanisation, collectivités, bureaux d'études, constructeurs, institutionnels, associations, universitaires etc.

La filière régionale a également poursuivi ses actions en faveur du développement des projets de méthanisation au travers des différents groupes de travail : acceptabilité locale, biodéchets, intrants agricoles, formation et financement.

En 2024, la filière francilienne compte près de 145 projets actifs dont 86 sont inscrits dans le registre des capacités, pour une capacité réservée de 2,5 TWh.

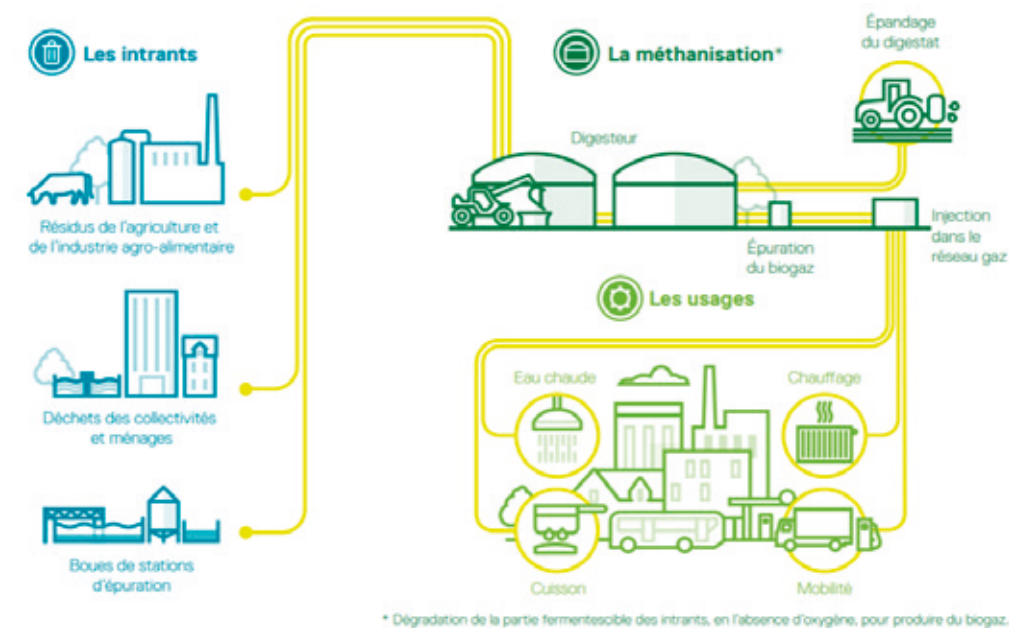
La transition écologique

REÇU EN PREFECTURE

le 13/09/2024

Application agréée E-legalite.com

99_DE-091-259102457-20240913-2024_50-DE



De la méthanisation à l'injection, les étapes clés



Visites méthanisations

La visite virtuelle des unités de méthanisation

Découvrez dans cet espace des unités de méthanisation en visite virtuelle. Dont une Station d'épuration d'eaux usées (STEP) et deux unités de méthanisation agricole.

<https://projet-methanisation.grdf.fr/sinformer-et-se-former/visites-virtuelles-de-site-de-methanisation>

Le tri à la source des biodéchets

La généralisation du tri à la source des biodéchets (Loi AGEC) a pris effet le 1^{er} janvier 2024 et doit permettre de limiter les quantités de déchets incinérés ou enfouis, en leur offrant une seconde vie à travers une valorisation énergétique. Solution déjà mature en Ile-de-France, la méthanisation constitue un moyen vertueux pour valoriser ces biodéchets, en permettant le retour au sol de la matière, par le digestat et la production de biométhane. Avec un potentiel de plus d'un demi-million de tonnes de biodéchets mobilisables chaque année d'après le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets d'Ile-de-France, le développement de cette filière représente de forts enjeux, en termes de création d'emplois locaux, de production d'énergies renouvelables et d'agriculture durable.

Bilan actuel

Le traitement des biodéchets (constitués des déchets alimentaires et des autres déchets naturels biodégradables) peut être mutualisé avec toutes les méthanisations existantes (territoriales et agricoles). Les biodéchets ont un fort pouvoir méthanogène: ils peuvent, dans un méthaniseur, fermenter pour produire du biogaz. En 2023, 11 (8 en 2022) sites de méthanisation en IDF valorisent déjà 110 000 tonnes de biodéchets. Selon l'Observatoire régional des déchets en Ile-de-France, la capacité de méthanisation, à l'horizon 2026, pourrait traiter 323 000 tonnes de biodéchets dans 22 sites.

Les réussites en Ile-de-France

- A Paris, dans le XX^{ème} Arrondissement, une expérimentation sur le tri des biodéchets sur les marchés a été mise en place avec la FNE-IDF et l'association

Pik-Pik.

- A Réau en Seine-et-Marne, depuis mai 2023, l'entreprise Moulinot a ouvert une plateforme de pré-traitement des biodéchets vers la méthanisation, à proximité immédiate de l'unité de méthanisation Sénart Bio Energies pour produire un gaz vert et local.
- Grand Paris Seine et Ouest (GPSO) depuis 2023 déploie progressivement dans toutes ses communes la collecte des déchets alimentaires (<https://www.seineouest.fr/a-partir-de-2023-gpso-lance-progressivement-la-collecte-des-dechets-alimentaires>).
- Sur l'ensemble de l'Île-de-France, l'entreprise Moulinot collecte les restes alimentaires ou biodéchets des collectivités, restaurateurs, hôtels, établissements scolaires et autres cantines. L'entreprise a créé la première plateforme innovante de tri et de prétraitement des biodéchets en Île-de-France. Afin de valoriser les biodéchets, Moulinot s'est associée à un collectif d'agriculteurs méthaniseurs appelé La Ferme afin de produire du biogaz et du fertilisant.
- A Carrières-sous-Poissy, depuis février 2022, l'unité de Modul'O Yvelines méthanise les biodéchets des restes alimentaires issus du tri sélectif des cantines du département des Yvelines ainsi que d'autres partenaires. L'unité de méthanisation, modulable et évolutive, pourra d'ici 2025 capter la valorisation des déchets de 70 000 particuliers et 36 supermarchés. La zone de collecte sera très locale puisqu'elle se situera dans un rayon de 20 km autour de l'unité.



Les nouvelles filières de production de gaz vert

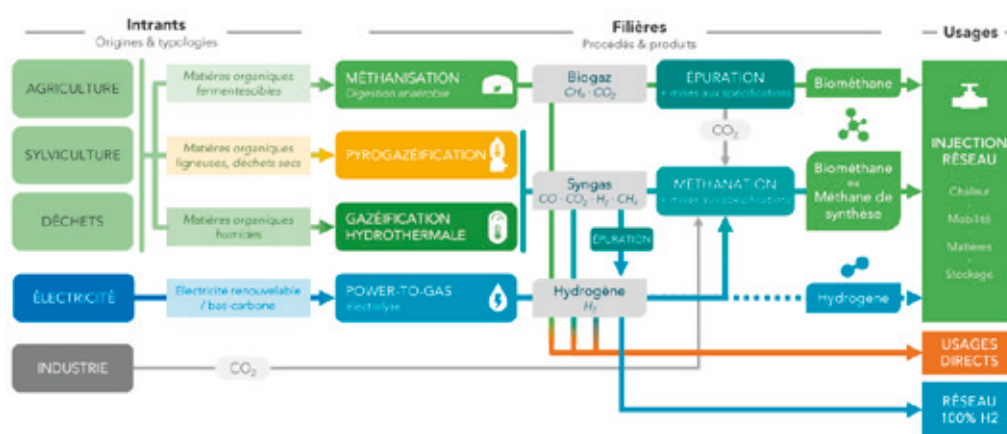
Fin 2023, les nouvelles filières de production de gaz vert (pyrogazéification, gazéification hydrothermale -GHT- ou méthanation) atteignent un stade de maturité en Europe, avec des premiers projets en exploitation industrielle. Ces filières doivent aujourd'hui être soutenues aux échelles nationales et locales, pour faciliter l'émergence de projets innovants qui contribueront à la transition écologique tout en assurant une valorisation des déchets résiduels en manque de débouchés (boues de STEP, CSR, biomasse,

La transition écologique

etc.). L'opportunité de développer un programme de soutien à ces nouvelles filières est d'ailleurs une mesure envisagée par le Gouvernement dans le cadre de la future Programmation Pluriannuelle de l'Energie.

Les nouvelles filières de gaz vert sont une révolution pour une filière neutre en carbone, avec :

- la production de gaz vert et d'hydrogène à partir de matières ligneuses, plastiques ou matières liquides (pyrogazéification)
- la production de gaz vert en séquestrant le carbone (CO₂) recombinaison avec de l'hydrogène (méthanation)
- l'injection d'hydrogène dans les réseaux de gaz naturel issu d'électricité renouvelable (power to gas)



L'avenir des gaz
verts

En Ile-de-France, le potentiel de la filière pyrogazéification a été évalué au cours de deux études réalisées en 2020 et 2021 par GRTgaz et GRDF avec le soutien de l'ADEME Ile-de-France et l'appui d'un comité de pilotage élargi. Ces études ont mis en évidence un gisement de plus d'1,2 millions de tonnes de déchets résiduels valorisable par voie thermochimique à l'horizon 2030. Elles confirment l'intérêt de développer cette filière sur le territoire francilien, en complémentarité avec les infrastructures existantes.

L'hydrogène en Île-de-France

Afin de favoriser une meilleure compréhension de la filière et de ses enjeux, l'Agence Régionale Energie Climat (AREC) a publié une étude sur la région francilienne début 2023. L'étude propose également une analyse de la notion d'écosystèmes territoriaux permettant d'identifier les territoires à fort potentiel H₂ en Île-de-France. C'est dans le prolongement de cette étude que l'AREC s'est associée à GRDF pour identifier des premières opportunités de boucles locales de distribution de l'H₂ par canalisations. Ceci s'inscrit dans la continuité des travaux portés par le Club Hydrogène Île-de-France, piloté par l'AREC et dont GRDF est membre. Lors du Salon de l'Association des Maires d'Île-de-France (AMIF) 2023, GRDF a signé un MOU avec 9 partenaires pour lancer l'étude : l'AREC IDF, la CCI Paris IDF, la Banque des Territoires IDF, Choose Paris Région, le SDESM, le SMOYS, le Sigeif, le SEY 78 et le SDEVO. L'étude, confiée à deux cabinets de conseils, a permis d'identifier des opportunités d'émergence de boucles locales de distribution d'hydrogène pour connecter les producteurs (énergéticiens, syndicats d'énergie, syndicats gestionnaires de déchets ou industriels) à des consommateurs (industries, mobilités routière, fluviale ou aérienne). 5 écosystèmes territoriaux ont été détectés sur le territoire francilien, comme potentiels démonstrateurs dès 2026. En 2024, nous irons dans la phase de qualification de ceux-ci.

Le réseau de distribution de gaz se prépare à accueillir l'hydrogène

L'hydrogène renouvelable ou bas-carbone est un vecteur énergétique qui présente de nombreux atouts : il peut être produit à partir de nombreuses sources d'énergies primaires renouvelables (EnR) ou bas-carbone, ainsi que stocké et transporté sur de grandes distances grâce notamment à des réseaux de distribution.

En complément du biométhane, il pourrait apporter de la flexibilité au système énergétique français et augmenter l'intégration des EnR.

La plupart des grands pays industrialisés investissent massivement dans le développement de l'hydrogène, qui apparaît comme une solution complémentaire au biométhane et à l'électricité pour décarboner certains secteurs industriels, la mobilité lourde, voire certaines typologies de bâtiments.

La France a publié en 2020 sa stratégie nationale hydrogène et a annoncé des subventions à hauteur de 10 milliards d'euros sur 10 ans, avec l'ambition d'être un leader dans le domaine, notamment sur la production d'hydrogène vert par électrolyse. Cette stratégie est en cours de révision et devrait mettre plus en valeur le besoin de développement d'infrastructures et l'intérêt d'une part d'importation d'hydrogène bas carbone pour couvrir l'ensemble des besoins projetés.

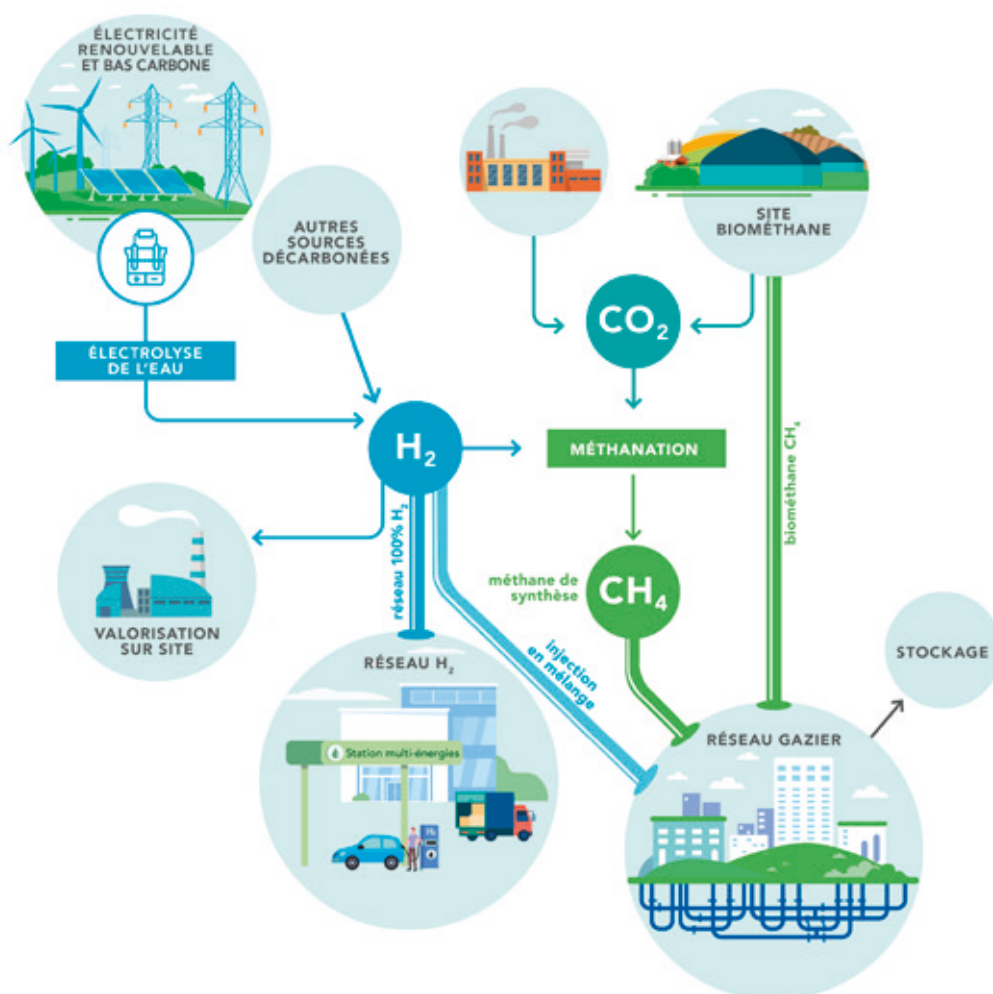
La conviction de GRDF est que les réseaux de distribution seront un accélérateur du développement de l'hydrogène, offrant une solution sûre, compétitive, à faible impact environnemental et sans nuisance pour acheminer l'hydrogène vers les clients plus diffus, au sein des écosystèmes territoriaux. Les premiers résultats de R&D et le benchmark international montrent la très forte compatibilité des matériaux utilisés aujourd'hui pour la distribution du gaz avec l'hydrogène, ouvrant ainsi des perspectives pour des réseaux neufs ou de la conversion à moindre coût.

GRDF se prépare d'ores et déjà à accueillir ce nouveau gaz, en réponse aux attentes des collectivités et des clients désireux d'inclure la brique hydrogène à leur feuille de route de décarbonation. Pour cela, un plan d'action ambitieux est mis en place visant à lever les derniers verrous techniques, réglementaires et économiques et à préparer des expérimentations sur le terrain à partir de 2026.

L'hydrogène viendra progressivement compléter la palette des gaz verts pour un mix 100% décarboné à l'horizon 2050. Vu d'aujourd'hui, le potentiel de production d'hydrogène est de 100 TWh à cette échéance.

Selon France Hydrogène, la filière représente à date plus de 5800 emplois en France et a un potentiel de 100000 emplois directs et indirects à l'horizon 2030.

La transition écologique



5.2 La mobilité durable

Le BioGNV/GNV, une solution de mobilité durable à l'échelle des territoires

La qualité de l'air et la lutte contre le réchauffement climatique sont des enjeux majeurs qui nécessitent l'engagement de l'ensemble des acteurs. Le secteur des transports reste un fort contributeur avec près d'un tiers des émissions de gaz à effet de serre et des émissions importantes de polluants locaux tels que particules et oxydes d'azote, notamment dans les centres-villes.



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

Sur votre région administrative, il y a 134 stations GNV raccordées au réseau GRDF, correspondant à une consommation de 921 GWh.

En région Ile-de-France

La mobilité propre continue son développement sur la région Île-de-France.

Par sa performance environnementale et son confort d'utilisation, le GNV-BioGNV est une solution pertinente et en plein essor.

Début 2024, nous comptons 41 stations publiques et plus de 100 stations privées en service, proposant du GNV et du BioGNV. C'est une progression de près de 15% en 1 an.

Considérant les stations raccordées sur les réseaux gaz, les consommations (Bio)GNC IDF représentent un tiers des consommations nationales, soit plus de 900 GWh/an. Cela représente 64 400 tonnes de CO₂ évitées par an grâce au GNV.

A date, plus de 37 000 véhicules circulent au GNV-bioGNV sur le territoire français. Les bus GNV-BioGNV représentent 50% des nouvelles immatriculations de 2023; c'est

La transition écologique

l'énergie la plus plébiscitée depuis plusieurs années. De même, les autocars GNV-bioGNV représentent environ 15% des nouvelles immatriculations de 2023 et placent ce carburant propre en première position, derrière le diesel.

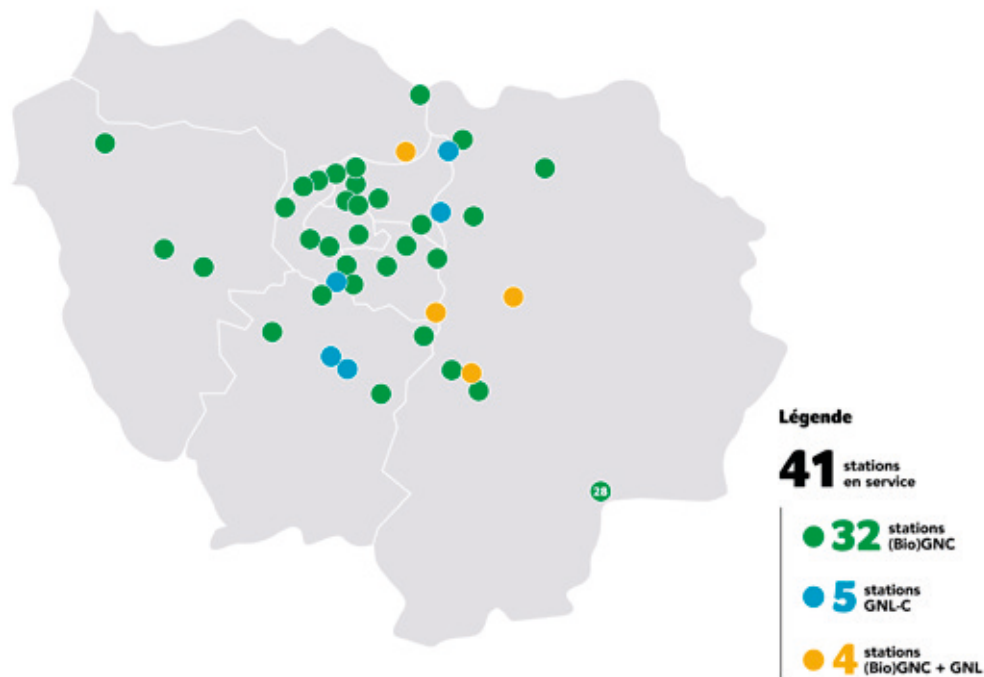
Île-de-France Mobilités continue d'avancer sur son programme de transition énergétique, en convertissant ses centres et sa flotte de bus et autocars au BioGNV et à l'électricité avec une trajectoire prévoyant la conversion de 70% des bus au BioGNV d'ici à 2029. Ile-de-France Mobilités vient d'annoncer l'achat de 3 500 bus propres supplémentaires, dont une majorité au bioGNV déployés entre 2024 et 2028. Par ailleurs, la part des poids lourds gas neufs est de 5% en 2023.

En 2023, 4 nouvelles stations (Bio)GNV ont été ouvertes au public:

- Paris 14^{ème} Porte d'Orléans (75), exploitée par TotalEnergies
- Saint-Denis (93), Endesa
- Châtres (77), GNVert : la station existante a été raccordée au réseau GRDF, ce qui lui permet de distribuer du bioGNC
- Pontault Combault (77) TotalEnergies : la station a été raccordée au réseau GRDF en 2023 et doit être mise en service en 2024.

Depuis le début de l'année 2024, une nouvelle station est accessible au public, il s'agit d'une deuxième station GNVert à La Courneuve (93). Plusieurs stations publiques supplémentaires devraient ouvrir d'ici fin 2024.

Carte des 41 stations publiques GNV de la région IDF (janvier 2024)



La visite virtuelle de la station BioGNV/GNV de Vaux le Pénit

Vous pourrez explorer chaque composant de la station avec des descriptions détaillées. Pour comprendre comment procéder à l'avitaillement, une vidéo qui vous guide étape par étape sur la façon de faire le plein de votre véhicule BioGNV/GNV.

Cette initiative vise à offrir une expérience accessible à tous pour découvrir sur le terrain, en images, l'usage réel d'une station BioGNV/GNV.

Cette visite virtuelle et immersive permet à chacun de mieux comprendre le fonctionnement d'une station BioGNV/GNV, en offrant une expérience pédagogique et concrète.

Le transport fluvial

Au-delà du routier, la décarbonation du fret passe également par le développement du report modal via le transport fluvial et par la décarbonation de celui-ci.

GRDF accompagne sur l'Axe-Seine des projets de retrofit de bateaux à motorisation diesel vers des motorisations au BioGNV ou à motorisation hybride (bateau électrique avec prolongateur d'autonomie au BioGNV) avec le projet GreenDeliriver. Le projet proposé consiste à développer une motorisation hybride combinant :

- Une motorisation 100% électrique avec des batteries pour naviguer au cœur de la Métropole du Grand Paris avec 0 émissions locales,
- Un prolongateur d'autonomie au BioGNV pour recharger les batteries et permettre une autonomie de 4 jours de navigation, quand cela est nécessaire. Il s'agit de la seule solution alternative hybride renouvelable permettant des trajets Paris-Rouen-Le Havre,
- Il s'agit d'une première mondiale dans le secteur du fluvial qui a émergé en Ile-de-France et qui pourra être déployée sur les autres axes fluviaux pour du retrofit de bateaux existants ou sur de nouveaux bateaux.

Au niveau environnemental, la motorisation hybride BioGNV permet de réduire de 90% les rejets de CO₂, de 98% les Nox et de 98% les particules fines. Le bateau Sydney, de la société COALIS, sera le premier bateau à mobiliser cette technologie en étant retrofit.

Dans le cadre d'un AAP lancé par GRDF pour participer au financement d'études de faisabilité en vue de retrofit au bioGNV des barges fluviales, 3 candidats d'IDF ont été retenus par un jury composé de collaborateurs de l'ADEME, de Voies Navigables de France et du GICAN. Il s'agit de:

- Metha Valo 92 qui compte utiliser des bateaux BioGNC pour le transport du digestat de la future méthanisation des biodéchets de Gennevilliers exploitée par Paprec, par voie fluviale jusqu'au port de Limay,
- RivesenRêves, qui souhaite entamer une réflexion sur la conversion de sa flotte fluvio-maritime au bioGNC,
- Rivercat & Alternat qui souhaite retrofit un de ses bateaux de croisières sur la Seine.

5.3 Sobriété énergétique

Croiser les données, un enjeu majeur de la transition écologique

Dans le cadre de leurs décisions de planification, d'aménagement, d'investissement ou d'accompagnement des porteurs de projets, les collectivités et les autorités concédantes jouent un rôle clef dans la concrétisation de la transition énergétique : développement des énergies renouvelables, transformation des pratiques de mobilité en faveur de la qualité de l'air, maîtrise de la demande en énergie, détection de la précarité énergétique.

Les « données énergies » (i.e. consommation de gaz, production de gaz vert, positionnement du réseau de distribution de gaz, etcetera), croisées avec les autres données du territoire, constituent une base essentielle pour identifier les enjeux locaux et cibler les leviers d'actions correspondants

La loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte et la Loi pour une République Numérique ont apporté des évolutions majeures pour la mise à disposition des données de consommation et de production d'énergie aux personnes publiques.

Les données gaz mises à disposition des collectivités

GRDF s'inscrit dans ce cadre réglementaire et favorise l'utilisation des données de consommation de gaz et de production de gaz renouvelable en proposant des canaux d'accès adaptés aux différents acteurs concernés.



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

Quels sont les différents usages des données énergétiques ?

Gérer la consommation des bâtiments publics

Les collectivités sont gestionnaires de leurs bâtiments publics et peuvent donc souhaiter mieux connaître la consommation en gaz de chacun d'entre eux et ainsi y favoriser la maîtrise de l'énergie, notamment dans le cadre du décret tertiaire. Sur les bâtiments des collectivités équipés d'un compteur communicant gaz, elles ont accès non seulement à leurs consommations facturées mais aussi à leurs données quotidiennes, ce qui leur permet de suivre et comparer leurs consommations de gaz naturel ou, par exemple, de recevoir des alertes en cas de surconsommation.

Réaliser la planification énergétique du territoire

Les collectivités doivent élaborer des documents de planification énergétique (SRADDET, PCAET, SDE, etc.) ou des documents d'urbanisme comportant des volets énergétiques (SCoT, PLUi, etc.). Pour ce faire, elles ont besoin d'une vision globale de la consommation annuelle de gaz sur leur territoire à plusieurs échelles.

Prioriser les actions de rénovation

Les actions de rénovation tiennent compte de nombreuses variables, parmi lesquelles la consommation des bâtiments en gaz peut être déterminante. Les données de

consommation de bâtiments ou de quartiers entiers peuvent ainsi participer à l'identification des zones à rénover en priorité, notamment en diagnostiquant des situations de surconsommation ou de précarité énergétique. Les collectivités peuvent aussi par exemple enrichir des dossiers de financement des rénovations.

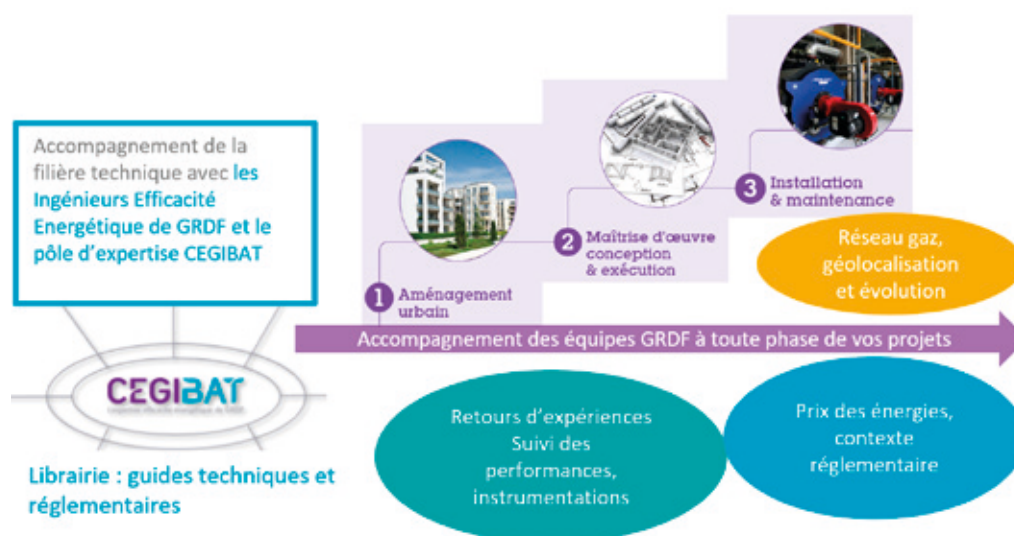
Mesurer les résultats des actions de rénovation

Après avoir rénové un bâtiment public, ou après avoir engagé des travaux de rénovation d'immeubles ou de quartiers d'une collectivité, celle-ci peut souhaiter mesurer les résultats obtenus. Pour ce faire, elle peut comparer la consommation de gaz des bâtiments avant et après les opérations de rénovation.

Encourager la Maîtrise de l'Énergie (MDE) auprès des administrés

Comme les collectivités avec leurs bâtiments publics, leurs administrés ont accès à leurs données quotidiennes de consommation de gaz. Ils peuvent consentir à les partager aux collectivités. Dans ce cas, elles peuvent les sensibiliser et les accompagner à la maîtrise de leur consommation de gaz, et en particulier de chauffage. C'est la collectivité tout entière qui réduira sa surconsommation.

L'accompagnement GRDF pour vos projets tertiaire



Calendrier des principales évolutions réglementaires

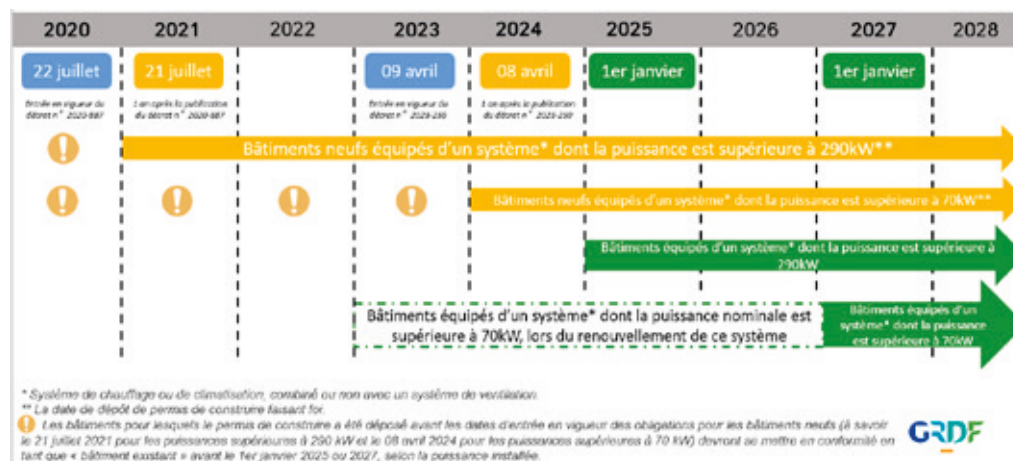
Décret BACS

Le décret BACS (20 juillet 2020) pour «Building Automation & Control Systems» détermine les moyens permettant d'atteindre les objectifs de réduction de consommation fixés par le décret tertiaire.

Cette norme impose de mettre en place un système d'automatisation et de contrôle des bâtiments, d'ici le 1^{er} janvier 2025 à minima. Elle concerne tous les bâtiments tertiaires non résidentiels pour lesquels le système de chauffage ou de climatisation, combiné ou non à un système de ventilation, a une puissance nominale supérieure à 290 kW.

Pour les installations d'une puissance nominale supérieure à 70 kW, cette exigence devra être respectée d'ici le 1^{er} janvier 2027.

Pour en savoir plus : « GTB » obligatoire sur tout le tertiaire en 2025 - le décret BACS | GRDF Cegibat



Décret Fin du fioul (neuf et rénovation)

Depuis **1er juillet 2022**, il est **interdit d'installer**, dans le neuf comme dans l'existant, **des équipements de chauffage ou d'ECS émettant plus de 300 gCO₂eq/kWhPCI**.

Les installations existantes pourront continuer à fonctionner et à être entretenues jusqu'à leur fin de vie, où il faudra alors les remplacer.



Décret Tertiaire (rénovation)

Dans le cadre de la loi ELAN, le décret tertiaire du 01/10/2019 ainsi que les arrêtés méthode et seuil imposent des **obligations de réduction des consommations d'énergie finale** aux bâtiments à usage tertiaire. Il fixe plusieurs échéances de réduction de consommation avec pour **objectif d'atteindre une baisse de 60 % en 2050** par rapport à une consommation de référence.

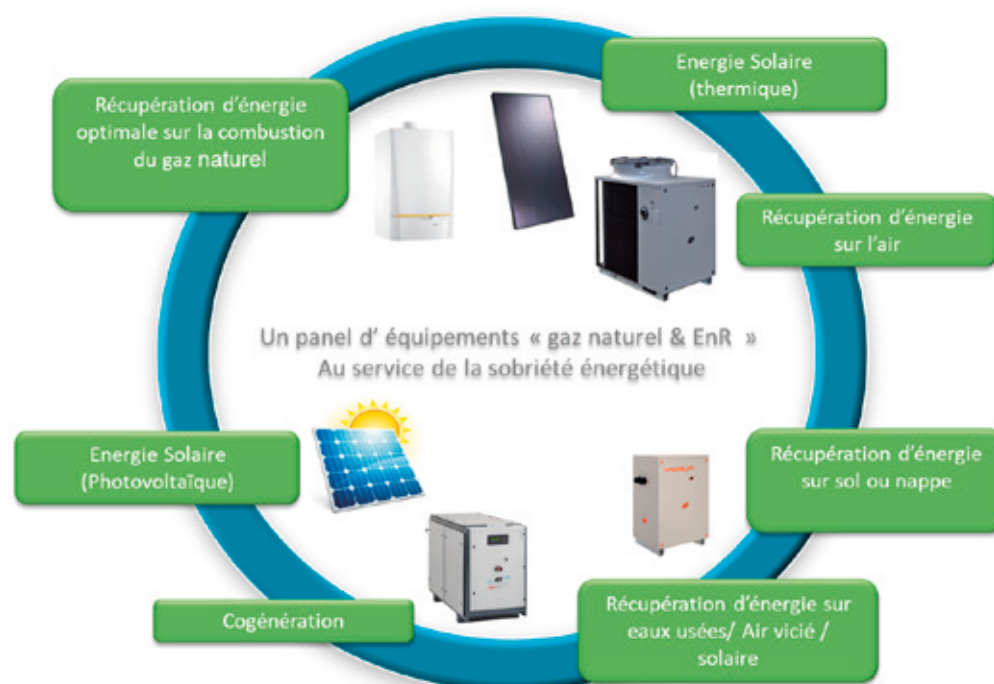


Réglementation Environnementale RE2020 (neuf)

La RE2020 est entrée en vigueur depuis le 1er janvier 2022 pour le secteur résidentiel, et depuis le 1^{er} juillet pour le secteur tertiaire (bureaux et enseignements). La RE2020 impose des critères ambitieux en matière de **réduction des consommations d'énergie primaire, d'émissions de gaz à effet de serre et d'inconfort en été** dans les bâtiments neufs.



Gaz et EnR&R, des énergies complémentaires pour vos solutions décentralisées

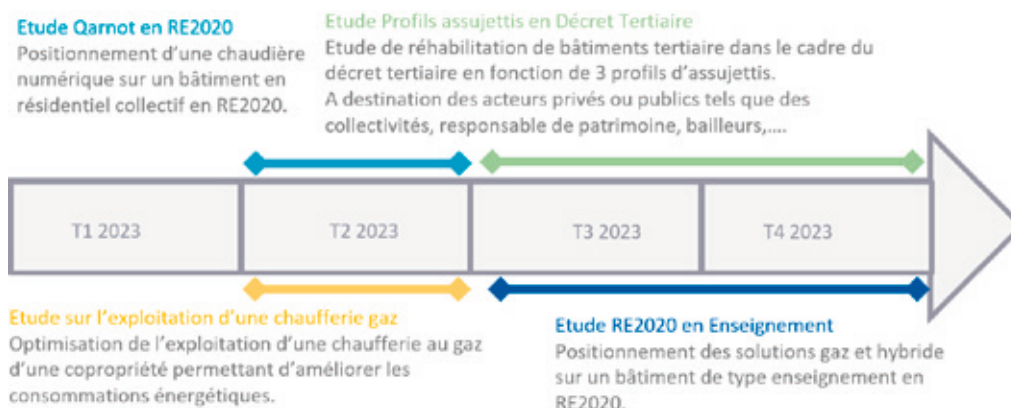


La Pompe à chaleur hybride, une solution innovante adaptée pour vos projets

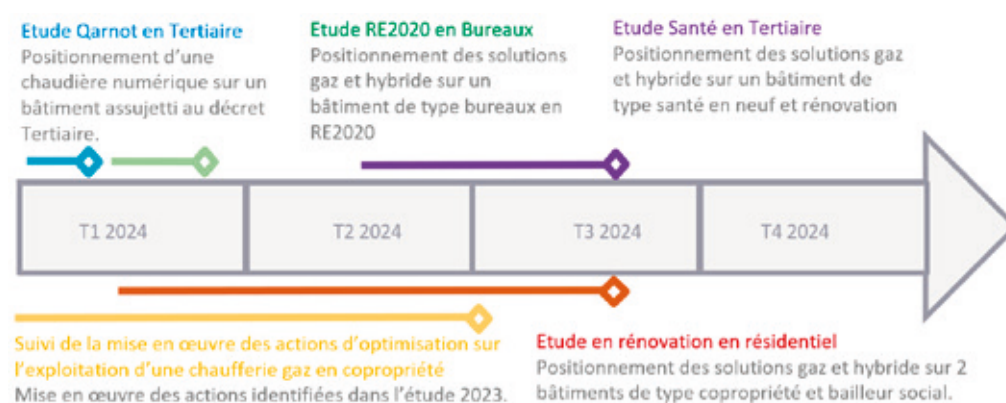


Rappel du calendrier des études réalisées en 2023

La transition écologique



Calendrier des études prévues en 2024



GRDF accompagne la maîtrise de la demande en énergie des clients particuliers

GRDF, en tant que principal distributeur de gaz en France, contribue activement à la maîtrise de la demande en énergie. Il joue ce rôle, attribué à ce jour, aux fournisseurs d'énergies et aux autres acteurs du marché.

En accord avec la CRE et les fournisseurs, GRDF a mis en place un plan spécifique sur la maîtrise de la demande en énergie (MDE) notamment grâce aux compteurs communicants gaz. Ces compteurs peuvent aider à maîtriser la consommation grâce à une bonne exploitation des données fournies et leurs traductions en termes de consommation.

Le projet MDE pour les clients particuliers s'est déroulé en deux grandes phases. Une première phase sur l'hiver 2022-2023, où GRDF a contacté 500 000 clients propriétaires d'une maison individuelle présentant une consommation anormalement élevée pour les accompagner dans la maîtrise de leur énergie. Au total, sur les 500 000 clients contactés, 30 000 ont été accompagnés. On a pu remarquer une baisse des consommations plus importantes des clients accompagnés par rapport aux clients non accompagnés. Une seconde phase sur l'hiver 2023-2024, a permis de contacter 350 000 clients propriétaires d'un appartement dont plus de 10 000 ont été accompagnés à fin 2023. La majorité des clients interrogés ont déclaré être satisfait des échanges avec les conseillers GRDF et ont trouvé le contenu de l'échange intéressant.

L'accompagnement de GRDF Ile-de-France

La démarche a ciblé les clients particuliers identifiés comme ayant une consommation supérieure de 15 à 30% par rapport aux profils similaires.



Les établissements scolaires sont accompagnés par les équipes GRDF régionales pour une présentation des outils mis à disposition (portail collectivités, mon espace GRDF, ADICT) permettant de mesurer les consommations journalières et d'identifier les éventuelles surconsommations en week-end ou en période de vacances scolaires.

En quelques chiffres – le déroulé des opérations en Ile-de-France

Hiver 2022-2023	Hiver 2023-2024	Début 2024
Ile-de-France 1^{ère} phase : les maisons individuelles 86 000 clients propriétaires de maisons individuelles avec un usage chauffage contactés 2 400 clients accompagnés	Ile-de-France 2^{ème} phase : les logements collectifs 93 000 clients propriétaires ou locataires d'un appartement avec un usage chauffage contactés 2 240 clients accompagnés	Ile-de-France 3^{ème} phase : les établissements scolaires Accompagnement personnalisé par les conseillers GRDF en Ile-de-France
SMOYS: 9 840 clients contactés 333 clients accompagnés	SMOYS: 2 747 clients contactés 63 clients accompagnés	Résultats prévus à l'été 2024

5.4 Responsabilité sociétale de l'entreprise

La politique RSE (Responsabilité Sociétale de l'Entreprise)

Avec son projet d'entreprise, GRDF a souhaité aborder deux questions majeures : la place du gaz vert dans la transition énergétique, et son rôle dans la société actuelle. Aujourd'hui, les attentes de la société civile envers les entreprises sont de plus en plus fortes, poussant ces dernières à s'investir sur les grands enjeux d'un monde en pleine mutation, en particulier dans le secteur de l'énergie, et à viser une performance globale, aussi bien économique qu'extra-financière : sociale, sociétale et environnementale.

La politique RSE de GRDF est composée de 9 engagements forts, articulés autour de 3 axes stratégiques : « contribuer à la transition écologique », « des gaziers et des gaziers acteurs de notre exemplarité sociale et environnementale » et « une entreprise ancrée localement pour participer à la création de valeur sur les territoires ».

Les actions lancées sont menées à deux niveaux :

- Au service de la collectivité, en proposant des solutions pour la transition énergétique des territoires : développement des gaz verts et de la mobilité durable, déploiement d'outils de performance énergétique et de maîtrise de l'énergie, transformation du réseau de distribution de gaz en outil de pilotage de la transition énergétique.
- Au service de la société civile, en mettant en œuvre au quotidien des actions locales de lutte contre la précarité énergétique, d'insertion sociale et professionnelle et de limitation des impacts environnementaux.

GRDF place l'exemplarité en matière de sobriété et de réduction des émissions de gaz à effet de serre au cœur de ses engagements.

Ainsi, l'entreprise s'est fixée comme ambition d'adopter une trajectoire de réduction de ses émissions de gaz à effet de serre pour disposer d'une trajectoire de décarbonation de son empreinte carbone compatible avec l'accord de Paris correspondant à un scénario de réchauffement climatique inférieur à +2°C et s'approchant autant que possible d'un réchauffement de +1,5°C.

De plus, afin de réduire l'empreinte carbone de sa flotte, GRDF met en œuvre depuis plusieurs années un plan de verdissement qui comprend notamment le remplacement progressif des véhicules à carburant diesel par des modèles bioGNV/GNV. GRDF a également lancé un plan de sobriété énergétique de ses sites qui a permis de diminuer les consommations énergétiques de son parc immobilier d'environ 15% entre octobre 2022 et août 2023. Par ailleurs, les consommations d'énergie des bâtiments dont GRDF détient le bail et porte les contrats de fourniture d'énergie sont couverts par des contrats 100% biométhane et électricité renouvelable.

Fin 2023, GRDF s'est engagé dans une dynamique de refonte de sa politique RSE. Ce processus aboutira à l'été 2024 et permettra de tracer des lignes d'engagements renouvelées pour l'entreprise jusqu'en 2030.

Achats responsables : GRDF obtient l'unique label attribué par les pouvoirs publics en la matière

Représentant chaque année plus de 1,6 milliard d'euros, les achats de GRDF constituent un levier d'une importance considérable pour la transition écologique et sociale.

L'année 2023 a d'abord été marquée par la création de la fresque des achats responsables, outil de pédagogie ludique, interactif et opérationnel et le lancement d'une démarche chantiers responsables. Cette dernière a pour objectif la montée en compétence et l'outillage de tout l'écosystème achats de travaux de réseau). L'objectif est de sensibiliser ses prestataires et ses donneurs d'ordres autour de quatre domaines clefs : la réduction de l'impact carbone des chantiers grâce à une analyse en cycle de vie (ACV), la protection de l'environnement et de la biodiversité (en protégeant, par exemple, la faune locale), la promotion de l'inclusion et de l'accessibilité sociale sur les sites de construction et l'amélioration de la gestion des déchets en favorisant le recyclage ou le réemploi.

Sur le volet de l'inclusion, GRDF a alloué en 2023 plus de 3,2 millions d'euros d'achats au secteur protégé et adapté. Dans une logique de suivi et d'accompagnement des acteurs, GRDF s'est par ailleurs doté d'un tableau de bord interactif de ses dépenses inclusives et d'aide à l'identification de ces structures. En complément, de nouvelles clauses d'insertion sont intégrées dans certains contrats de travaux et services techniques.

En reconnaissance de son engagement dans la qualité de sa relation avec ses fournisseurs dans le domaine des achats, GRDF a maintenu en 2023 le label « relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR), l'unique label reconnu par l'État dans ce domaine.

L'efficacité énergétique du réseau

La sécurité du réseau et l'efficacité énergétique sont étroitement liées. Elles constituent deux priorités essentielles tant pour GRDF que pour les autorités concédantes. Les émissions de méthane sur les ouvrages concédés ont principalement pour origine les incidents et les dommages aux ouvrages causés par des tiers lors de réalisation de travaux à proximité d'un réseau de gaz.

GRDF suit l'évolution des émissions de méthane du réseau de distribution au niveau national. En 2023, celles-ci ont baissé de près de 15% par rapport à 2022 (5% entre 2021 et 2022), en ligne avec la trajectoire de réduction et les engagements de GRDF au niveau national et international en matière de réduction de ses émissions. Ces très bons résultats en progrès montrent que le plan d'action volontaire de GRDF et des pouvoirs publics produit ses effets, s'appuyant en particulier sur la conception des réseaux, la modernisation de la cartographie et la sensibilisation des entreprises de terrassement.

Par ailleurs, GRDF est membre depuis 2020 de l'« Oil & Gas Methane Partnership 2.0 » (OGMP 2.0), initiative engagée par le « Programme des Nations unies pour l'environnement » (PNUE) et la Commission européenne pour mobiliser les entreprises du secteur gazier et pétrolier dans la réduction de leurs émissions de méthane. Ce programme précise la stratégie pour atteindre les meilleurs niveaux de quantification et de suivi des émissions de méthane. En 2023, GRDF a obtenu le « Gold Standard » pour la troisième année consécutive.



06

GRDF & Vous

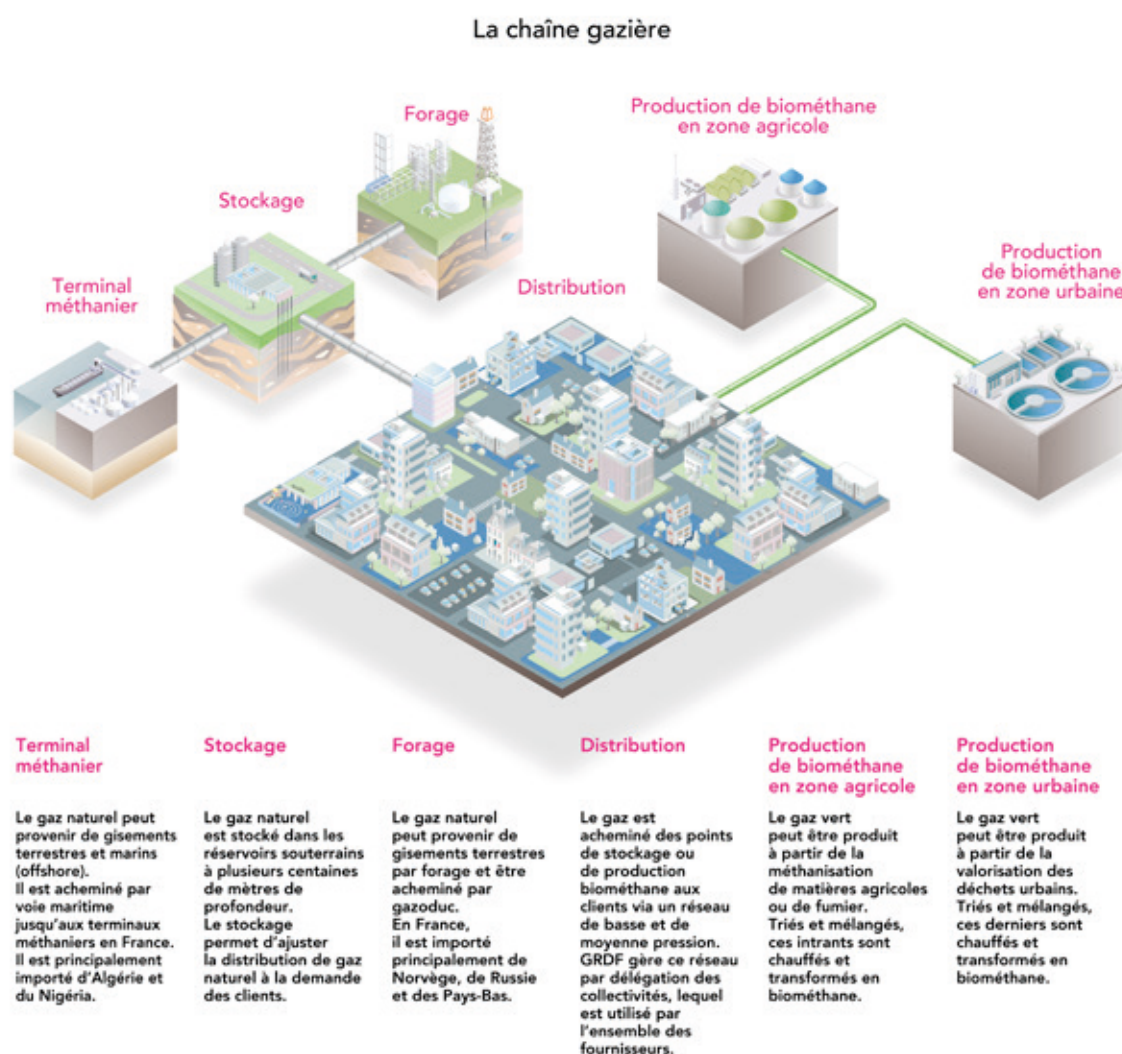
6.1	La distribution du gaz, une mission de service public	120
6.2	Une organisation à votre service	124
6.3	Les outils digitaux à votre disposition	127

6.1 La distribution du gaz, une mission de service public

La chaîne gazière

La chaîne gazière est composée des activités suivantes :

- la production (importation et désormais production locale),
- le stockage,
- l'acheminement (activités de « distribution » et de « transport »), assuré par les gestionnaires de réseau,
- la commercialisation de gaz, par les fournisseurs d'énergie.



La triple autorité encadrant la distribution du gaz

Trois autorités encadrent l'activité de GRDF :

- L'État : GRDF est lié à l'État par un contrat de service public signé pour une

durée de 4 ans (2019-2023) et soumis à la réglementation régissant son activité.

- La Commission de Régulation de l'Énergie (CRE) : elle fixe le tarif d'Accès des Tiers au Réseau de Distribution (ATRD) à l'intérieur de la zone de desserte de chaque distributeur ainsi que le contenu et le tarif des prestations complémentaires des Catalogues des Prestations de chaque opérateur.
- L'Autorité Concédante : elle exerce notamment le contrôle du bon accomplissement par GRDF des missions de service public déléguées et des engagements du contrat de concession qui la lie à GRDF.

Les missions de service public de GRDF

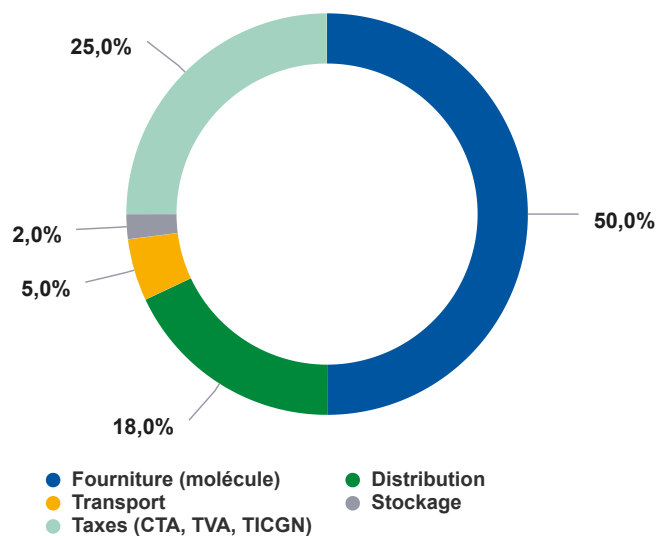
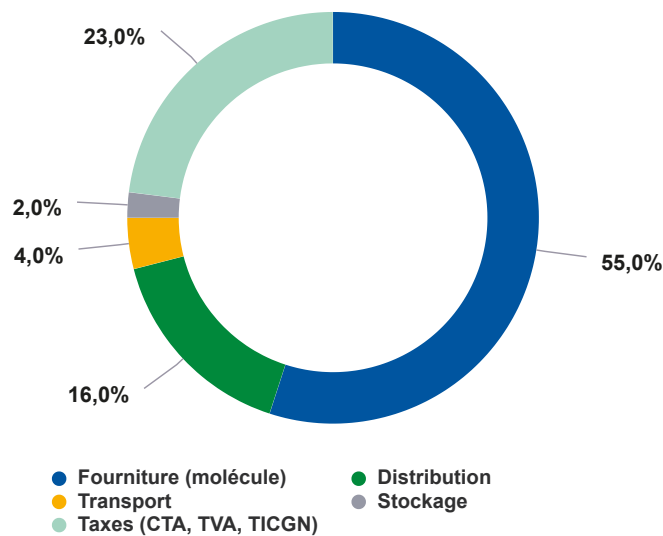
L'État a confié à GRDF des missions de service public. Le socle de ces engagements est rappelé dans le Contrat de Service Public (CSP) pluriannuel conclu entre les deux parties, mettant un accent particulier sur la sécurité d'approvisionnement, la sécurité des réseaux et des installations, la qualité de la relation avec les clients, le développement équilibré des territoires, la transition écologique et la politique de recherche et de développement.



La facture type

Composantes de la facture d'un client résidentiel

La facture de gaz est envoyée par le fournisseur à son client. Voici un exemple de facture sur la vente de gaz au tarif réglementé en 2022 et 2023 (source : site Internet CRE).

Facture type d'un client résidentiel au 2e trimestre 2022**Facture type d'un client résidentiel au 2e trimestre 2023**

Le gaz, une énergie compétitive

Le gaz est une des énergies les plus compétitives. Pour suivre l'évolution des prix des énergies, GRDF met à disposition de tous les clients sur son site Internet un outil interactif présentant un « baromètre » de ces prix : www.grdf.fr/particuliers/evolution-prix-energies



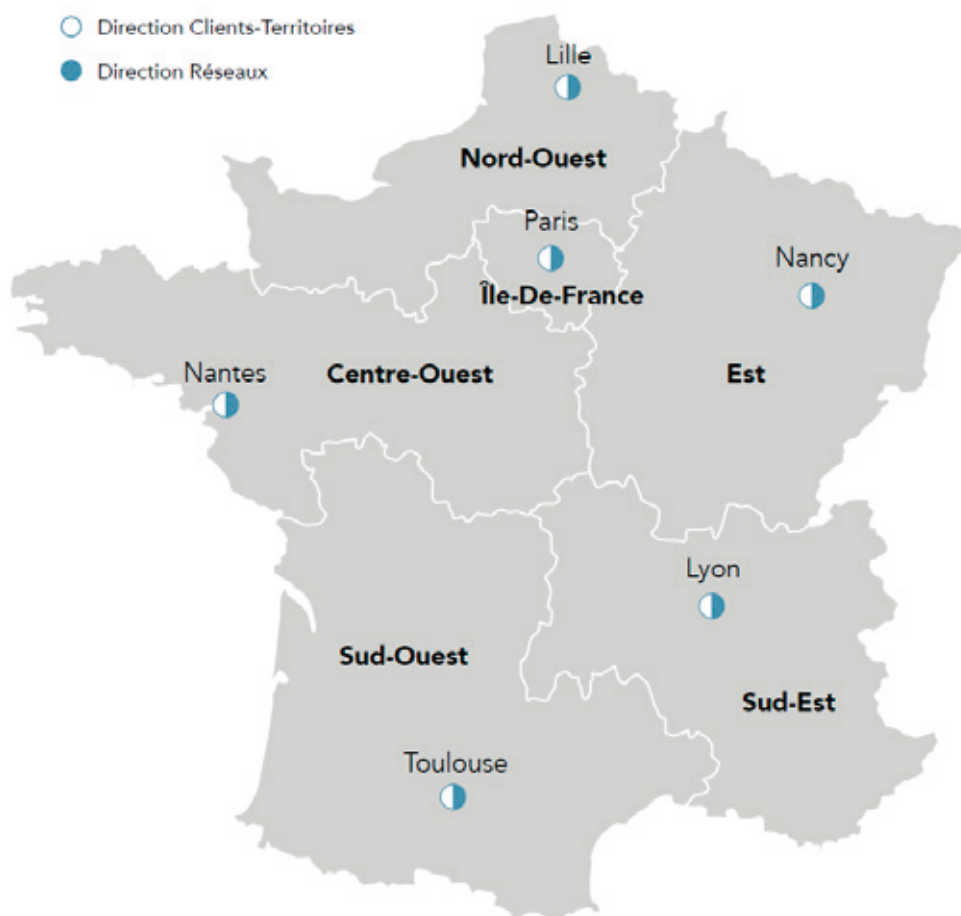
6.2 Une organisation à votre service

L'organisation de GRDF

L'organisation de GRDF est composée d'un niveau national, regroupant des activités d'expertise et des fonctions supports, et d'un ancrage local basé sur six régions, dénommées « régions GRDF ». Ces deux niveaux d'organisation sont complémentaires pour mener à bien des actions mutualisées sur toute la France



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.



Les activités liées au réseau (dépannage) et à la clientèle (interventions) sont, depuis le 1^{er} janvier 2018, spécialisées par énergie. Les activités gazières sont regroupées au sein d'une même entité appelée Agence d'Intervention (AI), la zone de desserte de GRDF est couverte par 63 AI.



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

Au sein des territoires, des agences locales portent les missions de GRDF.

Des agences locales

- Relations Collectivités Territoriales.
Votre interlocuteur de proximité
- Travaux
- Exploitation
- Gestion Clientèle



Le maillage local de GRDF s'appuie sur des agences régionales et des services nationaux.

Des agences régionales

- Acheminement
- Relations Collectivités Territoriales
- Développement
- Patrimoine
- Travaux
- Exploitation
- Services Supports



Des services nationaux

- Agence diagnostic qualité gaz
- Unités Urgence Sécurité Gaz
- Service comptabilité
- Directions fonctionnelles



Les chiffres clefs de GRDF



Le plus long réseau de gaz en Europe

207 081 km

de réseau de gaz,
soit plus de 5 fois
le tour de la terre

225 TWh

de gaz
acheminé

1 milliard d'€

investis pour développer,
entretenir et exploiter
le réseau

Plus d'1 million d'€

consacré chaque jour
à la sécurité du réseau



Une entreprise dynamique



11 268
collaborateurs



556
embauches
en CDI



689
alternants
vont être formés
chez GRDF



3,25
milliards d'€
de chiffre d'affaires



Un vecteur d'énergie au service des territoires

11 millions de clients
en France

9 584 communes
desservies par le réseau
de distribution de gaz

77 % de la population
habite une commune desservie
en gaz par GRDF

558 stations GNV
sur le réseau GRDF

**544 sites raccordées
d'injection biométhane**
exploités sur le réseau GRDF

**7 TWh
de biométhane injecté**
dans le réseau GRDF

6.3 Les outils digitaux à votre disposition

Le Portail Collectivités : un espace digital à votre service

Le Portail Collectivités, mis en service depuis 2021, est accessible sur grdf.fr. C'est un espace dédié et sécurisé offrant à toutes les collectivités desservies en gaz l'accès à un ensemble de services et de données relatifs à l'activité de GRDF sur leur territoire pour répondre à leurs besoins.



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC.

Pour les Collectivités ayant la compétence d'Autorités Organisatrices de la Distribution de Gaz, vous avez accès à un espace privilégié et enrichi de tous les documents (contrats de concession, avenants, CRAC, courrier redevances...) et des jeux de données détaillées pour vous permettre de mieux contrôler l'activité de GRDF sur votre territoire.

Ce portail est complémentaire à la relation que vous avez avec votre interlocuteur territorial habituel. Ces fonctionnalités évoluent régulièrement.

On retrouve notamment :



- La carte du réseau pour identifier facilement les zones desservies en gaz
- Le planning des travaux
- La liste des incidents en cours avec la possibilité de s'abonner à un service d'alerte
- Le suivi du déploiement des compteurs communicants
- Un accès aux données de consommation des bâtiments publics
- Un accès aux données agrégées de consommation du territoire
- Les coordonnées de l'interlocuteur territorial GRDF
- Un formulaire de contact

Branchement

Tuyauterie reliant une canalisation du réseau de distribution au poste de livraison ou, en son absence, au compteur. Quand celui-ci alimente un immeuble avec plusieurs logements c'est un « branchement collectif », dans tous les autres cas il s'agit d'un « branchement individuel ».

Branchement particulier

Le branchement particulier est la partie située juste en amont du compteur et qui permet de le raccorder aux parties de l'installation commune (conduite d'immeuble, conduite montante, conduite de cursive, nourrice de compteur).

Catalogue des prestations

Liste des prestations disponibles pour les clients et les fournisseurs, établie par GRDF et publiée sur le site www.grdf.fr.

Compteur

Appareil de mesure du volume de gaz livré au client. Selon le cas, il fait partie du dispositif local de mesurage ou le constitue.

Compteur domestique

Compteur dont le débit nominal est strictement inférieur à 16 m³/h. Il s'agit donc des compteurs de type G4 (6 m³/h) et G6 (10 m³/h).

Compteur Industriel

Compteur dont le débit nominal est supérieur ou égal à 16 m³/h. Il s'agit donc des compteurs de type G10 (16 m³/h) et au-delà.

Concentrateur

Le concentrateur est un matériel assurant le relais entre les compteurs et les systèmes d'information de GRDF.

Conditions standard de livraison (CSL)

Les conditions standard de livraison (CSL) s'appliquent au client dont l'index au compteur est relevé semestriellement, quel que soit le débit maximum du compteur. Vous trouverez plus d'information dans le « Catalogue des prestations de GRDF » au chapitre « Conditions générales » disponible sur le site www.grdf.fr.

Conduite d'immeuble (CI)

La conduite d'immeuble est une tuyauterie qui peut être uniquement à l'intérieur de l'immeuble ou en partie à l'extérieur lorsque le coffret gaz est situé à distance de l'immeuble desservi.

Conduite montante (CM)

La conduite montante est une tuyauterie verticale pour la plus grande partie, raccordée à la conduite d'immeuble et alimentant les différents niveaux de l'immeuble.

Contrat d'acheminement

Contrat signé entre le gestionnaire du réseau de distribution (GRD) et un fournisseur d'énergie, en application duquel le GRD achemine le gaz vers le client final.

Contrat de fourniture

Contrat signé entre le client final et un fournisseur d'énergie de son choix, en application duquel celui-ci lui facture sa consommation de gaz.

Degré-jour (de chauffe)

Il correspond à la différence entre la température à partir de laquelle on considère que l'on commence à chauffer (16 °C) et la température extérieure. De fait, un degré-jour de chauffe ne peut être que positif, quand celui-ci est à 0 la température est au-dessus de 16°C. Par exemple, s'il fait -4 °C le degré-jour correspondra à 20.

Dispositif de mesurage

Ensemble des équipements de mesure, de calcul et de télétransmission localisés à l'extrémité aval du réseau de distribution, utilisé par le Distributeur pour déterminer les quantités livrées au point de livraison et leurs caractéristiques.

Fournisseur

Prestataire titulaire d'une autorisation délivrée par le Ministère chargé de l'énergie, qui vend une quantité de gaz au client en application d'un contrat de fourniture.

Gestionnaire du réseau de distribution (GRD)

Le gaz est transporté par grandes quantités et sur de longues distances par le gestionnaire du réseau de transport (GRT) communément désigné « transporteur ». Sur le territoire concédé, il est ensuite acheminé vers les clients finals par GRDF, le gestionnaire du réseau de distribution (GRD) communément désigné « distributeur ».

GNV

Le GNV (gaz naturel pour véhicule) correspond à l'utilisation du gaz comme carburant. C'est le même gaz que celui utilisé pour le chauffage ou la cuisson. Le GNV existe sous deux états ; liquide (GNL) ou comprimé (GNC).

Installation intérieure

L'installation intérieure du client commence à l'aval du compteur. Dans le cas des conduites montantes sans compteur individuel, elle commence à l'aval du robinet de coupure individuelle.

IRIS

Les IRIS (ilots regroupés pour l'information statistique) sont définis par l'INSEE et constituent la brique de base en matière de diffusion des données infra-communales. Il doit respecter des critères géographiques, démographiques et avoir des contours identifiables sans ambiguïté et stables dans le temps.

Normo mètre cube (Nm³)

Quantité de gaz sec (exempt de vapeur d'eau) qui occupe un volume d'un mètre cube.

PCE

Point de Comptage et d'Estimation (PCE)

Poste d'injection

Équipement clef de l'intégration du biométhane au réseau GRDF. Il permet, en aval du méthaniseur et de l'épurateur du producteur, d'odoriser, de contrôler, de compter et d'injecter le gaz dans le réseau de distribution local.

Poste de livraison

Installation située à l'extrémité aval du réseau de distribution, assurant généralement les fonctions de détente et de régulation de pression, ainsi que la mesure, le calcul et la télétransmission d'éléments permettant de déterminer les quantités livrées au point de livraison.

Pouvoir calorifique supérieur (PCS)

Quantité de chaleur (en KWh) dégagée par la combustion complète d'un mètre cube de gaz sec donné dans l'air, à une pression constante (1,01325 bar) et à une température initiale de zéro celsius.

Pression de livraison

Pression relative du gaz au point de livraison.

Quantité acheminée

Quantité de gaz livrée au point de livraison déterminée par relevé du compteur. En cas de dysfonctionnement du compteur, la quantité consommée peut être corrigée. En cas d'absence du client lors du relevé et lorsque le compteur est inaccessible, la quantité acheminée est estimée.

Réseau de distribution

Le réseau de distribution est composé des ouvrages de distribution qui permettent au gestionnaire du réseau de distribution (GRDF) d'acheminer le gaz jusqu'aux clients finals (résidentiels, entreprises, bâtiments tertiaires...).

Réseau BP

Le Réseau BP (basse pression). La pression de livraison de ce réseau peut être comprise entre 19 et 21 millibars.

Réseau MPA

Le Réseau MPA (moyenne pression de type a). La pression de livraison de ce réseau peut être comprise entre 50 millibars et 0,4 bar.

Réseau MPB

Le réseau MPB (moyenne pression de type b). La pression de livraison de ce réseau peut être comprise entre 0,4 bar et 4 bars.

Réseau MPC

Le Réseau MPC (moyenne pression de type c). La pression de livraison de ce réseau peut être comprise entre 4 et 25 bars.

REÇU EN PREFECTURE

le 13/09/2024

Application agréée E-legalite.com

99_DE-091-259102457-20240913-2024_50-DE

Compte rendu d'activité de concession 2023

SMOYS

DIRECTEUR DE PUBLICATION : JÉRÔME CHAMBIN

RÉDACTEURS : AUDE DALLE, EMILIO SOBA, VALENTINE THOMAS

Date de création : juin 2024
Compte rendu d'activité créé par la Solution PADDIX® (www.paddix.com)
Réalisé par IDIX - www.idix.fr



REÇU EN PREFECTURE

le 13/09/2024

Application agréée E-legalite.com

99_DE-091-259102457-20240913-2024_50-DE



Choisir le gaz,
c'est aussi choisir l'avenir

Quel que soit votre fournisseur

GRDF, Société Anonyme au capital de 1835695000 euros.
Siège social : 6 rue Condorcet, 75009 Paris. RCS Paris 444786511

